



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



VENDREDI 6 AOÛT 2021

POLITIQUE: les politiciens sont de grands adeptes de la malhonnêteté intellectuelle (qui est l'art d'omettre volontairement la moitié des faits). Mais cela fait partie de leur travail de menteur professionnel (qui est une qualité essentielle pour éviter le chaos) puisque la majorité des gens sont incapable de supporter la vérité.

- ▶ **À court de choses à taxer** (Tim Watkins) p.1
- ▶ **Mettre fin aux Shutdowns, encore une fois** (Mises institute) p.5
- ▶ **Stop aux mensonges** (Jim Rickards) p.8
- ▶ **Les vaccins COVID-19 ne fonctionnent pas vraiment comme on l'espérait** (Gail Tverberg) p.11
- ▶ **Auriez-vous dû vous faire vacciner ?** (Brian Maher) p.17
- ▶ **Pourquoi ils suppriment les effets secondaires des vaccins** (Brian Maher) p.22
- ▶ **La descente dans la folie** (Un-Masking Denials) p.27
- ▶ **Contre l'obligation vaccinale, le « civisme » et les mythologies de droite et de gauche** p.28
- ▶ **Les décès associés aux vaccins anti-covid sont exceptionnellement élevés. Le pasteur Hoegger dénonce le silence coupable des autorités.** (Liliane Held-Khawam) p.32
- ▶ **La tyrannie de Covid détruit le mythe de la "démocratie libérale"** p.44
- ▶ **Cartographié : Comment le changement climatique affecte les phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde** p.46
- ▶ **Thomas Malthus, la question démographique** (Biosphere) p.47
- ▶ **ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE EN CHINE...** (Patrick Reymond) p.54
- ▶ **ÉCHEC MISÉRABLE** (Patrick Reymond) p.55

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Pendant que le troupeau somnole, le risque monte en flèche** (Charles Hugh Smith) p.59
- ▶ **La vérité sur les infrastructures** (Brian Maher) p.61
- ▶ **Un désastre** (Jim Rickards) p.65
- ▶ **Le gouvernement fédéral américain a prolongé son moratoire sur les expulsions** (Bill Bonner) p.68
- ▶ **Tout est "transitoire" dans la nouvelle économie des fédéraux** (Bill Bonner) p.70

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.À court de choses à taxer

Tim Watkins 4 août 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



La hausse des prix du pétrole se répercute sur les consommateurs, selon la BBC :

"Le prix de l'essence a atteint son plus haut niveau depuis huit ans après neuf mois consécutifs de hausse... le prix moyen d'un litre d'essence est désormais de 135,13p, un niveau jamais atteint depuis septembre 2013, la hausse des prix du pétrole faisant grimper le coût du carburant. Le diesel coûte désormais en moyenne 137,06p le litre, son prix le plus élevé depuis 2014."

Le rapport a été accueilli par les commentaires habituels sur les cartels pétroliers et les sociétés qui tirent les prix vers le haut. Bien que les gens aient été avertis il y a plus d'un an que la hausse des prix du carburant serait l'une des nombreuses conséquences négatives du verrouillage de l'économie mondiale en 2020. Pour le commun des mortels, qui ne réfléchit pas beaucoup à ces choses, le carburant est une ressource infinie qui peut être fournie à volonté. Et donc, lorsque les prix augmentent, cela doit être le résultat de l'appât du gain, de la surtaxe gouvernementale ou d'une combinaison des deux.

Malheureusement, le pétrole n'est pas une ressource infinie. En effet, bien que le sous-sol renferme au moins autant de pétrole que nous en avons utilisé depuis l'aube de l'ère pétrolière, la plupart de ce pétrole se trouve dans des gisements si petits, si éloignés et si coûteux en énergie qu'il ne verra jamais le jour. Pire encore, le pétrole dont nous disposons se trouve dans des gisements beaucoup plus petits et plus coûteux que jamais auparavant. C'est une chose de forer un puits relativement peu profond dans le sol au Texas ou en Californie. C'en est une autre de forer des kilomètres sous le fond de la mer dans les eaux profondes du Golfe du Mexique ou de l'Atlantique Nord-Est. Ainsi, rien que pour des raisons de coût, les prix du carburant allaient toujours augmenter au cours du XXI^e siècle.

La réponse à la pandémie a considérablement aggravé le problème de l'augmentation des prix du pétrole. Les gisements de pétrole ne sont pas des réservoirs de stockage que l'on peut ouvrir et fermer à volonté. Il s'agit plutôt de structures géologiques complexes qui, une fois exploitées, doivent être pompées en permanence. Si vous les fermez face à une baisse massive de la demande - comme cela s'est produit au printemps 2020 -, vous risquez de ne jamais les rouvrir. Et même les champs qui rouvrent auront perdu une partie de leur **taux d'extraction pré-pandémique**. Il se passe quelque chose de similaire avec les pipelines et les raffineries lorsqu'ils sont contraints de cesser ou de ralentir leur production. La crasse s'accumule dans les canalisations, entraînant des coûts supplémentaires de nettoyage et d'entretien avant que la pleine production ne puisse être rétablie. Et puis il y a les simples limitations économiques. Les chauffeurs de camions-citernes ne sont pas restés au chômage jusqu'à ce que la demande de carburant augmente à nouveau. Comme le Royaume-Uni l'a découvert récemment, ils sont allés chercher du travail ailleurs. Il en va de même pour les équipes de forage.

Si la hausse des prix du pétrole était inévitable alors que les économies tentaient de se rouvrir, au Royaume-Uni, les consommateurs ont dû faire face au poids supplémentaire de la fiscalité. Le gouvernement britannique récupère plus de 27 milliards de livres par an grâce aux taxes sur le carburant. Et pour les conducteurs, il ne s'agit là que de la première tranche d'imposition, car le gouvernement prélève également une TVA de 20 % sur le prix du carburant plus la taxe, ce qui revient à taxer une taxe !

Pour l'instant, les Britanniques se contentent de râler contre la hausse des prix du carburant, probablement parce qu'un grand nombre d'entre eux sont encore en congé de maladie ou travaillent à domicile. Mais contrairement à la croyance populaire, la hausse des prix du pétrole est une cause de la baisse de la demande plutôt que de la hausse de l'inflation. Comme l'explique **Frank Shostak** du Mises Institute :

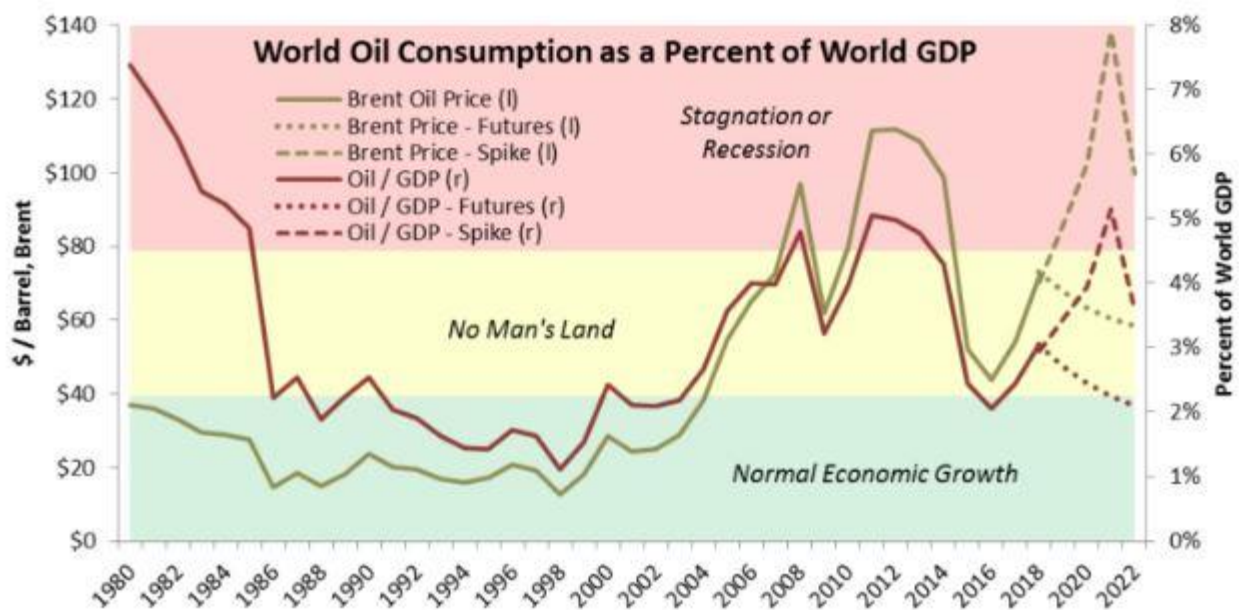
"Si le prix du pétrole augmente et si les gens continuent à utiliser la même quantité de pétrole qu'auparavant, cela signifie que les gens sont maintenant obligés d'allouer plus d'argent au pétrole. Si le stock d'argent des gens reste inchangé, cela signifie que moins d'argent est disponible pour d'autres biens et services, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela implique bien sûr que le prix moyen des autres biens et services doit baisser.

"Notez que l'argent global dépensé en biens ne change pas. Seule la composition des dépenses a changé ici, avec plus pour le pétrole et moins pour les autres biens. Par conséquent, le prix moyen des biens ou l'argent par unité de bien reste inchangé."

Dans la crise actuelle, la masse monétaire n'est pas restée stable. Les gouvernements ont fait apparaître des milliards de dollars, de livres et d'euros pour combler le manque de demande résultant du fait que les gens s'isolent volontairement, puis obligatoirement, pour éviter l'infection par le Covid. La crainte est que, lorsque les mesures de confinement prendront fin, tout cet argent sera soudainement dépensé, les gens cherchant à retrouver leur mode de vie pré-pandémique. Cela est peu probable en raison de la manière grossièrement inégale dont la nouvelle monnaie a été dépensée. Alors que les travailleurs licenciés ont reçu 80 % de leur salaire, les chômeurs, les malades et les indépendants ont dû se contenter de 92,50 £ par semaine provenant du crédit universel. Les personnes situées dans la moitié inférieure de la distribution des revenus ont généralement perdu de l'argent et augmenté leurs dettes. Ce sont les personnes situées vers le haut de l'échelle des revenus qui ont pu épargner ; et ce sont les grandes entreprises qui ont vu le prix de leurs actions grimper dans la stratosphère alors même que les petites entreprises s'effondraient par milliers.

Cela a des conséquences importantes, car il est possible de mal comprendre ce qui se passe. Les hausses de prix que nous connaissons actuellement ne sont pas de l'inflation dans la définition originale du terme - comme une expansion de l'offre de monnaie. Au contraire, étant donné que l'offre accrue de monnaie est actuellement bloquée dans les comptes d'épargne des personnes déjà riches et dans les instruments financiers des grandes entreprises, il y a peu de chances - du moins à court terme - que cette nouvelle monnaie se propage dans l'économie réelle. Les hausses de prix que nous connaissons actuellement sont les conséquences sur l'offre des mesures que nous avons prises il y a un an pour tenter de stopper la pandémie. La rupture des chaînes d'approvisionnement a entraîné des pénuries dans tous les domaines, des aliments pour animaux domestiques au bois, en passant par les semi-conducteurs et les meubles de jardin. En conséquence, les fabricants et les fournisseurs sont confrontés à une forme de **la loi de Liebig du minimum dans laquelle ils sont mis en attente à défaut du composant le moins disponible.**

La hausse des prix du pétrole laisse cependant présager une crise plus profonde - notamment parce que les montages financiers qui ont permis à l'industrie américaine de la fracturation de dilapider des milliards de dollars d'argent des investisseurs pour produire des millions de dollars de pétrole non conventionnel sont terminées. Il n'y aura pas de répétition de l'année 2015, lorsque la fracturation a fait chuter les prix du pétrole au niveau de 2005, permettant ainsi une petite croissance économique supplémentaire. Avec des prix poussant vers 80 dollars le baril et sans répit en vue, le coût supplémentaire de l'énergie doit entraîner un ralentissement économique :



La grogne n'est peut-être pas - encore - synonyme de révolte ouverte. Mais le prix des carburants est un enjeu politique depuis plus d'une décennie. L'indexation de la taxe sur le carburant introduite par le gouvernement Major en 1993 était une mesure environnementale destinée à augmenter la taxe sur le carburant d'un montant supérieur à l'inflation chaque année. Mais à la suite des manifestations de septembre 2000, Gordon Brown, alors chancelier, a fixé l'augmentation de la taxe sur les carburants au taux d'inflation. En 2011, face à la hausse massive des prix du pétrole, George Osborne a remplacé l'escalator par un "stabilisateur de la taxe sur les carburants", en vertu duquel la taxe n'augmenterait que si le prix du pétrole tombait en dessous de 75 dollars le baril. Dans la pratique, cependant, la taxe sur le carburant est restée gelée aux taux de 2012, car les chanceliers successifs ont craint les conséquences électorales d'une nouvelle hausse des prix du carburant.

Avant l'avènement du fracking aux États-Unis, les économistes avaient prévu que le prix du pétrole atteindrait **200 dollars le baril** d'ici 2020. Le fracking a retardé cette évolution mais n'a probablement pas supprimé la menace. L'extraction mondiale de pétrole a atteint un pic en 2018 et a pris un gros coup en raison de la réponse à la pandémie. Ainsi, même si les prix ne grimpent pas immédiatement à 200 dollars, un retour au type de prix observé pour la dernière fois de part et d'autre de la crise de 2008 est très probable.

L'augmentation des prix des carburants qui s'ensuivrait obligerait probablement le gouvernement à réduire la taxe sur les carburants et à retarder le passage aux taxes d'utilisation des routes à mesure que davantage de véhicules électriques - actuellement exempts de taxes - sont achetés. Cela crée toutefois un casse-tête pour un gouvernement qui a emprunté des centaines de milliards de livres pour maintenir l'économie à flot pendant la pandémie et qui doit convaincre les spéculateurs monétaires que ces emprunts peuvent être remboursés par les futurs contribuables.

L'économie étant confrontée à un ralentissement dû aux fermetures d'entreprises, aux pénuries d'approvisionnement et à la hausse des prix de l'énergie, les principales sources de revenus du gouvernement - l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu, l'assurance nationale et la taxe sur la valeur ajoutée - risquent de ne pas pouvoir être exploitées. Toute augmentation de ces taxes serait considérée comme une attaque contre une économie déjà en difficulté, car de nouvelles réductions du revenu disponible ne peuvent qu'entraîner une stagnation économique encore plus grande. Mais il est loin d'être évident qu'aucun des autres impôts indirects ne puisse être augmenté non plus. Comme nous l'avons vu, la taxe sur les carburants est déjà une question politique et deviendra plus problématique à mesure que les prix augmenteront. Les augmentations des taux d'imposition des entreprises sont susceptibles de devenir un problème politique sérieux également. Les rues

principales de Grande-Bretagne deviennent des villes fantômes à mesure que les petites entreprises ferment dans tout le pays ; et les taux d'imposition exorbitants des entreprises sont largement considérés comme l'une des principales raisons pour lesquelles les entreprises deviennent non rentables. Le problème ne se limite pas non plus aux commerces de la rue principale. Les loyers des magasins et des bureaux du centre-ville représentent une grande partie des investissements des pensions privées du Royaume-Uni. Ainsi, lorsque les magasins disparaissent, ils finissent par entraîner les fonds de pension avec eux.

La plupart des autres taxes accessoires - telles que les droits sur l'alcool et le tabac - sont conçues pour avoir un effet dissuasif, et les augmentations auront sans doute précisément cet effet. À une époque où les revenus de la plupart des gens diminuent, où les prix augmentent et où les ménages doivent faire des économies, la réduction des articles lourdement taxés devient inévitable.

Si ce n'est pas une augmentation des impôts, alors quoi ? Instinctivement, les conservateurs pourraient opter pour une réduction des dépenses, en particulier celles qui ont un impact disproportionné sur les pauvres. Cependant, outre l'effet de freinage sur une économie déjà en difficulté, ce type de réduction des dépenses remettrait probablement les sièges dits du "mur rouge", qui ont donné au gouvernement sa majorité en 2019, au Parti travailliste. En effet, les coupes évidentes - sécurité sociale, santé, maintien de l'ordre et éducation - avaient déjà été effectuées pendant les années Cameron-OSborne. Aujourd'hui, la pression politique - y compris de la part des Tories du mur rouge eux-mêmes - est pour une augmentation au moins modeste des dépenses dans ces domaines. Il ne reste donc que l'option peu appétissante de réduire les aides aux entreprises, même si cela aussi entraînerait indirectement une vague de chômage.

À court terme du moins, le chemin de moindre résistance mène à encore plus d'emprunts publics et de création de monnaie pour tenter de relancer la croissance économique. Et tant que le gouvernement peut convaincre les spéculateurs monétaires que les futurs contribuables finiront par rembourser la dette avec les intérêts, il pourrait bien réussir. Après tout, il existe peu d'endroits plus sûrs (et plus ouverts à l'évasion fiscale) pour investir vos gains mal acquis - l'Europe est un musée, la Chine est une opération mafieuse et le bitcoin est un puits d'argent et d'énergie.

Dans tous les cas - du moins pour l'instant - le gouvernement n'a pas à se préoccuper du long terme. En 2022, un budget basé sur l'emprunt et le don de soi post-pandémique, accompagné de nombreux investissements publics dans une série de projets prêts à être mis en œuvre, en particulier dans les sièges marginaux clés, suivi d'élections anticipées en 2023, devrait suffire au gouvernement pour conserver sa majorité et peut-être même pour prendre des sièges à l'opposition.

C'est au cours du prochain parlement qu'il faudra faire face au coût réel de la réponse à la pandémie. Et il est loin d'être évident qu'il y aura une voie qui mènera ailleurs qu'à un déclin stagflationniste.

▲ RETOUR ▲

.Mettre fin aux Shutdowns, encore une fois

08/04/2021 Les rédacteurs de Mises.org



MISES WIRE



Il y a seize mois, en mars 2020, nous avons plaidé pour la fin des fermetures d'entreprises, d'écoles, d'églises, de restaurants et d'événements imposées par le gouvernement en raison du virus covidien :

L'arrêt de l'économie américaine par décret gouvernemental doit prendre fin. Les préjudices durables et profonds causés par ce précédent autoritaire dépassent de loin ceux causés par le virus COVID-19. Le peuple américain - individus, familles, entreprises - doit décider lui-même comment et quand rouvrir la société et retourner à sa vie quotidienne.

Notre revendication était simple : les représentants du gouvernement sont singulièrement peu qualifiés pour envisager les compromis, économiques et autres, derrière leurs actions brutales et lourdes. Ils ne peuvent pas évaluer le risque pour des millions d'individus, ils ne peuvent pas décider quelles activités sont essentielles ou non, et ils ne peuvent pas payer les Américains pour qu'ils restent chez eux et ne travaillent pas.

Depuis lors, l'admonition de Frédéric Bastiat selon laquelle nous devons tenir compte des résultats "invisibles" de l'action de l'État s'est avérée exceptionnellement sage. Il faudra des années pour saisir pleinement les effets dévastateurs de l'arrêt de l'économie américaine, notamment en termes de coût d'opportunité. Le Congrès et la Réserve fédérale se sont entendus pour injecter des milliers de milliards de dollars dans l'économie, des dollars qui, sans surprise, ont profité aux Américains les plus riches et aux plus grandes entreprises. Ce que cela signifie pour l'inflation et l'épargne des gens ordinaires est presque certainement négatif. Et le bilan humain, en termes de maladies physiques et mentales engendrées par les fermetures - en particulier en ce qui concerne les enfants psychologiquement vulnérables - est déjà énorme.

Au-delà de l'Amérique, on estime que 121 millions de personnes en Afrique, en Haïti et au Venezuela risquent de mourir de faim en raison de la réduction de la production alimentaire l'année dernière.

Même en acceptant les statistiques officielles du gouvernement, les "cas" de covid-19 (souvent asymptomatiques) aux Etats-Unis sont d'environ 35 millions, soit un peu plus de 10% de la population. Le taux de létalité de l'infection est discuté, mais il est certain que le virus est moins que mortel pour la grande majorité de ceux qui le contractent - probablement environ 99 %. Et ces 1 % de décès sont fortement concentrés parmi les personnes âgées de plus de 80 ans et celles qui présentent des comorbidités. Sans parler du fait que le taux de létalité de cette infection n'est pas uniforme pour l'ensemble de la population - il dépend aussi de l'âge et d'autres facteurs démographiques. Ces deux groupes auraient pu être plus en sécurité à la maison, tandis que le reste de l'Amérique aurait simplement pris les précautions habituelles contre la grippe.

Cela signifie que le risque d'hospitalisation ou de décès dû au covid-19 est exagéré par les responsables gouvernementaux et les médias. Mais même si 10 millions de personnes étaient mortes, le principe sous-jacent serait le même : le gouvernement n'a ni l'autorité ni la sagesse de forcer les Américains à arrêter leur vie et à rester chez eux.

Peu de gens imaginaient que l'Amérique serait confrontée à de nouvelles restrictions en matière de covid à l'automne 2021. Pourtant, l'administration Biden envisage maintenant de nouvelles restrictions fédérales en matière de covid, tandis que les États et les villes de toute l'Amérique envisagent de nouvelles obligations en matière de masques et de vaccins pour entrer dans les lieux publics et les entreprises. Le maire de la ville de New York a l'intention d'interdire aux personnes non vaccinées de se livrer à de nombreuses activités dès septembre. Les journalistes demandent la création d'une liste d'interdiction de vol pour les personnes non vaccinées, tandis que les entreprises de médias sociaux déplacent les sources alternatives d'information sur le covid, les vaccins et les traitements alternatifs.¹ Pendant ce temps, les Centers for Disease Control and Prevention revendiquent l'autorité bizarre de prolonger un moratoire d'expulsion à l'échelle nationale, ce qui représente une prise réglementaire flagrante sans compensation pour les propriétaires. Le fait de vicier les contrats de location privés est un précédent particulièrement inquiétant, et un détour risible de la "règle de droit".

Nous nous opposons fermement à toutes ces mesures qui sont profondément illibérales et incompatibles avec une société libre et décente. **Ce n'est ni le rôle ni le droit des politiciens ou des responsables de la santé d'exercer une autorité sur nos corps physiques, d'imposer un traitement médical ou de créer une sous-classe d'Américains.** La question de savoir si l'une ou l'autre de ces mesures est légale, en vertu de la législation fédérale, étatique ou locale, est une question distincte, bien que douteuse. Mais il est important de souligner qu'il n'existe pas d'exception de santé publique aux exigences de la Constitution fédérale en matière de procédure régulière.

La "santé publique" est indéfinie et indéfinissable, comme toute mesure globale. Les individus accordent une valeur différente à certaines choses et font donc des choix différents en matière de régime alimentaire, de mode de vie et d'habitudes personnelles. **Si le gouvernement et les responsables de la santé se soucient vraiment des risques liés à la variante covid ou delta, ils devraient se concentrer sur l'obésité, l'exercice, l'alimentation et le soleil** pour promouvoir l'immunité naturelle. On nous dit maintenant que la variante delta du virus justifie de nouvelles mesures gouvernementales. Mais tous les virus évoluent, et de nouveaux se présentent souvent pendant la saison de la grippe. Si chaque nouveau virus ou chaque nouvelle variante justifie des fermetures ou de nouveaux vaccins, nous serons confrontés à un paysage d'enfer dystopique sans fin d'intervention de l'État dans nos décisions médicales.

En définitive, nous ne pouvons pas externaliser ou déléguer la responsabilité de notre santé individuelle à des médecins, des politiciens ou des responsables médicaux. Nous ne pouvons pas vivre sans risque, et nous ne pouvons certainement pas forcer les autres à accepter des vaccinations ou à inhiber leurs exhalaisons naturelles avec des masques. À maintes reprises, **les politiciens nous induisent en erreur,** créant un alarmisme pour justifier leur propre désir de pouvoir et de contrôle politique. L'Amérique peut survivre à un virus, mais nous ne pouvons pas survivre à un gouvernement sans foi ni loi qui s'arroge de nouveaux pouvoirs chaque fois qu'un nouveau virus apparaît.

Les bons Américains peuvent et doivent résister à de nouveaux arrêts, mandats ou restrictions. Les fermetures de 2020 n'en valaient pas la peine, et nous ne devons pas refaire les mêmes erreurs en 2021.

C'est assez.

NOTE : 1. Nous n'offrons aucune opinion concernant l'efficacité ou la sécurité des vaccins, ni des traitements prophylactiques suggérés comme l'ivermectine ou l'hydroxychloroquine. Nous défendons le principe d'une expression libre et complète, même lorsque cette expression prend la forme d'informations inexacts ou contestées. Plus important encore, qui, au sein du gouvernement, des entreprises de médias sociaux ou des maisons d'édition, est assez sage pour être désigné comme le décideur des faits ? Et oui, les entreprises privées <ex; facebook> peuvent désinscrire des personnes pour avoir diffusé des "fausses informations". Le fait est qu'elles ne devraient pas le faire, et qu'elles sont illibérales au sens large lorsqu'elles le font.

Les rédacteurs de l'Institut Mises.

▲ RETOUR ▲

.Stop aux mensonges

Jim Rickards 3 août 2021



Les responsables de la santé continuent de perdre toute crédibilité au sujet du COVID-19. Ils semblent changer d'avis quotidiennement en se basant sur des caprices plutôt que sur la science. Mais c'est le cas depuis le début de la pandémie.

En remontant jusqu'en janvier dernier, **les commentaires officiels sur le COVID ont été pour la plupart erronés.** Il s'agissait soit de mensonges purs et simples, soit de prescriptions fondées sur la politique et non sur la médecine.

En janvier 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré qu'il n'y avait pas de transmission interhumaine du COVID. Elle le savait grâce aux données provenant de la Chine, c'était donc un mensonge. Le Dr Anthony Fauci a déclaré qu'il y avait peu de risque que le COVID passe de la Chine aux États-Unis. Encore un mensonge.

Ensuite, pendant 15 mois, Fauci a dit de ne pas porter de masques, puis il a dit de les porter, puis il a dit qu'on pouvait les enlever. Maintenant, il dit qu'il est temps de les remettre.

Fauci est un bureaucrate dépassé, pas un vrai scientifique. Sa plus grande compétence a été de naviguer avec succès dans le marais de Washington au cours des quatre dernières décennies. **Il est en conflit d'intérêts parce qu'il détient des brevets sur les composants des vaccins.**

Il a également beaucoup à cacher, car c'est lui qui a financé les recherches sur le coronavirus du laboratoire de Wuhan. La science est claire : les masques ne fonctionnent pas (parce que le virus est beaucoup plus petit que la trame du masque), et les confinements ne fonctionnent pas (parce que les personnes à l'intérieur dans des espaces confinés **<incluant les immeubles locatifs et les tours de condos>** propagent le virus plus rapidement que les personnes à l'extérieur qui sont en mouvement).

Les masques sont positivement dangereux pour les enfants car ils vous obligent à respirer votre propre CO2, ce qui provoque des vertiges, une léthargie, une incapacité à se concentrer et peut faire perdre connaissance. Le dernier mensonge en date est l'appel de Biden en faveur d'un mandat de vaccination pour les travailleurs fédéraux ou de tests hebdomadaires, de masquage et de distanciation.

Quel mandat en matière de vaccins ?

La Maison Blanche a répété à plusieurs reprises qu'il n'y aurait pas de mandat fédéral en matière de vaccins. Il est vrai qu'il n'y a pas de mandat unique qui s'applique à tous les Américains. Mais il y a maintenant des centaines de mini-mandats qui reviennent au même.

Le mandat de Biden concernant les travailleurs fédéraux couvre 4 millions d'employés fédéraux et pas moins de 4 millions de contractants fédéraux.

Pendant ce temps, les universités imposent des vaccins aux étudiants qui rentrent chez eux. De grandes entreprises comme Facebook et Google imposent des mandats de vaccination à leurs employés. L'État de New York a imposé un mandat de vaccination à ses employés. Les lieux de sport et de divertissement excluent toute personne qui ne peut pas prouver qu'elle a été vaccinée.

Si l'on additionne tout cela, nous sommes en train de devenir une société de vaxxés et de non-vaxxés, où les seconds se voient refuser la possibilité de travailler, d'aller à l'école, de sortir pour un spectacle ou un événement sportif, etc.

"Il n'y a pas de mandat <passeport> de vaccination", diront-ils. Mais en réalité, les non-vaccinés seront traités comme des citoyens de seconde zone qui ne pourront pas mener une vie normale ou participer pleinement à la société.

Pourquoi tant de personnes vaccinées tombent-elles malades ?

Tout cela est lié aux soi-disant vaccins qui sont en réalité des traitements expérimentaux de modification génétique aux effets secondaires dangereux et à l'efficacité limitée puisque de nombreuses personnes vaccinées sont maintenant infectées à nouveau. **Les vaccins ne vous empêcheront pas de contracter le virus ou de le propager.**

Dans une ville du Massachusetts, par exemple, 74 % des nouveaux cas ont déjà été vaccinés. Les données provenant de l'étranger sont encore plus révélatrices, car de nombreux pays signalent les nouveaux cas quotidiennement, ce qui ne permet pas le type de manipulation des données auquel se livrent souvent les agences sanitaires américaines.

En Israël, environ 85 % des adultes de plus de 30 ans sont complètement vaccinés. Plus de 90 % des personnes de plus de 60 ans sont entièrement vaccinées. Mais Israël connaît une augmentation spectaculaire des nouveaux cas. Le nombre de cas graves a été multiplié par 10 environ depuis le début du mois de juillet. Fait important, la grande majorité d'entre eux sont vaccinés.

Les données révèlent que le taux de cas graves chez les vaccinés est actuellement aussi élevé que celui des non-vaccinés il y a seulement deux semaines.

Le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, prévient que les cas pourraient quadrupler d'ici trois semaines et que les autorités se préparent à de nouvelles fermetures (même si les fermetures se sont avérées inefficaces pour arrêter le virus).

La plupart des Israéliens ont d'ailleurs pris le vaccin Pfizer.

Thérapie génique

Mais pourquoi ces vaccins devraient-ils vous empêcher de contracter le virus ou de le propager ? Encore une fois, il ne s'agit pas de vaccins au sens traditionnel du terme, qui introduisent des parties affaiblies ou inactives

d'un virus, contre lesquelles votre organisme produit des anticorps.

Au lieu de cela, ces vaccins COVID introduisent un ARNm (ARN messenger) dans vos cellules musculaires. Les cellules reproduisent ensuite la protéine de l'épi. Ces vaccins sont donc une forme de thérapie génique.

Fauci a déclaré que la récente flambée d'infections est une "pandémie de non-vaccinés", que 99% des décès étaient des non-vaccinés. Mais c'est un autre mensonge. Les propres données du CDC indiquent que 15 % des décès sont survenus chez des personnes non vaccinées au cours de la période en question. Il y a des raisons de croire que les chiffres réels sont plus élevés.

Mais les demandes de vaccination universelle se poursuivent. L'American Medical Association (AMA) a indiqué que 96 % des médecins en exercice sont entièrement vaccinés, sur la base d'un sondage réalisé auprès de 300 personnes.

L'objectif est d'essayer de convaincre ceux qui ne sont pas vaccinés que si presque tous les médecins sont vaccinés, vous devriez l'être aussi. Mais une autre enquête menée par l'Association des médecins et chirurgiens américains (AAPS) auprès de 700 participants a révélé que près de 60 % des personnes interrogées ont déclaré ne pas être "totalement vaccinées".

Selon vous, quels sont les chiffres les plus probables ?

Les thérapies efficaces et bon marché sont supprimées

Dans le même temps, les autorités sanitaires ont supprimé les traitements efficaces et bon marché comme l'Ivermectin et l'hydroxychloroquine qui peuvent réduire de manière significative les hospitalisations et les décès dus au COVID. Ces médicaments existent depuis des décennies et sont extrêmement sûrs.

Mais la soupe alphabet des agences de santé dit qu'ils ont besoin de plus de tests avant d'être approuvés. Pourtant, ce sont les mêmes personnes qui enfoncent dans la gorge des gens des thérapies génétiques expérimentales, qui ont été adoptées dans l'urgence sans les tests habituels qui prennent des années.

Tout professionnel de la santé qui cite les avantages de ces thérapies peut être banni des médias sociaux, malgré les nombreuses études cliniques qui démontrent leur efficacité, surtout si elles sont utilisées dans les premiers stades de la maladie. Ce ne sont pas des balles magiques, mais les données indiquent qu'elles apportent des bénéfices substantiels.

Pourquoi les autorités de santé publique sont-elles si déterminées à supprimer ces thérapies bon marché mais efficaces ? Eh bien, vous pourriez vouloir suivre l'argent.

La FDA a accordé une autorisation d'utilisation d'urgence pour les vaccins. Mais pour que la FDA accorde cette autorisation d'urgence, "aucune alternative formellement approuvée" ne doit être disponible à ce moment-là.

Si ces autres thérapeutiques étaient jugées efficaces, les vaccins ne pourraient pas être approuvés d'urgence. Et beaucoup d'intérêts puissants devaient profiter des vaccins. Ils ne profiteraient pas de médicaments thérapeutiques hors brevet qui pourraient coûter quelques centimes par pilule.

Pendant ce temps, la pression pour de nouvelles fermetures, la vaccination universelle et les passeports vaccinaux continue.

C'est le meilleur des mondes, et ce n'est pas près de disparaître.

▲ RETOUR ▲

.Les vaccins COVID-19 ne fonctionnent pas vraiment comme on l'espérait

Posté le 5 août 2021 par **Gail Tverberg**

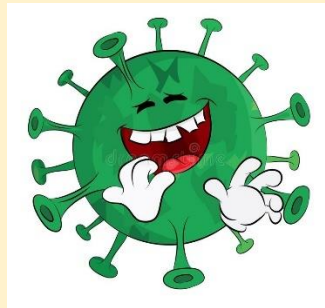


Image proposée par J-P

La semaine dernière, les CDC ont annoncé une découverte surprenante : "L'infection delta a entraîné des charges virales SRAS-CoV-2 élevées similaires chez les personnes vaccinées et non vaccinées." Les responsables publics savaient depuis les premiers jours du développement du vaccin que les personnes vaccinées pouvaient attraper le COVID-19, mais on avait supposé qu'elles n'allaient pas le propager.

Il s'avère que la variante delta est suffisamment différente de la version originale du virus de Wuhan pour que les vaccins fonctionnent beaucoup moins bien. Le CDC a effectué une analyse des cas de COVID-19 survenus lors d'un rassemblement public dans le Massachusetts. Ils ont constaté que ce rassemblement avait entraîné 469 cas de COVID-19 delta parmi les résidents du Massachusetts, dont 74 % chez des participants entièrement vaccinés. Le Massachusetts est un État fortement vacciné, avec environ 64 % de la population entièrement vaccinée.

D'autres questions se posent également.

Quelle est la durée réelle du vaccin ?

Le vaccin lui-même est-il en partie responsable de la mutation aussi rapide du virus ?

Sommes-nous en train de nous créer des problèmes en créant une armée de personnes présentant des cas très légers de COVID-19 et pouvant propager le virus aux personnes vaccinées et non vaccinées sans se rendre compte qu'elles ont plus qu'un rhume ?

Ne sommes-nous pas en train de tuer par inadvertance les mutations du virus les moins capables et de permettre aux plus virulentes de se multiplier ?

J'ai une formation d'actuaire, donc je suis familier avec la modélisation. Je suis également un "penseur de systèmes". Je sais qu'il est important d'examiner les impacts à long terme ainsi que les impacts à court terme. Si une personne travaille dans le domaine des soins de santé, il est facile de ne considérer que les avantages évidents à court terme. Il faut une certaine analyse pour comprendre que les vaccins d'aujourd'hui peuvent conduire à des variantes plus fortes (comme le delta) et à une plus grande propagation globale du COVID-19.

Dans ce billet, je vais expliquer certaines des questions en jeu.

[1] Les vaccins actuels ne fournissent qu'une fraction du véritable niveau de protection requis. Leur action s'apparente à bien des égards à l'application d'un désherbant à la moitié de la force nécessaire pour tuer les mauvaises herbes ou à la fourniture d'antibiotiques à la moitié de la dose nécessaire pour arrêter la propagation des bactéries.

Toute notre vie, on nous a dit : "Veillez à suivre la totalité du traitement antibiotique. Il est nécessaire de tuer toutes les bactéries. Sinon, il sera plus facile pour quelques-unes des bactéries les plus fortes de ne pas être

affectées. Si vous arrêtez trop tôt, les bactéries les moins affectées par l'antibiotique survivront et se reproduiront, tandis que les autres mourront. Arrêter le médicament trop tôt est un excellent moyen d'obtenir une résistance aux antibiotiques, rapidement."

Malheureusement, les fabricants du vaccin COVID-19 semblent avoir négligé ce problème. Le très respecté BMJ a publié un éditorial intitulé « **Les vaccins COVID-19 sauveront-ils des vies ? Les essais actuels ne sont pas conçus pour nous le dire.** » Cet éditorial fait le point :

***Peter Hotez**, doyen de l'École nationale de médecine tropicale du Baylor College of Medicine à Houston, a déclaré : "Idéalement, vous voulez qu'un vaccin antiviral fasse deux choses... premièrement, réduire la probabilité que vous tombiez gravement malade et que vous alliez à l'hôpital, et deuxièmement, prévenir l'infection et donc interrompre la transmission de la maladie."*

Pourtant, les essais actuels de phase III ne sont pas réellement conçus pour prouver l'une ou l'autre de ces deux choses.

On nous a dit que les nouveaux vaccins COVID-19 sont "efficaces à 95% pour prévenir la maladie symptomatique", mais il s'avère que c'est bien moins adéquat que ce que la plupart des gens supposent. Le vaccin est "perméable". L'un des principaux problèmes est que le virus mute et que le vaccin est beaucoup moins efficace contre les mutations. Le monde ne pourra jamais atteindre l'immunité de groupe si les personnes vaccinées continuent à attraper de nouvelles variantes du COVID-19 et à les transmettre, comme le suggèrent les données actuelles.

[2] D'une certaine manière, tomber malade à cause d'un virus est utile. Il nous dit de rester à la maison, loin des autres. C'est le fait que les humains ressentent les symptômes des virus qui tend à limiter leur propagation.

Si un virus présente des symptômes graves, les personnes infectées par le virus ne se sentiront pas suffisamment bien pour poursuivre leurs activités habituelles. Elles auront tendance à rester à la maison.

Si les symptômes sont légers, comme c'est le cas pour le rhume, les gens continueront probablement leurs activités habituelles. C'est notamment le cas si les gens doivent travailler pour nourrir leur famille. Ainsi, les virus présentant des symptômes bénins se propagent souvent facilement.

Mais si les citoyens se sentent protégés par un vaccin, ils continueront probablement à vaquer à leurs occupations habituelles. La plupart d'entre eux ne se rendront pas compte qu'ils pourraient être des propagateurs de delta, et peut-être d'autres nouvelles variantes de COVID-19. Les symptômes seront probablement légers ou inexistants.

[3] Il devient clair que les personnes vaccinées avec les vaccins actuels peuvent à la fois attraper la variante delta et la transmettre à d'autres.

Comme je l'ai mentionné plus haut, le CDC a conclu, après avoir analysé 469 cas de la variante delta, que l'infection avait entraîné des charges virales SRAS-CoV-2 élevées similaires chez les personnes vaccinées et non vaccinées.

Nous disposons d'une corroboration indépendante de la capacité des individus vaccinés à propager le delta COVID-19 dans une nouvelle analyse provenant de Singapour. Cet article rapporte que "les valeurs de seuil de cycle (Ct) de la PCR étaient similaires entre les groupes vaccinés et non vaccinés au moment du diagnostic." C'est précisément l'information sur laquelle les CDC se sont appuyés dans le Massachusetts lorsqu'ils ont signalé que les charges virales du SRAS-CoV-2 étaient pareillement élevées chez les personnes vaccinées et non vaccinées. Bien que cette analyse n'ait pas encore été examinée par des pairs, elle aboutit précisément à la

même conclusion que l'analyse du Massachusetts en ce qui concerne la charge virale précoce.

Les données de cette même étude de Singapour indiquent qu'il y a environ 3 fois plus de cas asymptomatiques chez les vaccinés (28,2%) que chez les non vaccinés (9,2%). Le nombre médian de symptômes rapportés par les vaccinés était de 1, contre 2 chez les non vaccinés. Chez les vaccinés, les symptômes les plus fréquents étaient la fièvre (40,9%), l'écoulement nasal (38%) et la toux (38%). L'un de ces symptômes, surtout s'il n'est apparu que brièvement, pourrait facilement passer inaperçu et être considéré comme un signe de COVID-19[4].

[4] Avec presque tous les vaccins actuels, le système immunitaire est entraîné à rechercher la protéine de pointe du virus original de Wuhan. Ce ciblage étroit permet au virus de muter relativement facilement de manière à déjouer le vaccin.

Un site Web intitulé "*History of Vaccines*" indique qu'il existe plusieurs façons de fabriquer des vaccins, notamment des virus affaiblis ("atténués"), des virus tués et des segments de l'agent pathogène. Dans les nouveaux vaccins COVID-19, une partie particulièrement limitée du virus est utilisée, la protéine spike. En fait, dans les vaccins les plus récents, seul un code ARNm est injecté, et l'organisme est chargé de fabriquer lui-même la protéine spike.

L'utilisation d'une cible très étroite a permis aux virus d'échapper plus facilement aux effets du vaccin. Delta est une variante du virus original de Wuhan qui échappe aux vaccins grâce à ses mutations. Une autre variante de ce type est Lambda, qui a causé de graves problèmes au Chili au printemps 2021, malgré une utilisation du vaccin atteignant 60 %. Le virus à l'origine de toutes ces variantes est appelé SARS-CoV-2, ce qui reflète le fait que **ce virus est étroitement lié au virus qui a provoqué l'épidémie de SRAS de 2003.**

Depuis le début de la vaccination, vers le 15 décembre 2020, nous avons jusqu'à présent rencontré deux variantes mal contrôlées par les vaccins. Ce n'est pas un signe prometteur pour le succès à long terme des vaccins COVID-19. Au fur et à mesure que le temps passe, nous pouvons nous attendre à d'autres variantes de ce type. Ces variants ne restent pas nécessairement en place plus de quelques mois, ce qui rend difficile la création et la distribution de nouveaux vaccins spécialement ciblés[5].

[5] Étant donné la probabilité de mutations s'éloignant de la cible étroite, il semble étrange que les gouvernements aient fixé des attentes très élevées pour les nouveaux vaccins.

Il me semble que Pfizer et Moderna auraient dû dire : "*Nous produisons de nouveaux vaccins qui atténueront quelque peu les symptômes. D'une certaine manière, ils seront comme les vaccins contre la grippe que diverses entreprises fabriquent chaque année. Nous devons mettre à jour les vaccins régulièrement, mais nous manquerons probablement notre coup. Avec un peu de chance, notre estimation de ce qui fonctionnera sera "suffisamment proche", de sorte que le vaccin fournira un avantage partiel pour les variations à venir.*"

Une telle déclaration aurait fourni un ensemble d'attentes plus réalistes, par rapport à ce que de nombreuses personnes ont supposé. Personne ne s'attendrait à ce que l'immunité de groupe soit un jour atteinte. Les vaccins seraient perçus comme des outils assez faibles qui doivent être utilisés parallèlement aux médicaments, si tant est qu'ils soient utilisés[6].

[6] Les vaccins peu efficaces, s'ils sont largement utilisés, peuvent encourager le virus à muter vers des formes plus virulentes (graves). En fin de compte, le problème est que les virus mutent vers des formes plus virulentes plus rapidement que le système vaccinal ne peut le faire.

Si, comme nous le constatons aujourd'hui, les personnes vaccinées peuvent attraper la variante et la transmettre à des personnes vaccinées et non vaccinées, ce coup de pouce supplémentaire peut aider énormément la variante à se propager. Ce coup de pouce supplémentaire est particulièrement utile pour les variantes très virulentes, car dans une situation normale, les personnes qui attrapent une variante virulente reconnaissent qu'elles sont

malades et restent à la maison.

Il y aurait normalement une limite à la propagation de la variante en fonction de son impact sur les personnes non vaccinées. Cette limite disparaît si les personnes vaccinées et non vaccinées peuvent toutes deux attraper et propager la maladie. Sans vaccin, les variantes peuvent être plus ou moins virulentes, les plus virulentes ayant tendance à disparaître parce que les personnes qui les attrapent meurent ou restent chez elles parce qu'elles sont très malades. Je pense que c'est la raison pour laquelle un certain nombre de virus ont tendance à devenir moins sévères (virulents) avec le temps, lorsqu'il n'existe pas de vaccins à fuite pour renforcer artificiellement leur virulence.

L'article intitulé "**Vaccines are Pushing Pathogens to Evolve**" (les vaccins poussent les agents pathogènes à évoluer) donne l'exemple de l'échec des vaccins contre la maladie de Marek chez les poulets, car la maladie évolue progressivement pour devenir plus virulente sous la pression des vaccins utilisés pour la combattre. Le premier vaccin a été introduit en 1970. Dix ans plus tard, des foyers de maladie de Marek ont commencé à être découverts dans des troupeaux vaccinés. Un deuxième vaccin a été homologué en 1983, mais il a lui aussi commencé à échouer. Lorsque l'article a été écrit en 2018, l'industrie en était à son troisième vaccin, mais lui aussi commençait à échouer, la maladie devenant plus mortelle. Mais il n'y avait pas encore de nouveau vaccin disponible.

Un article paru en 2015 dans PLOS Biology est intitulé "Imperfect Vaccination Can Enhance the Transmission of Highly Virulent Pathogens". On pourrait penser que toutes les personnes impliquées dans la technologie des vaccins sont très conscientes de ce problème.

La chasse aux nouveaux vaccins est précisément le problème auquel nous pouvons nous attendre avec les vaccins contre le COVID-19. Seulement, le problème du vaccin qui ne fonctionne pas vraiment correctement se posera dans quelques mois, et non dans 10 ans. Essayer de suivre l'évolution de nouveaux vaccins pour un virus qui évolue loin de nous, aussi rapidement, risque d'être une tâche impossible. Ce ne sont pas seulement les personnes non vaccinées qui ont un problème, mais tout le monde, car les vaccins perdent rapidement leur efficacité.

[7] Un autre problème potentiel des vaccins COVID-19 est le renforcement dépendant des anticorps (ADE). Lorsque ce phénomène se produit, il aggrave les infections ultérieures par différentes variantes.

L'ADE est une condition plutôt étrange dans laquelle les anticorps contre une variante obtenus lors d'une première infection (ou immunisation) aggravent, au lieu de les améliorer, certaines infections ultérieures par une variante différente. La dengue est un exemple de maladie pour laquelle ce problème se pose.

Le **Dr Robert Malone** pense que l'ADE est peut-être en train de se produire pour le COVID-19. Il considère que les taux élevés de virus chez les personnes vaccinées sont la preuve d'un possible EIM.

Le grand nombre de patients immunisés dans l'hôpital avec le COVID-19 en Israël (qui a surtout des cas delta) est également donné comme preuve possible :

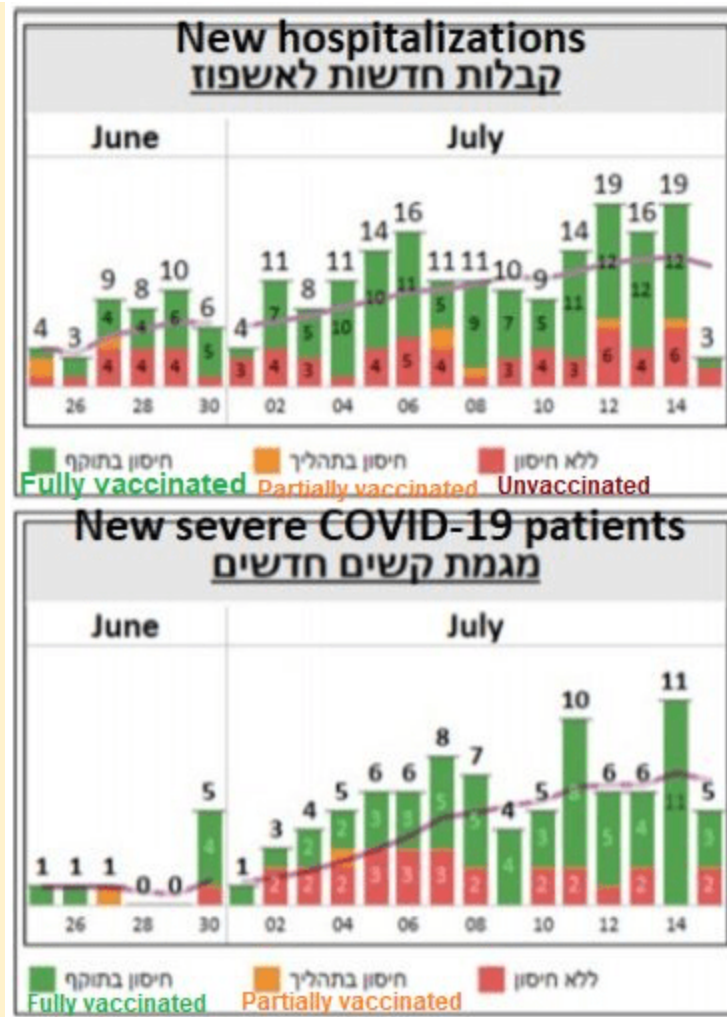


Figure 1. Image tirée du site officiel du COVID-19 en Israël, montrant les nouvelles hospitalisations et les nouveaux patients graves séparément pour les personnes entièrement vaccinées, partiellement vaccinées et non vaccinées.

La maladie du SRAS est étroitement liée au COVID-19. Il existe des preuves que les vaccinations contre le SRAS ont tendance à produire des EIM. En fait, le **National Institute of Health** a financé un article universitaire de 2020 qui arrive à la conclusion suivante :

Le risque spécifique et significatif d'EIM lié au COVID-19 aurait dû et devrait être divulgué de manière bien visible et indépendante aux sujets de recherche actuellement dans les essais de vaccins, ainsi qu'à ceux qui sont recrutés pour les essais et aux futurs patients après l'approbation du vaccin, afin de répondre aux normes d'éthique médicale pour le consentement éclairé.

[8] Un autre problème avec les vaccins actuels contre le COVID-19 est que l'immunité peut ne pas durer très longtemps.

Le virus responsable du COVID-19 est un **coronavirus**. Le rhume est une autre maladie causée par un coronavirus. Nous savons que l'immunité du rhume ne dure pas très longtemps, peut-être un an. Bien que nous n'ayons pas d'expérience à long terme de l'immunité du vaccin COVID-19, nous ne devrions pas être surpris si son immunité commence à faiblir dans quelques mois, voire dans un an ou deux.

Israël, après avoir analysé ses récentes expériences avec le COVID-19 (presque toutes avec la variante Delta), offre maintenant une injection de rappel à toute personne de plus de 60 ans qui a été vaccinée il y a plus de 5 mois. Des troisièmes doses sont également administrées aux personnes dont le système immunitaire est affaibli.

Il convient de noter que si l'immunité ne dure pas très longtemps, toute stratégie visant à "*aplatir la courbe*" en étirant les cas de COVID-19 devient contre-productive car elle risque d'avancer le calendrier du prochain cycle au-delà de la période où l'immunité naturelle (et induite par le vaccin) est encore active[9].

[9] Le public a été amené à croire que les vaccins sont la seule solution au problème du COVID-19 alors qu'en fait, ils ne sont qu'un très mauvais pansement temporaire.

Les vaccins sont une solution tentante parce que leurs avantages ont été survendus et que personne n'a expliqué à quel point les vaccins actuels, qui présentent des fuites, fonctionnent vraiment mal.

Nous avons déjà dépassé la période où ces vaccins étaient bien adaptés aux virus qu'ils visaient. Nous sommes maintenant dans une situation où les virus mutent constamment, et où les vaccins doivent être mis à jour. L'ennui, c'est que les variants restent en place si peu de temps qu'au moment où le vaccin est mis à jour, il est probable qu'il y ait encore une nouvelle variante avec laquelle le nouveau vaccin ne correspond pas vraiment.

On ne peut pas s'attendre à ce que l'obligation de vacciner les employés contre le COVID-19 apporte beaucoup d'avantages aux employeurs, car les travailleurs seront toujours malades du COVID-19. Cela se produit parce qu'ils sont susceptibles d'attraper une variante telle que Delta, qui ne correspond pas au vaccin original. Ils seront peut-être absents moins longtemps, et leurs factures d'hôpital seront moins élevées. Ces types d'avantages sont ceux que les gens attendent des vaccins contre la grippe. Il n'y a aucune raison pour qu'ils en attendent davantage des nouveaux vaccins COVID-19.

Même avec une vaccination à 100 %, l'immunité de groupe ne peut jamais être atteinte car le vaccin encourage le virus à muter vers des formes plus virulentes. Chaque nouvelle variante ne reste que quelques mois, ce qui rend difficile pour les fabricants de vaccins de suivre l'évolution du problème. Les fabricants de vaccins peuvent s'attendre à être confrontés à une bataille constante en devant courir pour rester à égalité. Quelqu'un devra convaincre les citoyens que chaque nouveau vaccin est judicieux, même si les lésions signalées au **US Vaccine Adverse Event Reporting System** semblent être beaucoup plus fréquentes que celles signalées pour des vaccins destinés à d'autres maladies.

Une histoire erronée et partielle est racontée au grand public, en partie parce que le lobby pharmaceutique est incroyablement puissant. Il bénéficie du soutien de personnes influentes, telles qu'Anthony Fauci et Bill Gates. L'industrie pharmaceutique peut tirer des milliards de dollars de revenus de la vente de vaccins, avec peu de frais de vente. L'industrie a réussi à convaincre les gens qu'il n'y a pas de problème à vendre ces vaccins, même si les taux d'accidents sont très élevés par rapport à ceux des vaccins en général.

La promotion des vaccins s'explique en grande partie par le fait que l'industrie pharmaceutique a besoin de faire de l'argent. Elle veut également être perçue comme disposant d'une technologie de pointe, afin d'attirer les jeunes dans ce domaine. Elle ne peut admettre à personne que des technologies datant de plusieurs dizaines d'années seraient peut-être plus efficaces pour résoudre le problème du COVID-19.

[10] L'industrie pharmaceutique a dit au monde entier que les médicaments bon marché ne peuvent pas résoudre notre problème. Cependant, il existe plusieurs médicaments peu coûteux qui semblent utiles.

L'un d'entre eux, l'ivermectine, a été découvert à la fin des années 1970. Il a été introduit à l'origine comme médicament vétérinaire pour soigner les infections parasitaires chez les animaux. Aux États-Unis, l'ivermectine est utilisée depuis 1987 pour éliminer les parasites tels que la teigne chez les humains. L'ivermectine semble guérir le COVID-19 chez l'homme, mais elle nécessite un dosage plus élevé que celui qui a été approuvé précédemment. De plus, elle ne serait pas rentable pour l'industrie pharmaceutique.

L'utilisation possible de l'ivermectine pour soigner le COVID-19 semble avoir été intentionnellement cachée. À

environ 32:45 dans cette vidéo liée, le **Dr David Martin** explique comment Moderna a annoncé l'utilité de l'ivermectine pour traiter le SRAS (qui est étroitement lié au SRAS-CoV-2) dans sa modification de brevet 2016-2018 liée au virus du SRAS. Il semble que Moderna (et d'autres) ait participé à la fois au développement de virus nocifs et au développement de vaccins pour soigner des virus très proches. Ils s'efforcent ensuite d'empêcher la vente de médicaments bon marché qui pourraient réduire leurs ventes de vaccins. Cela semble inadmissible.

La vitamine D, à des doses suffisamment élevées, prise bien avant l'exposition au virus qui cause le COVID-19, semble conduire à une réduction de la gravité de la maladie, et peut éliminer complètement certains cas.

Divers stéroïdes sont souvent utilisés dans les stades ultérieurs du COVID-19, lorsque les conditions le justifient. La communauté médicale ne semble pas avoir de problème avec ces médicaments.

Les anticorps monoclonaux sont également utilisés dans le traitement du COVID-19, mais ils sont beaucoup plus chers[11].

[11] Conclusion. Les gouvernements, les entreprises et les citoyens doivent comprendre que les vaccins actuels ne sont pas vraiment des solutions à notre problème de COVID-19. En même temps, ils ont besoin de meilleures solutions.

Les vaccins actuels ont été très surestimés. On peut s'attendre à ce qu'ils aggravent le problème des mutations, et ils n'arrêtent pas la propagation des variantes. Nous devons plutôt commencer rapidement à mettre l'ivermectine et d'autres médicaments peu coûteux à la disposition des systèmes de santé. Les gens ont besoin d'une solution au problème des maladies COVID-19 ; **il s'avère simplement que les vaccins actuels fonctionnent si mal qu'ils ne devraient probablement pas faire partie de la solution.**

L'idée des passeports vaccinaux est absurde. Même avec le vaccin, les gens attraperont les nouvelles variantes du COVID-19 et les transmettront à d'autres. Les symptômes seront peut-être moins graves et l'arrêt de travail moins long, mais il y aura quand même des perturbations. Si ceux qui attrapent le COVID-19 peuvent au contraire prendre de l'ivermectine à une dose suffisamment élevée dès les premiers signes de la maladie, beaucoup (ou la plupart) d'entre eux peuvent se rétablir en quelques jours et éviter complètement l'hospitalisation. D'autres médicaments peuvent également être utiles.

Je suis sceptique quant à l'utilité des masques compte tenu du haut niveau de transmission de la Delta. Mais au moins, les masques ne sont pas très dangereux. Nous devons probablement faire ce que demandent les autorités.

Il est de plus en plus évident que l'industrie pharmaceutique actuelle est beaucoup trop puissante. Il faut enquêter sur le grand nombre d'allégations portées contre elle et ses dirigeants. Pourquoi les membres de l'industrie pharmaceutique ont-ils jugé nécessaire de breveter des virus, pour ensuite vendre des vaccins contre un virus étroitement lié aux virus qu'ils avaient brevetés ?

▲ RETOUR ▲

.Auriez-vous dû vous faire vacciner ?

Brian Maher 4 août 2021



Imaginez le scénario :

Un virus coquin se répand dans la société. Pourtant, quelque 80 % des personnes touchées en sont les victimes sans le savoir. Ils ne souffrent pas plus que d'un reniflement.

Ils sont ce que les médecins appellent "asymptomatiques".

Les 20 % restants sont atteints de la grippe - pour certains, d'une grippe grave. Leur respiration sifflante et leurs gargouillements sont source de grande agonie.

Une partie de ces 20% est amenée à l'infirmierie. Là, ils souffrent abominablement.

Pourtant, s'ils sont âgés de moins de 70 ans, 99% d'entre eux sortiront de l'infirmierie. Ils vaincront le virus. S'ils ont plus de 70 ans, environ 95% vaincront le virus.

Mortalité nulle chez les enfants en bonne santé

Heureusement, 100 % des jeunes infectés triompheront et échapperont complètement à l'avis du croque-mort - à moins qu'ils ne soient atteints d'une maladie antérieure.

C'est la conclusion mesurée des médecins de **Johns Hopkins**. Parmi 48 000 jeunes de moins de 18 ans atteints de la maladie, ils ont découvert :

"Un taux de mortalité de zéro parmi les enfants sans condition médicale préexistante... comme la leucémie."

En bref : Le virus n'est rien pour la plupart, une nuisance pour certains, une menace pour une minorité, et un meurtre pour une plus petite minorité.

Le virus tue surtout les anciens humains et les malades préexistants.

Bricolage de la machinerie génétique

Pourtant, les médecins préparent des potions pour endiguer complètement le fléau. Ce sont les vaccins. Ce ne sont pas des vaccins ordinaires mais des bricolages expérimentaux de la machinerie génétique.

Comme **Jim Rickards** l'a noté dans le compte-rendu d'hier :

Ce ne sont pas des vaccins au sens traditionnel du terme, qui introduisent des parties affaiblies ou inactives d'un virus, contre lesquelles votre corps produit des anticorps.

Au lieu de cela, ces vaccins COVID introduisent un ARNm (ARN messager) dans vos cellules musculaires. Les cellules reproduisent ensuite la protéine de l'épi. Ces vaccins sont donc une forme de

thérapie génique.

Pourtant, les autorités de santé publique vous assurent que ces potions sont sûres et efficaces à des degrés fantastiques.

Ne vous inquiétez pas, vous irez bien

Il se peut que vous souffriez de légers symptômes de la grippe pendant un jour, voire deux. Mais ceux-ci sont communs à toute vaccination.

Ils ne représentent absolument rien par rapport aux tortures - et à la mort éventuelle - que vous pourriez subir en l'absence de vaccination.

Les vaccins réduiront la souffrance et la mort presque à néant. Un faible pourcentage de malchanceux passera à travers le filet de sécurité, mais il y en aura toujours.

La grande majorité d'entre eux seront néanmoins touchés.

Qui plus est, on vous informe que la vaccination vous libérera de toutes les atteintes à votre paix, à votre dignité et à votre liberté.

Pensez-y :

Une fois vacciné, vous pouvez jeter votre masque dans la poubelle. Vous pouvez venir comme vous voulez, et vous pouvez aller comme vous voulez... où vous voulez... 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Vos papiers de vaccination sont vos papiers de sortie.

Signez-moi !

Voulez-vous signer votre nom sur cette ligne pointillée ? Très certainement.

On vous offre ici toute la douceur de la limonade - sans le goût amer du citron.

Vous pouvez supporter quelques frissons ou reniflements passagers, c'est vrai. Mais contre les misères du lit de malade de l'hôpital - contre la mort elle-même ?

Là encore, ce sont les séductions du vaccin : Ils vous protègent du virus et vous promettent un retour au mode de vie que vous chérissez tant.

Les autorités sanitaires vous ont tendu cet appât irrésistible.

Mais jouons au diable avec le scénario décrit ici. Traçons un nuage dans ce ciel bleu et lumineux, faisons passer un hareng rouge dans cette belle histoire...

Nous vous renvoyons d'abord aux **statistiques médicales**.

La plupart survivent même sans vaccins

Environ 80 % des personnes atteintes sont "asymptomatiques".

Les 20 % restants présentent des symptômes d'ampleur variable, certains légers, d'autres graves.

Une petite partie de ces 20 % est envoyée à l'hôpital.

Pour les personnes de moins de 70 ans, 99 % survivront à l'affliction. Si elles ont plus de 70 ans, environ 95 % survivront à l'affection.

Autrement dit, l'immense majorité - vaccinée ou non - évitera le cimetière.

La plupart éviteront la maison des malades.

Maintenant, considérez cette possibilité : Les vaccins divins ne sont peut-être pas aussi sûrs ou efficaces que la publicité le prétend.

"Événements indésirables"

Une partie des personnes vaccinées ne souffrent pas de frissons ou de reniflements passagers, mais de blessures graves.

Un pourcentage plus faible, mais néanmoins inquiétant, meurt... la mort même que la vaccination permettrait d'éviter.

Le **Vaccine Adverse Event Reporting System** (VAERS) recueille des données sur les blessures et les décès liés aux vaccins.

Il s'agit notamment de : La coagulation du sang, l'inflammation du cœur et des vaisseaux sanguins, la paralysie, l'anaphylaxie, les déficits neurologiques, les fausses couches et les anomalies congénitales... pour n'en citer que quelques-uns.

La base de données est mise à jour chaque semaine. Elle révèle :

Entre le 14 décembre 2020 et le 16 juillet 2021, 518 870 "événements indésirables" ont été signalés.
Parmi ceux-ci :

65 216 des personnes concernées ont dû être soignées d'urgence. 40 873 ont été admis à l'hôpital pour des soins moins intensifs.

12 808 ont subi une invalidité permanente.

L'autre jour, nous avons assisté à la saga d'une infirmière hospitalière. Son employeur a insisté pour qu'elle subisse une vaccination comme condition d'emploi. Elle s'est soumise au décret.

Des caillots sanguins ont rapidement commencé à faire de terribles bêtises en elle. Ses deux mains - et ses deux jambes - ont été sciées, amputées, pour préserver sa vie.

Un cas isolé ? Bien sûr. Est-ce que cela représente la majorité ? Bien sûr que non.

Pourtant, cette infirmière serait aujourd'hui équipée de deux mains et de deux jambes si elle n'avait pas subi la vaccination... selon toute vraisemblance.

Les Centers for Disease Control énumèrent les effets secondaires suivants :

Douleur. Rougeur. Gonflement. Fatigue. Maux de tête. Douleurs musculaires. Frissons. Sentiment de faim. Nausées.

L'amputation des extrémités et des membres n'en fait pas partie.

50 000 décès dus aux vaccins ?

Entre-temps, 11 940 des vaccinés ont fini sur la table de dissection, morts.

Pourtant, quelque 165 millions d'Américains sont entièrement vaccinés, dites-vous. 518 870 réactions indésirables sont malheureuses. 11 940 décès dus à la vaccination sont tragiques.

Pourtant, ils ne représentent qu'un infime pourcentage des personnes vaccinées. Les vaccins ont aidé beaucoup plus qu'ils n'ont blessé... et sauvé beaucoup plus qu'ils n'ont prétendu.

Vous avez peut-être raison. Les chiffres vont dans votre sens.

Mais de nombreux professionnels vous diront que la grande majorité des effets indésirables - y compris les décès - n'entrent jamais dans la base de données VAERS.

De nombreux médecins ne connaissent pas du tout le système de déclaration, par exemple. Des études ont conclu que seulement 1 à 10 % de tous les décès liés aux vaccins sont signalés au VAERS.

Un dénonciateur - un expert en données de santé ayant accès aux bases de données gouvernementales - a récemment déposé une déclaration légale sous serment, sous peine de parjure.

Sur la base de ses recherches, elle a affirmé que **le nombre réel de décès dus aux vaccins avoisinait les 50 000.**

Risque/récompense

Nous ne pouvons pas vérifier cette affirmation, bien sûr. Mais si elle est vraie - si elle est vraie - elle peut recalibrer les rapports risque/récompense.

50 000, c'est moins de 10 % des 600 000 décès estimés dus au virus. Pourtant, 50 000 décès dus au vaccin sont loin, très loin d'être négligeables.

Nos larbins nous informent que :

*Lors de la pandémie de **grippe porcine de 1976**, les autorités de santé publique des États-Unis ont tenté 55 millions de vaccinations.*

Mais elles ont annoncé un arrêt après 500 cas de paralysie - et 53 décès.

Ajustez pour le nombre supplémentaire de vaccinations COVID-19. La facture du boucher serait néanmoins immensément plus élevée que 53.

Posez-vous la question suivante : Vous feriez-vous vacciner si on vous disait à l'avance que cela tuerait 50 000 Américains et en blesserait des centaines de milliers d'autres, certains de façon permanente ?

Peut-être le feriez-vous. Vous pouvez conclure que les chiffres sont en votre faveur. Vous êtes convaincu que les avantages pèsent plus lourd que les risques.

Mais peut-être que vous ne le feriez pas.

Dites-moi franchement, docteur

Les autorités sanitaires affirment néanmoins que les vaccins sont sûrs et efficaces à des degrés stupéfiants. Elles balaient du revers de la main toute mention d'effets secondaires graves et de décès. Par exemple :

Le Dr Josh Anderson, professeur de chimie et de biochimie à l'université Brigham Young.

Ce savant monsieur insiste sur le fait que les vaccins ne sont responsables d'aucun décès. Aucun !

Un adolescent de 16 ans, par ailleurs en bonne santé, reçoit le vaccin. Dans les 48 heures suivant sa deuxième injection, il est mort.

La base de données VAERS enregistre de tels cas. Comment cet Anderson pourrait-il les expliquer ?

Pour être juste envers lui, il a fait cette déclaration en mars. Pourtant, même en mars, la facture du boucher était en hausse.

Adopterait-il la même position aujourd'hui ? Nous n'en savons rien. Mais voici les grandes questions :

Ne devriez-vous pas être informé des risques potentiels... aussi improbables soient-ils... afin de pouvoir effectuer vos propres calculs de risque/récompense ?

Pourquoi les autorités sanitaires ne vous ont-elles pas informé des risques potentiels ? Et quelle est l'efficacité exacte des vaccins ?

Réponses - réponses possibles - demain.

▲ RETOUR ▲

.Pourquoi ils suppriment les effets secondaires des vaccins

Brian Maher 5 août 2021



Une question :

Pourquoi les autorités sanitaires refusent-elles de reconnaître la possibilité d'effets secondaires graves des vaccins ? Voici la réponse probable :

Le "**Noble Mensonge**". Détails à suivre.

Comme nous l'avons affirmé hier - avec force détails - les vaccins COVID-19 ne sont probablement pas aussi sûrs que les autorités sanitaires le prétendent.

Les vaccins ont probablement causé des milliers de décès - peut-être des dizaines de milliers - et au moins des centaines de milliers d'autres "événements indésirables".

Ces chiffres peuvent être dérisoires par rapport aux millions et aux millions de vaccinations sans incident. La plupart d'entre eux ne sont peut-être pas du tout affectés. Nous ne prétendons pas le contraire.

Pourtant, la liste des victimes est loin d'être négligeable.

Ces vaccins ont probablement fait plus de victimes que tous les autres vaccins au cours des 30 dernières années - réunis.

Pourtant, les autorités continuent de nous caresser les oreilles avec de jolis jingles. Elles roucoulent, elles chantonnet, que ces vaccins sont sûrs à presque 100%.

Encore une fois, pourquoi ?

C'est le "noble mensonge", affirme le **Dr Robert Malone**.

Pas un "anti-vaxxer"

Le **Dr Malone** est un scientifique dont les références sont irréprochables. Il a contribué à la mise au point de la technologie des vaccins à ARNm sur laquelle reposent les vaccins Pfizer et Moderna.

Il n'est pas un "anti-vaxxer". Bien au contraire. Il a consacré sa carrière au développement de vaccins.

Il y croit.

Ses pieds sont fermement plantés sur le sol - dans la science.

Pourtant, il émet de sérieuses réserves quant à la sécurité de ces vaccins particuliers.

Ses craintes portent sur les "protéines de pointe" que ces vaccins produisent. Les vaccins utilisent un ARN messager.

Cet ARNm programme les cellules pour qu'elles changent de chaîne de production. L'équipement cellulaire fait sortir ces protéines de pointe de la chaîne de montage.

Le système immunitaire produit alors des anticorps contre elles. C'est la clé d'or de l'immunisation... du moins à notre connaissance.

Les autorités prétendent que ces protéines *spike* sont inoffensives et inertes. Pourtant, il y a une autre hypothèse, soutient le Dr Malone.

Toxicité

Il pense qu'elles sont des malfaiteurs actifs qui peuvent jouer au diable avec la biologie :

Tout médicament ou vaccin est toxique à un certain niveau chez un certain pourcentage de personnes, et il existe des preuves assez claires que la protéine spike exprimée par les vaccins provoque une toxicité chez un petit sous-ensemble de patients. La question est la suivante : quelle est la taille de ce sous-ensemble, et quelle est l'ampleur et la gravité de ces toxicités ? La vérité honnête est que nous ne le

savons pas. Et de plus, il y a beaucoup de signes que cette information nous est cachée.

Les autorités affirment en outre que le matériel vacciné reste enchaîné au site d'injection, au muscle deltoïde et aux ganglions lymphatiques locaux. Ils y restent pendant toute la durée de leur peine.

Pourtant, est-ce vrai ? Les preuves vont dans le sens contraire, affirme le **Dr Byram Bridle**, chercheur canadien spécialiste des vaccins.

Dans certains cas au moins, les protéines des pointes brisent leurs chaînes... et se répandent dans la population générale.

Ce spécialiste de l'immunologie virale est professeur associé à l'Université de Guelph, en Ontario.

"Nous avons fait une grosse erreur", s'écrie-t-il...

"Nous avons fait une grosse erreur"

Nous avons fait une grosse erreur. Nous ne l'avons pas réalisé jusqu'à maintenant. Nous pensions que la protéine de pointe était un excellent antigène cible, nous n'avons jamais su que la protéine de pointe elle-même était une toxine et une protéine pathogène. Donc, en vaccinant les gens, nous leur inoculons par inadvertance une toxine.

C'est la première fois que les scientifiques ont pu voir où vont ces vaccins à ARN messenger (ARNm) après la vaccination. Peut-on supposer qu'ils restent dans le muscle de l'épaule ? La réponse courte est : absolument pas. C'est très déconcertant.

Les vaccins que nous utilisons incitent les cellules de notre corps à fabriquer cette protéine. Si nous parvenons à monter une réponse immunitaire contre cette protéine, nous pourrions en théorie empêcher ce virus d'infecter l'organisme. C'est la théorie qui sous-tend le vaccin.

Cependant, lorsqu'on étudie le COVID-19 sévère, [...] les problèmes cardiaques, de nombreux problèmes avec le système cardiovasculaire, les saignements et la coagulation, sont tous associés au COVID-19. En effectuant cette recherche, la communauté scientifique a découvert que la protéine spike est presque entièrement responsable des dommages causés au système cardiovasculaire, si elle entre en circulation.

Maintenant, nous avons des preuves claires et nettes que les vaccins qui fabriquent les cellules de nos muscles deltoïdes fabriquent cette protéine - que le vaccin lui-même, plus la protéine - entre dans la circulation sanguine.

Tous les professionnels de la santé ne sont pas convaincus...

"Jusqu'à présent, affirment les experts du Meedan Digital Health Lab, aucune preuve scientifique disponible ne suggère que les protéines de pointe créées dans notre corps par les vaccins COVID-19 sont toxiques ou dommageables pour nos organes."

Tout à fait. Pourtant, nous nous posons des questions : Pourquoi tant de décès ? Pourquoi tant d'effets secondaires graves ? Comment les expliquer ? Pourquoi a-t-on découvert ces protéines de pointe dans des organes éloignés ?

Nous ne sommes pas des médecins. Pourtant, nous risquons que ces évadés qui courent en liberté dans toute la biologie - ces protéines de pointe circulantes - expliquent les multiples effets secondaires des vaccins.

Du moins, si les listes de victimes sont exactes à un degré raisonnable.

La facture du boucher

Comme nous l'avons signalé hier :

Entre le 14 décembre 2020 et le 16 juillet 2021, 518 870 "événements indésirables" ont été signalés. Parmi ceux-ci :

65 216 des personnes affectées ont dû être réparées d'urgence. 40 873 ont été admis à l'hôpital pour des soins moins intensifs.

12 808 ont subi une invalidité permanente... Pendant ce temps, 11 940 des vaccinés ont fini sur la table de dissection, morts.

Pourtant, comme nous l'avons également rapporté hier :

Des études ont conclu que seulement 1 à 10% de tous les décès liés aux vaccins sont signalés au VAERS (Vaccine Adverse Event Reporting System).

Un dénonciateur - un expert en données de santé ayant accès aux bases de données gouvernementales - a récemment déposé une déclaration légale sous serment, sous peine de parjure.

Sur la base de ses recherches, elle affirme que le nombre réel de décès dus aux vaccins avoisine les 50 000.

La tragédie

Nous ne connaissons pas le véritable nombre de décès. Supposons qu'il se situe entre 11 900 et 50 000.

Par rapport aux 165 millions d'Américains vaccinés, il s'agit d'une fraction infime, infime. C'est vrai.

Pourtant, 11 900 à 50 000 Américains ont cru qu'ils absorbaient une inoculation contre le virus qui préservait leur vie.

Les autorités le leur ont assuré.

Tous les vaccins - y compris les vaccins dont la sécurité est démontrée - blessent ou tuent un petit nombre de personnes injectées.

Pourtant, ces vaccins semblent nuire particulièrement à la santé de nombreuses personnes.

Ces milliers d'Américains ne s'attendaient pas à ce que le vaccin qui sauve la vie réclame la leur.

Pourtant, les autorités sanitaires n'osent pas faire mention des risques potentiels alarmants. C'est parce qu'elles pensent que la vaccination universelle est la voie royale vers "l'immunité de groupe".

Le noble mensonge

Si elles donnent des réponses franches sur les risques élevés, elles pensent que cela effraierait les chevaux.

Beaucoup fuiront la vaccination - de manière irrationnelle selon les estimations des professionnels. "Les pourcentages sont massivement en votre faveur", diront-ils.

Mais ils ne croient pas qu'un nombre suffisant d'Américains feront un choix judicieux. Les Simons simples ne s'intéresseront qu'aux morts, aux amputés et aux victimes permanentes.

Ainsi, toute mention d'effets secondaires graves et de mort doit être étranglée dans le berceau du bébé, étouffée, pour le plus grand bien de tous.

Encore une fois, pour les autorités, la vaccination universelle représente le divin graal de l'immunité collective. Et elles ne peuvent pas permettre qu'une portion relativement faible de malheureux les fasse dévier de leur chemin.

D'où le noble mensonge. Le susdit **Dr Malone** :

J'ai des collègues au gouvernement qui sont pleinement conscients et étaient conscients des mois avant, par exemple, que la cardiotoxicité soit révélée, que la cardiotoxicité était un problème. Ce que j'entends maintenant, de sources multiples, c'est que des personnes achètent l'accès, par exemple, à la base de données Medicare/Medicaid et - des personnes fortunées - et paient des bio-statisticiens pour les évaluer de manière indépendante. Et dans certains cas... parce qu'ils sont tellement préoccupés par ce qui se passe. Maintenant, ce qu'ils découvrent, c'est que le CDC sous-déclare de manière flagrante ces événements indésirables clés [qui sont disponibles] dans les données que le gouvernement américain produit, [données] qui sont facilement disponibles pour le CDC. Et mes collègues, mes collègues de la FDA, savent que c'est le cas depuis des mois, et sont très frustrés.

De petits sacrifices pour le plus grand bien

C'est la "logique classique du **mensonge noble**", affirme le Dr Malone.

Il y a de multiples exemples où il semble que le CDC modifie des données à l'appui du "noble mensonge". Rappelez-vous, pour en revenir à cela, la thèse de base - c'est dans le Federal Register - la thèse de base est que toute information qui pourrait provoquer une hésitation à se faire vacciner doit être supprimée. C'est ce qui se passe. Soyons clairs à ce sujet. Et ils croient que c'est normal de le faire parce que c'est dans l'intérêt du public. C'est la logique classique du mensonge noble.

Les gens... croient qu'ils méritent d'avoir accès à toutes ces données, de faire leurs propres choix, d'exercer leur libre arbitre, de ne pas être forcés par le gouvernement à prendre des décisions sur des risques qu'ils ne comprennent pas entièrement. Pourtant, le gouvernement continue de croire qu'il est acceptable de nous traiter de cette manière paternaliste.

Pourtant, les agences gouvernementales s'allient à Big Tech et aux médias pour défendre le Noble Mensonge - jusqu'à la dernière colline, jusqu'au dernier homme :

Ce qui est différent maintenant, c'est qu'ils ont ces mécanismes extrêmement puissants pour contrôler l'information qu'ils n'avaient pas auparavant. Et c'est l'intersection des nouveaux médias, des anciens médias et des grandes entreprises technologiques. C'est ce qui se passe ici, et ils n'ont jamais eu ce niveau de pouvoir dans leurs outils auparavant.

Mais le Noble Mensonge contient-il **un mensonge encore plus grand** ? Les vaccins pourraient-ils en fait aggraver et accélérer l'épidémie virale ? Les experts pourraient-ils avoir tort - à 180 degrés ?

Nous étudierons cette possibilité demain...

▲ RETOUR ▲

.La descente dans la folie

Un-Masking denials 3 août 2021



Je pense que notre société devient folle parce qu'il y a tellement de problèmes liés au **dépassement** qui convergent en même temps que notre mécanisme de déni hérité est surchargé, sans aucun leader qui comprenne ce qui se passe, avec peu d'experts prêts à s'exprimer publiquement, et sans discussion honnête sur ce qui se passe, ni sur ce que nous devrions faire.

Je m'attends à ce que quelque chose se produise bientôt, et de façon négative.

Les symptômes que je vois sont les suivants :

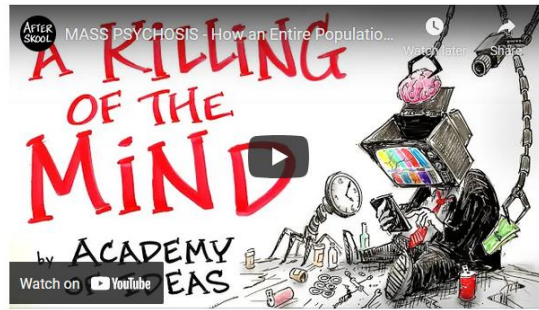
- Nous parlons de tout sauf de ce qui est important. Par exemple, notre climat est passé à la vitesse supérieure et le pic pétrolier est derrière nous, mais il n'y a aucune discussion sur la sécurité alimentaire ou la nécessité de réduire la population.
- Nous nous sommes polarisés en tribus qui sont incapables d'envisager, de respecter ou de discuter les croyances d'une autre tribu. Nous attaquons ou ignorons nos adversaires plutôt que de nous engager dans un débat respectueux. Nous avons toujours eu tendance à agir ainsi, mais cela s'aggrave.
- **Les faits sont sans rapport avec les croyances.** Lorsque les faits sont incertains ou complexes, nous sommes incapables d'admettre l'incertitude. Bien que courant tout au long de l'histoire, ce phénomène s'aggrave et est désormais omniprésent chez nos leaders intellectuels.
- Nous sommes totalement dépendants, pour tout ce dont nous avons besoin pour survivre, d'autres pays que nous considérons désormais comme des ennemis, et pourtant nous ne discutons jamais de la nécessité d'une plus grande résilience.
- **Nous adoptons des solutions qui n'ont aucune chance d'améliorer un problème.** Pensez à la nouvelle donne verte.
- Notre réponse aux problèmes aggrave souvent le résultat. Par exemple, l'impression de trillions de dollars pour gonfler davantage une bulle qui, lorsqu'elle éclatera, causera des dommages supplémentaires à ce que nous essayons de protéger.
- Nous élisons des dirigeants qui ont créé un problème pour le résoudre, et il n'y a plus de conséquences pour les comportements illégaux ou contraires à l'éthique. Pensez à Fauci.

Cette excellente nouvelle vidéo contient de nombreux éléments utiles, bien que les producteurs ne soient pas au courant de la théorie MORT (Mind Over Reality Transition) de Varki.

PSYCHOSE DE MASSE - Comment une population entière devient malade mentalement ?

Une psychose de masse est une épidémie de folie qui se produit lorsqu'une grande partie de la société perd le contact avec la réalité et sombre dans le délire.

Le totalitarisme est la plus grande menace.



<https://www.youtube.com/watch?v=09maaUaRT4M>

▲ RETOUR ▲

Contre l'obligation vaccinale, le « civisme » et les mythologies de droite et de gauche

par Nicolas Casaux 17 juillet 2021

Jean-Pierre : Nicolas Casaux est un grand adepte de la malhonnêteté intellectuelle (comme les politiciens). Il omet trop de faits pour qu'il soit crédible.



Quelques réflexions désorganisées sur les temps qui courent...

Un des principaux arguments invoqués en faveur de la soumission de tous à l'obligation vaccinale consiste à en appeler à une solidarité à laquelle nous ne saurions pas déceimment déroger. Par respect pour tout un chacun, nous devrions faire cette chose qui nous est accessible, qui est en notre pouvoir (nous vacciner), en vue d'éviter qu'il n'arrive du mal à autrui. Un peu, dirait-on, comme si, en ne nous vaccinant pas, nous commettons un délit de non-assistance à personne(s) en danger.

Un des principaux problèmes avec cet argument, c'est qu'il présuppose que nous devrions souhaiter nous montrer solidaires de tout un chacun, de tous nos « concitoyens ». Si c'est effectivement ce qu'encouragent la mythologie nationaliste, le « civisme » (« ensemble des qualités propres au bon citoyen ; zèle, dévouement pour le bien commun de la nation »), le mythe du « contrat social » et tous les boniments selon lesquels nous vivrions en « démocratie » et serions « libres », la réalité nous enseigne tout autrement.

Dans la réalité, nous ne devenons pas citoyens de l'État-nation [France] par choix, en signant quelque « contrat social », mais par imposition. On ne nous demande pas, enfants, si nous souhaitons ou non devenir membres de la « société » établie sur le territoire appelé France. Enfants ou adultes, il ne nous est jamais offert le choix de refuser, la possibilité de désertier, de ne pas subir ces lois, règlements, impôts, codes, régimes de propriété privée, etc., conçus par le petit nombre (dirigeants étatiques, possédants, classes dominantes) pour son propre bénéfice, au détriment du plus grand nombre.

Contrairement aux membres des sociétés de chasseurs-cueilleurs et d'autres sociétés à dynamique dite de « fission-fusion », dans le cadre des États modernes et de l'État en général, nous sommes définitivement prisonniers des sociétés où nous venons au monde. Sachant que les règles de fonctionnement du système capitaliste, que l'État impose (et dont il dépend, capitalisme et État semblent désormais indissociables) nous obligent tous à vendre notre temps de vie sur quelque « marché du travail ». La grande majorité des « citoyens » peuvent donc, sans trop recourir à la métaphore, être considérés comme autant de « condamnés aux travaux forcés » qui « subissent leur peine » dans le cadre du territoire contrôlé par l'État. Or, un « établissement dans lequel les condamnés aux travaux forcés subissent leur peine », ce n'est pas une société, mais un pénitencier. De bien des manières, très concrètes, nous vivons dans des sociétés-pénitenciers, des sociétés-prisons (où les forces de l'ordre sont les matons, le président de la République le directeur de la prison, etc.). Cela dit, il ne s'agit pas ici d'édulcorer ou d'occulter le terrible sort que connaissent ceux qui croupissent dans les prisons françaises gérées par l'administration pénitentiaire. D'ailleurs, il existe différents types de prisons en France (maisons d'arrêt, établissements pour peine, centres pénitentiaires). Si la société dans son ensemble peut être considérée comme une prison, ses détenus connaissent un sort extrêmement plus enviable que ceux des établissements officiellement qualifiés de prisons, qui connaissent un meilleur sort que ceux d'entre eux que l'on condamne à l'isolement carcéral (encore une sorte de prison dans la prison), mais un moins bon que les ministres autorisés à purger leur peine dans leur villa en Corse avec un bracelet électronique à la cheville.

Quoi qu'il en soit, dans un système social produisant différentes classes sociales, en favorisant certaines au détriment des autres, dans un système social dans lequel différents groupes sociaux possèdent des intérêts différents et contradictoires, dont le fonctionnement, générant des rapports sociaux concurrentiels, implique que tout le monde exploite tout le monde, dans un système social qui encourage tout particulièrement les riches à exploiter les pauvres, dans lequel les riches mènent une guerre contre les pauvres et se tirent également eux-mêmes dans les pattes, et dans lequel les pauvres se retrouvent principalement en guerre contre eux-mêmes (alors qu'ils devraient s'en prendre aux riches), la présupposition selon laquelle nous devrions tous souhaiter faire preuve de solidarité les uns envers les autres est absurde. Les exploités n'ont aucune raison de vouloir se montrer solidaires des exploités.

Aussi, dans un tel système, les riches commettent en permanence le délit de non-assistance à personne en danger, pire, sont en permanence en train de nuire aux autres à la fois en ne faisant pas certaines choses, pourtant dans leur capacité, et en en faisant d'autres. L'an dernier, selon *Forbes*, Bernard Arnault aurait gagné 95 milliards de dollars, soit 80 463 128 500 euros, soit 142 326 969 RSA, soit 220 446 927 euros par jour, soit 9 185 288 euros par heure, soit 16 247 RSA par heure, soit 153 088 euros par minute, soit 271 RSA par minute, soit 2551 euros par seconde, soit 4,5 RSA par seconde. Pendant que des pauvres crèvent de faim ou de maladies qu'ils pourraient soigner s'ils en avaient les moyens, les riches accumulent de l'argent sur leurs comptes bancaires, s'achètent des yachts, des villas, etc. La misère, la mauvaise santé et les morts prématurées des pauvres (qui vivent en moyenne moins longtemps que les riches) résultent principalement des dispositions, des règles, des lois établies par et pour les riches, les dominants, les possédants (leurs industries polluent les eaux, les sols, la nourriture, l'atmosphère, le mode de vie sédentaire qu'ils imposent induit toutes sortes de pathologies, etc.). Ceux qui veulent la justice ou garantir au mieux la santé de tous, plutôt que d'envisager qu'il soit imposé à tous, pauvres y compris, une obligation vaccinale qui ne réglerait somme toute pas grand-chose, feraient bien d'envisager tout autre chose.

Certes, exproprier les riches constitue un objectif autrement plus compliqué que se contenter d'approuver l'obligation vaccinale imposée par le monarque de la nation française.

Mais revenons-en à l'appel à la solidarité. Quelle solidarité ? Quelle solidarité, donc, dans un système social induisant une guerre permanente de tous contre tous ? Pourquoi devrions-nous nous montrer solidaires *de tous* ? De braves citoyens nous répondront sans doute, dans une perspective de gauche, marxiste, que nous pourrions *a minima* nous montrer solidaires des autres membres de notre classe sociale, faisant ainsi appel à quelque mythique « solidarité de classe ». Seulement, la solidarité de classe n'existe plus depuis longtemps — si tant est qu'elle ait un jour réellement existé. Les pauvres ne se montrent absolument pas ni tous ni majoritairement solidaires les uns des autres — au contraire, une large partie d'entre eux tendent à s'entredévorer, se détestent mutuellement, portent au pouvoir leurs propres bourreaux (qui deviennent aussi les nôtres). Justifier l'obligation vaccinale par le collectivisme abstrait du gauchisme de masse semble donc *a minima* assez discutable.

La solidarité, comme l'idée de droits et de devoirs, implique à la fois une réciprocité et une responsabilité ; or nous ne devons rien à « la société », ni à « nos concitoyens », ni à ceux qui nous exploitent (au contraire), et difficile de ressentir une forte solidarité envers une classe sociale n'en faisant pas montre envers nous-mêmes (au contraire). De la solidarité, on en éprouve pour ceux que l'on côtoie, nos proches, nos amis, nos camarades (y compris autres qu'humains), certains groupes sociaux spécifiques pour des raisons spécifiques. Et c'est tout naturel. Au-delà, les choses se compliquent.

On pourrait également discuter de la dangerosité du vaccin en lui-même. L'acte exigé, à tort ou à raison, est-il anodin ? [Un « communiste libertaire »](#) pro-obligation vaccinale ne s'embarrasse pas :

« Je balaie sans trop m'attarder : le consensus scientifique mondial (par-delà toutes les rivalités géopolitiques), le chiffre de plus de 1 milliard de personnes vaccinées avec un taux dérisoire de problèmes, etc. Le rapport coût/bénéfice est amplement démontré, donc je n'y reviens pas. »

Facile. Bien trop. Oui, à en croire les autorités, le vaccin est sûr. À en croire les autorités. Mais depuis quand devrait-on croire les autorités ? La démesure de la civilisation industrielle a pour effet, parmi beaucoup d'autres, de rendre à peu près impossible l'accès de l'individu ordinaire à une vérité sensible. En établissant une longue chaîne d'intermédiaires, de médiatisations, entre l'individu et les choses qu'il cherche à connaître, elle ne lui laisse pas d'autre choix que de croire (ou ne pas croire) les informations qu'on lui rapporte. Vérifier par lui-même n'est pas une option (impossible pour tout un chacun d'aller toquer à la porte de tous les vaccinés du monde afin de lister les effets secondaires du vaccin, par exemple). D'où un certain complotisme (tout ce que l'on qualifie de complotisme ou de conspirationnisme n'est, bien entendu, pas à dénigrer, les riches et les puissants, les dominants, complotent évidemment afin de demeurer au pouvoir et d'engranger toujours plus d'argent) et toutes sortes de théories farfelues. Puisque plus personne ne peut accéder à la vérité des choses de manière sensible, par l'expérience, alors toutes sortes d'absurdités peuvent être envisagées. Comme l'écrit Mark Slouka dans son livre *War of the Worlds* (« La guerre des mondes ») :

« De plus en plus éloignés de l'expérience, trop dépendant des représentations de la réalité qui nous parviennent au travers de la télévision et de la presse écrite, nous semblons de plus en plus disposés à faire confiance à des intermédiaires qui nous “re-présentent” le monde.

Le problème que cela pose relève de la communication ; les intermédiaires sont notoirement peu fiables. Dans le célèbre jeu du téléphone arabe, une personne murmure un message à l'oreille d'une autre, et ainsi de suite, dans un cercle, jusqu'à ce que le message retourne à celui qui l'avait initialement formulé. En fin de compte, ledit message a été tellement déformé qu'il est méconnaissable. Si le message originel représente la vérité, ou la réalité, nous nous trouvons tous aujourd'hui au bout d'une longue chaîne d'interprètes qui n'a cessé de s'allonger au cours du siècle. Désormais habitués à notre place en bout de chaîne, nous avons commencé à accepter les fictions qui nous parviennent comme l'article authentique. Ce n'est pas une bonne nouvelle. D'une part, cela menace de nous rendre stupides. D'autre part, cela nous rend collectivement crédules, comme des enfants : nous croyons ce qu'on nous dit. Enfin, cela peut nous rendre dangereux.

Quand avons-nous commencé à accepter des abstractions en lieu et place de la réalité ? La plupart des réponses indiquent approximativement le début de ce siècle. Avant 1900, le quotidien de la majorité des individus était agraire, statique, local – en d’autres termes, pas très différent de ce qu’il avait été durant des siècles. Le vingtième siècle, cependant, a modifié à jamais le rythme et le contenu de ce quotidien. En deux générations, l’ancien monde (pour le meilleur et pour le pire) a disparu. Sa disparition signifiait la perte de deux choses qui avaient toujours participé à nous ancrer dans le monde : notre place au sein d’une communauté réelle et notre lien avec un paysage physique particulier.

Comment nous sommes-nous retrouvés sur la route de l’irréalité ? Les réponses constituent une liste des tendances les plus dramatiques du siècle – urbanisation, consumérisme, mobilité croissante, perte du caractère régional, aliénation croissante du paysage, et ainsi de suite –, mais leur dénominateur commun, la technologie, constitue la véritable force motrice de notre voyage vers l’abstraction.

Un simple exemple peut illustrer mon propos. Comme chacun sait, l’irréalité augmente avec la vitesse. En traversant un paysage à 6 km/h, nous faisons l’expérience de la réalité particulière du lieu : ses odeurs, ses sons, ses couleurs, ses textures, etc. En conduisant à cent kilomètres à l’heure, l’expérience change radicalement. La voiture nous isole, nous éloigne ; le monde au-delà du pare-brise – qu’il s’agisse d’une *mesa* désertique ou de terres agricoles vallonnées – semble vaguement irréel. Aux vitesses supersoniques, le divorce est complet. À 10 000 mètres d’altitude, le paysage devient une abstraction, aussi éloignée de la vie réelle qu’une peinture.

Cette irréalité, nous nous y sommes habitués. L’habitude en a atténué l’étrangeté. Nous sommes aussi à l’aise avec la vitesse surhumaine – et le niveau d’abstraction qu’elle implique – qu’avec le téléphone, par exemple, qui nous a soudainement coupés d’une habitude aussi vieille que notre espèce : se parler face à face. Nous oublions que les premiers utilisateurs du téléphone (nos grands-mères et nos grands-pères) trouvaient presque impossible de conceptualiser un autre être humain au-delà du récepteur inanimé ; pour communiquer, ils devaient personnifier le récepteur et lui parler, comme à un animal de compagnie mécanique, plutôt que de parler à quelqu’un d’autre par son intermédiaire. Aujourd’hui, ce type d’attachement instinctif à la réalité physique paraît pittoresque. »

En ce qui me concerne, sur la dangerosité du vaccin, je ne m’avancerai pas trop. A priori, la grande majorité des vaccinés n’en meurent pas — ce qui est sans doute déjà quelque chose, mais pas non plus grand-chose, toutes sortes de problèmes autres que la mort peuvent se manifester. [Certains éléments posent légitimement question.](#)

On pourrait aussi faire remarquer que dans l’hypothèse où un « non-vacciné » porteur du covid-19 contaminerait un vacciné, dont la vaccination serait inefficace et qui mourrait en raison de facteurs de comorbidités, le porteur initial du virus ne pourrait pas être tenu pour le seul et unique responsable, puisqu’il n’était pas responsable de ces facteurs de comorbidités (entre autres choses). L’entière responsabilité de la mort ne lui incomberait donc pas. Il faut bien rendre à César ce qui lui appartient. Nous sommes en partie responsables de notre santé — en partie seulement parce que la génétique peut aussi rentrer en compte, et l’environnement social, la qualité de la nourriture, le mode de vie plus généralement. C’est-à-dire que notre (mauvaise) santé, nous la devons en bonne partie aux dirigeants de la civilisation industrielle, à ceux qui imposent ce mode de vie. Blâmer les « non-vaccinés » pour tout est absurde.

Et quid de l’impact écologique ou environnemental de la production de masse des vaccins anticovid ? A priori, tout le monde s’en fout. Mais comment l’évaluer ? Là encore, la démesure de la civilisation industrielle et ses innombrables intrications rendent impossible toute tentative de parvenir à une réponse relativement précise. On peut cependant être à peu près sûrs qu’à l’instar de toute production industrielle, celle des vaccins anticovid implique des pollutions, des dégradations environnementales et des émissions de gaz à effet de serre. Mais c’est

le dernier souci de la plupart des gens. Entre *des vies humaines* largement abstraites et d'autres abstractions comme la vie sur Terre, la planète, d'autres animaux, d'autres espèces vivantes, des forêts ou des vallées lointaines, etc., *des vies humaines* l'emporte haut la main, toujours, nécessairement.

À tout cela s'ajoute l'absurdité intrinsèque de toute mesure de masse, marque de la bureaucratie, de l'administration, c'est-à-dire de toute mesure appliquée uniformément pour tenter de résoudre une situation problématique présentant pourtant toutes sortes de nuances.

L'essentiel reste sans doute que l'autoritarisme demeure autoritarisme et la coercition coercition, peu importe comment on les justifie. Et l'on constate aujourd'hui avec un certain dégoût combien beaucoup, à droite comme à gauche, n'hésitent pas à les justifier, au nom de toutes sortes d'idoles ou de mythes (« la société », « la collectivité », « le bien commun », « la solidarité de classe », « la solidarité »).

▲ RETOUR ▲

Les décès associés aux vaccins anti-covid sont exceptionnellement élevés. Le pasteur Hoegger dénonce le silence coupable des autorités

août 1, 2021 par [Liliane Held-Khawam](#)

Jean-Pierre : les décès imputés à la covid-19 ne sont pas prouvés avec rigueur scientifique et cela aussi avec un silence coupable des autorités.



Note LHK: Nous avons déjà partagé un texte du Pasteur Hoegger qui a notamment été Co-rapporteur de la Consultation des ONG reconnues par l'UNESCO sur l'éducation et l'alphabétisation. Aujourd'hui, il monte au créneau face aux conséquences terrifiantes et inacceptables du vaccin anti-covid. Et encore, il ne recense que ce que les chiffres officiels ont bien voulu retenir... Nous sommes donc bien loin du compte. <https://lilianeheldkhawam.com/2017/08/01/silence-et-ecoute-le-message-de-paix-de-frere-nicolas-pasteur-martin-hoegger/>

Les vaccins ARNm contre la Covid-19 comparés à ceux contre la grippe en Suisse. Martin Hoegger

Résumé

Pour évaluer la sûreté des vaccins ARNm contre la Covid-19, on peut les comparer avec les vaccins contre la grippe.

En Suisse, entre 2011 et 2019 plus de 10 millions de doses des vaccins contre la grippe ont été distribuées. La pharmacovigilance *Swissmedic* compte 375 effets non graves, 99 effets graves et 2 morts.

Entre le 1^{er} janvier et le 21 juillet 2021, sur plus de 4,5 millions de personnes qui ont reçu les vaccins ARNm, on compte 2'782 effets non graves 1'537 effets graves et 128 morts.

En moyenne il y a donc 1 décès sur 5'233'280 doses distribuées en lien avec les vaccins contre la grippe, et 1 décès pour 35'648 vaccinés Covid-19.

Aujourd'hui les vaccins ARNm sont associés à 147 fois plus de décès que celui contre la grippe, à 35 fois plus d'effets graves et à 17 fois plus d'effets non graves.

Une tendance convergente avec la mortalité associée aux vaccins contre la grippe et contre la Covid-19 aux USA confirme notre analyse.

Au moment où l'on parle de « troisième dose » et de vacciner les jeunes et les enfants, cette situation inédite de la vaccination appelle à une urgente réflexion.

[https://www.rts.ch/info/sciences-tech/12149768-la-necessite-dune-troisieme-dose-voire-plus-de-vaccin-anticovid-se-precise-\(avril-2021\)-html](https://www.rts.ch/info/sciences-tech/12149768-la-necessite-dune-troisieme-dose-voire-plus-de-vaccin-anticovid-se-precise-(avril-2021)-html) <https://www.rts.ch/info/sciences-tech/medecine/12352425-une-potentielle-troisieme-dose-de-vaccin-contre-le-covid-fait-debat.html>

	Nombre de vaccinés	Effets non graves	Effets graves	Morts
Vaccinés contre la grippe 2011-2019 (en 9 ans)	10'466'560	375	99	2 (1 décès pour 5'233'280 vaccinés)
Vaccinés contre la Covid-19 1.1-21.07.2021 (moins de 7 mois)	4'562'978	2'782	1'537	128 (1 décès pour 35'648.3 vaccinés)
Différence relative		17x	35x	147x

<https://www.swissmedic.ch/swissmedic/fr/home/news/coronavirus-covid-19/covid-19-vaccines-safety-update-3.html>

Aujourd'hui en moins de 7 mois, les vaccins ARNm contre la Covid-19 provoquent donc 146 fois plus de décès que ceux cumulés sur 9ans (!) dus au vaccin contre la grippe.

Côtés « effets indésirables », on compte 35 fois plus d'effets graves et 17 fois plus d'effets non graves. Toujours dans un comparatif de 9ans pour l'un et de 6,5 mois pour l'autre.

C'est une situation inédite qui appelle à une urgente réflexion.

Plan de l'article

Introduction

Analyse de la situation en Suisse

A. Effets indésirables des vaccins contre la grippe entre 2011 et 2019

- B. Combien de personnes ont-elles été vaccinées contre la grippe entre 2011 et 2019 ?
- C. Effets indésirables des vaccins contre la Covid-19
- D. Comparaison entre les effets indésirables des vaccins contre la grippe et contre la Covid

Analyse de la situation aux Etats-Unis Cette partie a été ajoutée le 4 août 2021

- E. Décès associés aux vaccins contre la grippe aux USA
- F. Effets associés aux vaccins contre la Covid-19 aux USA
- G. Comparaison entre les décès associés aux vaccins contre la grippe et contre la Covid-19 aux USA

Comparaison des décès Suisse/États-Unis associés aux vaccinations contre la grippe et contre la Covid-19 Ajoutée

Conclusion

Analyse de la situation en Suisse

A Effets indésirables des vaccins contre la grippe entre 2011 et 2019

Commençons par observer combien d'effets secondaires ont provoqué les vaccins contre la grippe ! En consultant les rapports de vaccinovigilance de Swissmedic entre 2011 et 2019, on obtient les chiffres suivants :

[\[1\]](#)

Années	Tous les vaccins : Total d'effets secondaires	Effets non graves- médicalement importants-graves	Décès	Vaccins contre la grippe : Effets non graves – médicalement importants – graves	Total
2011	143	38-68-37 26,6%- 47,6%-25,9%	0	8-17-7	32
2012	183	49-93-41 26,8%- 50,8%-22,4%		11-32-12	55
2013	138	43-58-37 31,2-42%- 26,8	3 nourrissons	9-7-12	28
2014	296	92-151-53 31,1%- 51%-17,9%	3 (dont 2 nourrissons)	40-12-8	60
2015	278	138-83-57 49,5%- 30%-20%	1 (grippe, 72 ans	45-35-24	104
2016	209	115-55-39 55%- 26,3%-18,7%	0	49-9-12	60
2017	232	110-77-45 47,7%- 33,2%-19,4%	0	23-20-12	55
2018	223	105-87-31 41,7%- 39%-13,9%	0	20-18-6	44
2019	273	177-77-19 64,8%-	2 (dont 1 grippe, 95	14-15-7	36

	28,2%-7%	ans)	
Total		9, dont 2 morts	99 effets graves des vaccins
sur 9	1752	suite au vaccin	contre la grippe
ans		contre la grippe	474

Donc on constate sur 9 ans, 375 effets secondaires non graves ou médicalement importants et 99 effets secondaires graves (21,5%) des vaccins contre la grippe. Durant cette période on déplore 2 décès.

Swissmedic considère comme « *improbable* » que ces deux décès aient été provoqués par le vaccin contre la grippe. Les deux patients – une femme de 72 ans (en 2015[2]) et un homme de 95 ans (en 2019[3]) – souffraient de nombreuses comorbidités graves. Cependant comme le décès a eu lieu dans les heures suivant l'injection, un lien peut être établi.

Le rapport de 2012 mentionne aussi le décès d'un homme de 40 ans survenu en 2009 et qui a fait l'objet d'une publication scientifique. Le patient est décédé d'une insuffisance respiratoire 94 jours après l'apparition des premiers symptômes, à la suite du vaccin contre la grippe. Là aussi la causalité vaccinale est considérée comme improbable.

B Combien de personnes ont-elles été vaccinées contre la grippe ?

Pour évaluer la sûreté de ces vaccins, il faut aussi chercher combien de personnes ont été vaccinées contre la grippe en Suisse ? Il n'y a pas de données disponibles, dit Swismedic. Cependant il estime ce taux de vaccination d'environ 14% pour 2018-2019.[4]

En effet selon les informations des quatre fabricants de vaccins contre la grippe, 1,13 million de doses ont été préparées pour le marché suisse entre septembre 2018 et le 1er janvier 2019, soit légèrement plus que l'année précédente (1,07 million).

Extrapolé à l'ensemble de la population, ce chiffre correspond à un taux de vaccination de 14%, pour autant que toutes les doses aient été administrées et que chaque personne n'ait été vaccinée qu'une seule fois (à 31% chez les personnes de plus de 64 ans ; à 25 % chez celles souffrant d'une maladie chronique ; à 23 % chez les personnes travaillant dans le secteur de la santé).

Pour l'automne 2019, les fabricants ont fourni un peu plus de 1,1 million de doses pour la Suisse.

Donc sur une base de 8'606'000 habitants, 1'204'840 personnes auraient été vaccinées contre la grippe durant cette période 2018-2019.

En consultant l'évolution des données démographiques, 1950-2019 données par l'Office fédéral des statistiques[5] on arriverait au nombre de 10'466'500 personnes vaccinées contre la grippe en 9 ans. A noter que vu que Swissmedic ne donne qu'un taux et non des effectifs, ces chiffres reconstitués pourraient varier quelque peu..

Année Population suisse Nombre de vaccinés contre la grippe (14% par année)

2011	7'955'000	1'113'700
2012	8 039 000	1'125'460
2013	8 140'000	1'139'600
2014	8 238'000	1'153'320
2015	8'327'000	1'165'780

2016	8'420'000	1'178'800
2017	8'484'000	1'187'760
2018	8'545'000	1'196'300
2019	8'606'000	1'204'840
Total		10'466'560

C Effets indésirables des vaccins contre la Covid-19

Dans son rapport du 23 juillet 2021, Swissmedic indique 2'782 effets indésirables non graves et 1'537 effets graves (35,6%), pour 4'562'978 personnes vaccinées depuis le 1^{er} janvier.^[6] . « Dans 128 de ces cas graves, l'on a dû déplorer le décès de la personne vaccinée après un laps de temps plus ou moins long ».

<https://www.swissmedic.ch/swissmedic/fr/home/news/coronavirus-covid-19/covid-19-vaccines-safety-update-3.html>

On constate une première différence : la proportion des effets indésirables graves par rapport aux effets non graves : 21% d'effets graves pour les vaccins contre la grippe et 35,6% pour les vaccins contre la Covid-19.

Déclarations d'effets indésirables présumés de vaccins contre le Covid-19 évaluées en Suisse: mise à jour

23.07.2021

Période du présent rapport : 01.01.2021–21.07.2021

4 319 déclarations évaluées – le rapport bénéfice-risque des vaccins utilisés reste positif

En date du 21 juillet 2021, 4 319 déclarations d'effets indésirables présumés de vaccins (EIV) contre le Covid-19 avaient été évaluées en Suisse. La plupart des déclarations mentionnent plus d'une réaction. Au total, 2 782 (64,4 %) soit la majorité, rapportaient des effets indésirables non graves, tandis que 1 537 (35,6 %) déclarations évoquaient des effets graves.

Déclarations 4 319 Total d'annonces d'effets indésirables évaluées	EIV non graves 2 782 (64,4 %) Déclarations de cas considérés comme non graves	Doses de vaccin 8 593 483 Doses de vaccin administrées (21.12.2020 – 19.07.2021) 
Réactions 11 552 Nombre total de réactions (cumulé)	EIV graves 1 537 (35,6 %) Déclarations de cas considérés comme graves	Personnes vaccinées 4 562 978 Personnes vaccinées avec au moins 1 dose (19.07.2021) 

<https://www.swissmedic.ch/swissmedic/fr/home/news/coronavirus-covid-19/covid-19-vaccines-safety-update-3.html>

Les personnes concernées étaient âgées en moyenne de 60,2 ans (au sein d'une fourchette allant de 16 à 101 ans), et parmi elles, 25,7 % avaient 75 ans ou plus. Dans les cas considérés comme graves l'âge moyen était de 63,7 ans, et dans les déclarations faisant état de décès concomitants à la vaccination la moyenne s'établissait à 80,5 ans. Dans 128 de ces cas graves, l'on a dû déplorer le décès de la personne vaccinée après un laps de temps plus ou moins long. Malgré la concordance temporelle, rien n'indique concrètement que le vaccin est à l'origine du décès.

D Comparaison entre les vaccins contre la grippe et contre la Covid-19 en Suisse

	Nombre de personnes vaccinées	Effets non graves	Effets graves	Morts
Vaccinés contre la grippe 2011-2019	10'466'560	375	99	2 (1 décès pour 5'233'280 vaccinés)
Vaccinés contre la Covid-19 1.1-21.07.2021	4'562'978	2'782	1'537	128 (1 décès pour 35'648.3 vaccinés)
Différence relative		17x	35x	147x

<https://www.swissmedic.ch/swissmedic/fr/home/news/coronavirus-covid-19/covid-19-vaccines-safety-update-3.html>

Analyse de la situation en Suisse Partie ajoutée le 4 août 2021

E. Décès associés aux vaccins contre la grippe aux USA

La comparaison entre les vaccins contre la grippe et la Covid-19 en Suisse correspond, en gros, aux chiffres fournis par Vaers, le système de pharmacovigilance des Etats Unis. Les Américains ont de plus en plus vacciné contre la grippe : 12, 4 millions de doses en 1980-81 ; 70,2 millions en 2000-21 ; 193,8 millions en 2020-21.[7]

influenza_vaccine_doses_distributed_in_the_united_states_by_season-2

2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021
110.9	114	155.1	132	134.9	134.5	147.8	146.4	145.9	155.3	169.1	174.5	193.8

<https://www.cdc.gov/flu/prevent/vaccine-supply-historical.htm>

La couverture vaccinale contre la grippe aux USA est bien plus élevée qu'en Suisse. Dans la saison 2018-2019, elle était de 62,6 % chez les enfants de 6 mois à 17 ans, alors que celle chez les adultes de ≥ 18 ans était de 45,3. [8] Ceci explique les chiffres élevés de vaccination.

Entre les saisons 2017 et 2020, 644'800'000 doses de vaccins contre la grippe ont été distribuées.[9] Et durant la même période VAERS, le système américain de notification des effets indésirables des vaccins, a recensé 194 décès suite à la vaccination contre la grippe.

Ceci représente une moyenne de 1 décès sur 3'323'711 vaccinés par année (sur une période de 4 ans).

Messages:		
► VAERS data in CDC WONDER are updated every Friday. Hence, results for the same query can change from week to week. ► These results are for 194 total events.		
Year Reported ↓	Events Reported ↑↓	Percent (of 194) ↑↓
2017	23	11.86%
2018	48	24.74%
2019	48	24.74%
2020	75	38.66%
Total	194	100.00%

Query Criteria:

Date Report Completed: 2017; 2018; 2019; 2020

Event Category: Death

State / Territory: The United States/Territories/Unknown

Vaccine Products: INFLUENZA VIRUS VACCINE, NO BRAND NAME (FLUX(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, QUADRIVALENT (INJECTED) (FLU4(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, QUADRIVALENT (INTRANASAL SPRAY) (FLUN4(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, QUADRIVALENT, ADJUVANT (INJECTED) (FLUA4(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, QUADRIVALENT, CELL-CULTURE-DERIVED (INJECTED) (FLUC4(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, QUADRIVALENT, RECOMBINANT (INJECTED) (FLUR4(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, TRIVALENT (INJECTED) (FLU3(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, TRIVALENT (INTRANASAL SPRAY) (FLUN3(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, TRIVALENT, ADJUVANT (INJECTED) (FLUA3(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, TRIVALENT, CELL-CULTURE-DERIVED (INJECTED) (FLUC3(SEASONAL)); INFLUENZA VIRUS VACCINE, TRIVALENT, RECOMBINANT (INJECTED) (FLUR3(SEASONAL))

<https://www.cdc.gov/vaccinesafety/ensuringsafety/monitoring/vaers/access-VAERS-data.html>

F. Décès associés aux vaccins contre la Covid-19 aux USA

Aux USA, la page officielle du « Center for Disease Control and Prevention » indique, au 3 août 2021, que 192'120'576 millions de personnes ont reçu au moins une dose d'un des vaccins anti-Covid et plus de 165 millions de personnes ont reçu deux doses (347,37 millions de doses ont été distribuées).

Total Vaccine Doses		People Vaccinated	At Least One Dose	Fully Vaccinated
Delivered	401 229 975	Total	192 120 576	165 081 416
Administered	347 377 149	% of Total Population	57,9%	49,7%
Learn more about the distribution of vaccines.		Population ≥ 12 Years of Age	191 896 753	164 951 543
		% of Population ≥ 12 Years of Age	67,7%	58,2%
		Population ≥ 18 Years of Age	181 013 013	156 631 148
		% of Population ≥ 18 Years of Age	70,1%	60,6%
		Population ≥ 65 Years of Age	49 219 060	43 836 081
		% of Population ≥ 65 Years of Age	90%	80,1%
165.1M People fully vaccinated				
About these data		CDC Data as of: August 3, 2021 6:00am ET. Posted: Tuesday, August 3, 2021 2:36 PM ET		

<https://covid.cdc.gov/covid-data-tracker/#vaccinations>

« Les vaccins contre la Covid-19 sont sûrs et effectifs... Les rapports de décès après la vaccination par la COVID-19 sont rares », affirme en préambule le CDC. [\[10\]](#)

Cependant ce Centre reconnaît que sur plus de 192,1 millions de personnes vaccinées entre le 14.12.2020 et le 26.07.2021, le VAERS a reçu 6'340 rapports de décès.

Certes, le CDC insiste sur le fait que les rapports du VAERS ne peuvent à eux seuls démontrer qu'un vaccin ait causé l'événement indésirable ou le décès. Tous les rapports doivent être analysés et situés dans leur contexte.

Reports of death after COVID-19 vaccination are rare. More than 342 million doses of COVID-19 vaccines were administered in the United States from December 14, 2020, through July 26, 2021. During this time, VAERS received 6,340 reports of death (0.0019%) among people who received a COVID-19 vaccine. FDA requires healthcare providers to report any death after COVID-19 vaccination to VAERS, even if it's unclear whether the vaccine was the cause. Reports of adverse events to VAERS following vaccination, including deaths, do not necessarily mean that a vaccine caused a health problem. A review of available clinical information, including death certificates, autopsy, and medical records, has not established a causal link to COVID-19 vaccines. However, recent reports indicate a plausible causal relationship between the [J&J/Janssen COVID-19 Vaccine and TTS](#), a rare and serious adverse event—blood clots with low platelets—which has caused deaths.

<https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/vaccines/safety/adverse-events.html>

Mais le CDC ne relativise-t-il pas trop la situation quand il affirme qu'« *un examen des informations cliniques disponibles, y compris les certificats de décès, les autopsies et les dossiers médicaux, n'a pas permis d'établir un lien de causalité avec les vaccins COVID-19* » ?^[11]

En effet une étude (en pré-print) sur le système VAERS indique que sur 203 des 250 patients étudiés (81%), le vaccin contre la Covid peut avoir été un facteur de leur décès ; cependant, beaucoup avaient une ou plusieurs maladies chroniques ou liées à l'âge. Mais pour au moins 13 des 250 décès (5 %), le vaccin a été la cause la plus probable du décès ; ces patients ont eu de fortes réactions peu après la vaccination et sont décédés soit le jour même, soit dans les deux jours qui ont suivi.^[12]

De plus le site du « *National Vaccine Information Center* » indique au 23 juillet, à travers les données de VAERS, des chiffres inquiétants : 1'691 décès le jour même de la vaccination et 1'811 décès le deuxième jour.^[13]



<https://www.medicare.gov/medalarts.org/vaersdb/index.php>

Il faut bien sûr interpréter ces chiffres bruts. Même s'il était avéré qu'ils soient plus bas, ils suscitent tout de même une interrogation par leur nouveauté absolue dans l'histoire de la vaccination.

G. Comparaison entre les décès associés aux vaccins contre la grippe et contre la Covid-19 aux USA

Nous avons relevé que 664,8 millions de doses des divers vaccins contre la grippe ont été associées à 294 décès entre 2017 et 2018. Cela signifie 1 décès pour 3,32 millions de doses distribuées.

En ce qui concerne les vaccins Covid19, le CDC associe 6'340 morts depuis le début de la vaccination jusqu'au 23 juillet 2021 où, à ce jour, 192'120'576 millions de personnes ont reçu au moins une dose d'un des vaccins ARNm.

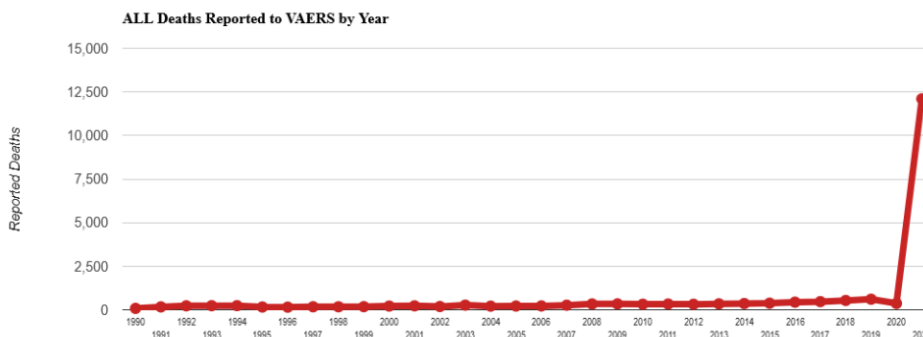
Ce qui signifie 1 décès pour 30'302 personnes vaccinées. Aujourd'hui aux USA les vaccins ARNm contre la Covid-19 sont associés à 72 fois plus de décès que ceux contre la grippe.

Ces chiffres sont « inédits », écrit Laurent Mucchielli dans une récente étude appelant à un moratoire avec les vaccins ARNm, étude qui donne des chiffres analogues en France, au Royaume Uni, aux Pays-Bas, ainsi que ceux d'Eudravigilance, la pharmacovigilance de l'UE.[\[14\]](#)

USA (Chiffres de CDC)	Nombre vaccinées	Décès
Vaccins contre la grippe (2017-2020)	644,8 millions	294 1 décès pour 3,32 millions personnes
Vaccins contre la Covid 19 (14.12.2020-23.7.2021)	192'120'576	6'340 1 décès pour 30'302 personnes
Différence relative		72 x

COVID Vaccine Data

Through July 23, 2021



<https://openvaers.com/covid-data/mortality>

Comparaison des décès Suisse/Etats-Unis dus à la vaccination anti-Covid

Vaccins anti-grippe :

Pour les vaccins contre la grippe, les données publiées de pharmacovigilance rapportent en :

Suisse : 2 décès pour 10'466'560 vaccinés entre 2011 et 2019 (Moyenne : **1 décès pour 5,23 millions vaccinés**)

Etats-Unis : 194 décès pour 644'800'000 vaccinés entre 2020 et 2021 (Moyenne de **1 décès pour 3,32 millions vaccinés**)

Vaccins anti-Covid-19 :

Depuis le début de la vaccination (fin 2020 aux USA et début 2021 en Suisse) la pharmacovigilance présume des décès associés à la vaccination contre la Covid-19 qui s'élèvent en :

Suisse à 128 décès pour 4'562'978 vaccinés (Moyenne : **1 décès pour 35'648 vaccinés**)

Etats-Unis à 6'340 décès pour 192'120'576 (Moyenne : **1 décès pour 30'302 vaccinés**)

Aujourd'hui les vaccins ARNm sont associés :

en Suisse, à 147 fois plus de décès que ceux contre la grippe,

aux USA, à 72 fois plus de décès que ceux contre la grippe.

Il est impressionnant de constater une convergence de ces chiffres qui, je le rappelle, sont déduits des données indiquées sur les sites officiels de pharmacovigilance. Données qu'il n'est souvent pas aisé de trouver !

Conclusion

La comparaison sur les effets indésirables entre les vaccins contre la Covid-19 et ceux contre la grippe indiquent une situation inédite en Suisse, aux États unis, comme dans bien d'autres pays.

Comme le CDC américain, Swissmedic prend la précaution de dire que « *toutes les réactions rapportées sont des suspicions. Il est impossible d'affirmer avec certitude si, dans un cas donné, la réaction déclarée observée présente seulement un lien temporel avec le vaccin ou a réellement été provoquée par le vaccin* ».

Mais il précise aussi que « *le nombre de réactions de vaccination pourrait être plus élevé que le nombre d'annonces* ». [\[15\]](#)

En fait **des études estiment qu'au maximum 15% des conséquences indésirables sont annoncés**. Aux USA, moins de 0,3 % de tous les événements indésirables liés aux médicaments et de 1 à 13 % des événements graves seraient signalés à la Food and Drug Administration (FDA), selon une étude réalisée en 2010. [\[16\]](#)

En 1976 on s'inquiétait que le vaccin contre la grippe porcine administré à plus de 40 millions d'américains ait causé la mort de 25 personnes. [\[17\]](#) Dans un article sur la sécurité vaccinale, en 2010, la prof. **Claire-Anne Siegrist** relevait les « *problèmes graves... rapportés après vaccination contre la grippe A(H1N1)* ». Elle faisait allusion aux 67 décès répertoriés par la pharmacovigilance de l'Agence européenne des médicaments, au début de la campagne de vaccination ! [\[18\]](#)

Face au nombre des effets indésirables des vaccins Covid-19, que dit le ministre de la santé Alain Berset ? « *Nous avons des vaccins sûrs, efficaces et en quantité suffisantes, qui protègent du variant Delta* », a « tweeté » récemment ce dernier. [\[19\]](#)



Alain Berset · 30.06.21
Le virus est toujours là et de nouvelles mutations vont apparaître. Mais nous avons des vaccins sûrs, efficaces et en quantités suffisantes, qui protègent du variant Delta et peuvent être adaptés rapidement. C'est une bonne situation. Profitons-en.

Alain Berset · 18.07.21
Les cas augmentent, mais nos vaccins garantissent une excellente protection. Aussi contre le variant Delta, qui est plus contagieux! Il faut compter 6 semaines après la 1e dose pour une protection maximale. Pensez-y! Il y a des places libres partout, et sans attendre.

BAG – OF... · 18.07.21
La campagne de vaccination avance bien. Chez les plus de 16 ans, 2 sur 3 ont reçu au moins un vaccin. Pour fêter cela, nous servons du gâteau demain à 13 h 30 sur la place fédérale. Premiers arrivés, premiers servis. Un premier vaccin ? C'est possible spontanément sur place.

Sur quelle base affirme-t-il cela ? En comparaisons avec quels autres vaccins ? Quel est le seuil pour considérer la sûreté – ou non – des vaccins ARNm ?

Sur quelle base scientifique affirme-t-il cela ? Quel est le seuil pour considérer la dangerosité – ou non – des vaccins ARNm ? L'inquiétude de C.A. Siegrist devant les décès de quelques dizaines de personnes vaccinées contre la grippe H1N1, il y a dix ans en Europe, a fait place à une tranquille assurance...qui ne rassure pas !

Au moment où l'on parle de « troisième dose » et de vacciner les jeunes et les enfants, cette situation inédite de la vaccination appelle à une urgente réflexion.

NOTES :

[1] Vaccinovigilance 2011-2019. <https://www.swissmedic.ch/swissmedic/fr/home/medicaments-a-usage-humain/surveillance-du-marche/pharmacovigilance/vaccinovigilance.html>

[2] Synthèse des effets indésirables liés à une vaccination annoncés en Suisse en 2015, p.9

[3] Synthèse des effets indésirables liés à une vaccination annoncés en Suisse en 2019, p. 11

[4] <https://www.infovac.ch/docs/public/influenza/grippe-saisonnie-re-2018-19.pdf> p.18

[5] <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population.assetdetail.14367967.html>

[6] Cf. <https://www.swissmedic.ch/swissmedic/fr/home/news/coronavirus-covid-19/covid-19-vaccines-safety-update-3.html>

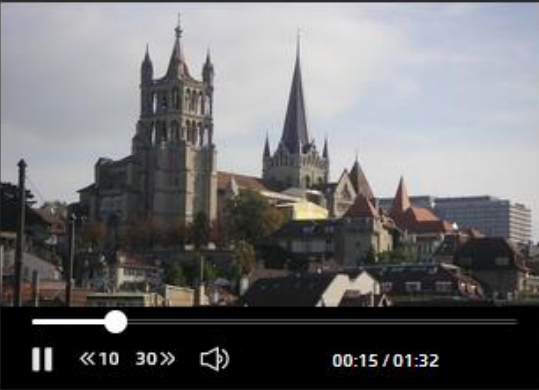
[7] Influenza Vaccine Doses Distributed in the United States, By Season, <https://www.cdc.gov/flu/prevent/vaccine-supply-historical.htm>

- [8] Cf. <https://www.cdc.gov/flu/fluview/coverage-1819estimates.htm>
- [9] Influenza Vaccine Doses Distributed in the United States, By Season, <https://www.cdc.gov/flu/prevent/vaccine-supply-historical.htm>
- [10] <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/vaccines/safety/adverse-events.html>
- [11] *Ibid*
- [12] Analysis of COVID-19 vaccine death reports from the Vaccine Adverse Events Reporting System (VAERS) Database Interim Results and Analysis. Scott Mclachlan, et al. (pre-print, June 2021), https://www.researchgate.net/publication/352837543_Analysis_of_COVID-19_vaccine_death_reports_from_the_Vaccine_Adverse_Events_Reporting_System_VAERS_Database_Interim_Results_and_Analysis (cf note 12)
- [13] National Vaccine information center, <https://www.medalerts.org/vaersdb/index.php>
- [14] « La vaccination Covid à l'épreuve des faits. 2ème partie : une mortalité inédite ». <https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/300721/la-vaccination-covid-l-epreuve-des-faits-2eme-partie-une-mortalite-inedite>
- [15] <https://www.swissmedic.ch/swissmedic/fr/home/news/coronavirus-covid-19/covid-19-vaccines-safety-update.html>
- [16] Cf. l'étude de Lazarus, Ross, et al. Electronic Support for Public Health–Vaccine Adverse Event Reporting System (ESP:VAERS) Inclusive dates: 12/01/07 – 09/30/10. Digital Healthcare Research. <https://digital.ahrq.gov/ahrq-funded-projects/electronic-support-public-health-vaccine-adverse-event-reporting-system>
- [17] « Le précédent vaccinal de 1976. Vingt-cinq décès ont été recensés comme étant liés à cette campagne de vaccination de 1976 ». Le Monde, 15.9.2009. https://www.lemonde.fr/planete/article/2009/09/15/le-precedent-vaccinal-de-1976_1240713_3244.html Selon le New York Time du 13.10.1976, le programme de vaccination a été arrêté dans 9 états américains après trois décès. <https://www.nytimes.com/1976/10/13/archives/swine-flu-program-is-halted-in-9-states-as-3-die-after-shots.html>
- [18] Claire-Anne Siegrist, Vaccinologie. Questions autour de la sécurité des vaccins adjuvants contre la grippe A(H1N1). Revue médicale suisse. 2010. No. 231. <https://www.revmed.ch/revue-medicale-suisse/2010/revue-medicale-suisse-231/vaccinologie.-questions-autour-de-la-securite-des-vaccins-adjuvantes-contre-la-grippe-a-h1n1#tab=tab-authors> C.A Siegrist n'indique pas le nombre de personnes vaccinées contre le H1N1 en Europe au 27 nov. 2009. En tout peut-être 15% de la population européenne a été vaccinée, chiffre indiqué pour la Suisse par l'OFSP. Cf. « Grippe A H1N1 : la stratégie de vaccination sous la loupe d'un audit externe ». <https://www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-33231..html>
- [19] Tweet du 30.6.2021 sur le compte d'Alain Berset

Fichier Word

[grippe-covid-vaccination.version2-1Télécharger](#)

Qui est le Pasteur Martin Hoegger?



Le 12h30, 01.09.2013, 12h49

La cathédrale de Lausanne fête 10 ans d'œcuménisme

Voilà bientôt dix ans que la cathédrale de Lausanne a ouvert ses portes aux autres religions chrétiennes. Ce dimanche, l'édifice gothique accueille une grande célébration pour fêter une décennie d'œcuménisme. Faut-il voir dans l'œcuménisme une solution pour éviter que les églises ne se vident? L'interview de Martin Hoegger, pasteur et secrétaire de la Communauté des Eglises chrétiennes dans le canton de Vaud.

00:15 / 01:32

Cliquer ICI: <https://www.rts.ch/play/radio/le-12h30/audio/la-cathedrale-de-lausanne-fete-10-ans->

▲ RETOUR ▲

La tyrannie de Covid détruit le mythe de la "démocratie libérale"

08/04/2021 Tho Bishop Mises.org



MISES WIRE



Au cours des dernières décennies, tout défi à l'hégémonie régnante du leadership américain, des alliés de l'OTAN et d'un réseau d'ONG, d'institutions financières et de sociétés néolibérales a souvent été dépeint comme une menace pour la "démocratie libérale". Cette accusation vise divers dissidents, qu'il s'agisse d'acteurs étatiques, comme la Russie ou la Chine, de politiciens populistes, comme Donald Trump, Jair Bolsonaro et Matteo Salvini, de mouvements sécessionnistes, comme le Brexit, ou du respect des droits individuels fondamentaux, comme la liberté d'expression et le droit de porter des armes.

La mesure dans laquelle les pouvoirs en place considèrent sérieusement l'un ou l'autre de ces éléments comme une menace est sujette à discussion, étant donné la mesure dans laquelle l'hyperbole est un paramètre par défaut du discours politique. L'expression "démocratie libérale" elle-même a peu de sens littéral, étant donné la consolidation générale du pouvoir en Occident, qui s'éloigne des cadres fédéralistes, associée à un cadre managérial qui a cherché à accroître de plus en plus le pouvoir des bureaucrates et des prétendus "experts" en politique publique, aux dépens des droits individuels.

Rien n'a autant mis en évidence le manque de sens du terme "démocratie libérale" et la préoccupation performative de son bien-être que la réponse politique à l'affaire du covid l'année dernière. À la surprise de tous ceux qui avaient suivi attentivement leurs actions, les technocrates éclairés des institutions néolibérales se sont révélés être les plus grands supporters de la montée de l'autoritarisme en Occident.

Alors que cela a été mis en évidence de manière éclatante en 2020, qui a vu des lockdowns sans précédent et l'incroyable expansion de l'autoritarisme intérieur de régimes prétendument "libéraux", un pivot dans la discussion sur les mandats de vaccination contre le covid ces dernières semaines souligne une nouvelle escalade dans l'effondrement de la façade de la "démocratie libérale" - le rejet du pluralisme.

Cette préoccupation pour le pluralisme - ou la tolérance politique de groupes minoritaires diversement définis - est depuis longtemps l'un des axes rhétoriques des défenseurs du statu quo. Les préoccupations concernant les programmes de réfugiés en Europe, par exemple, ont été présentées comme des résurgences modernes xénophobes des péchés nationaux du passé que des projets comme l'Union européenne étaient censés résoudre. Le fait que les tensions nationalistes aient été exacerbées par les décisions politiques directes d'une classe bureaucratique isolée a été bien moins important que la menace populiste remettant en cause le bien-fondé des

changements massifs de population subventionnés par l'État dans les villes européennes.

En tant que tel, le récit établi des élites a longtemps été que les pouvoirs croissants des États progressistes modernes sont nécessaires pour protéger les groupes minoritaires qui peuvent être menacés par des majorités motivées par un nationalisme vulgaire, le traditionalisme et d'autres loyautés considérées comme primitives et régressives par ceux qui sont au pouvoir.

Bien sûr, c'est précisément la croissance du pouvoir de ces États modernes qui a érodé les institutions des normes politiques qui offraient ce qui existait comme protection des droits politiques des minorités. Aux États-Unis, nous avons assisté à l'érosion de la procédure du Sénat, qui visait à faire de la chambre haute une force modératrice dans la prise de décision politique ; dans l'UE, nous avons constaté une agressivité croissante de la part de l'UE dans la subversion des décisions politiques nationales ; et de manière générale, nous avons constaté un appétit croissant pour la censure du débat et de la discussion politiques sur les plus grandes plateformes de communication.

Aucun de ces changements n'a pris la forme de modifications majeures explicites des documents directeurs sous-jacents de ces institutions, mais plutôt de ce que Garet Garrett aurait appelé une "révolution dans la forme". La nature coercitive des États-nations modernes, qui a toujours existé mais qui est souvent négligée par la majorité de la population prête à absorber des niveaux de sécurité et de désagrément dans les aéroports afin de mettre fin à la menace terroriste au niveau national, fait désormais partie de la routine quotidienne, les États revenant aux masques obligatoires, aux restrictions scolaires et, dans certains pays, à de nouvelles séries de fermetures forcées.

Le prochain niveau d'escalade covide est la remise en question de l'existence justifiée des citoyens qui refusent d'être vaccinés. C'est avec une certaine ironie que nous voyons la classe d'experts ressembler de plus en plus à Stefan Molyneux, expert politique dissident : "Le temps des arguments est passé." Toutes les préoccupations qui existaient autrefois concernant les droits individuels des personnes concernées par les vaccins covidés - y compris celles qui ont une immunité naturelle au virus en raison d'expositions antérieures - sont rapidement écartées par les personnes au pouvoir.

Avec un zèle croissant, les entreprises cherchent à imposer les vaccins à leurs employés, tandis que les universités, les bureaucraties et les autres institutions gouvernementales du monde entier leur emboîtent le pas. Dans le même temps, les experts "libéraux" plaident de plus en plus en faveur d'une vaccination forcée de la population en cas d'échec des approches plus agréables.

Rien de tout cela ne devrait être surprenant. Tout comme la démocratie a longtemps été ce que les gens au pouvoir voulaient qu'elle soit, le libéralisme est devenu une couverture intellectuelle bon marché pour les objectifs politiques les plus odieux. Moins un fondement intellectuel cohérent, il est esthétique, indiquant le soutien d'un régime qui se drape dans des préoccupations relatives aux "droits de l'homme" tout en intensifiant les zones de guerre militaire dévastatrices dans le monde.

En fin de compte, ce n'est pas le "fascisme" ou la "Russie" qui a normalisé les verrouillages, les mandats et les profits massifs en tourbillon pour les copains politiquement connectés à l'Ouest - ce sont les prétendus défenseurs de la "démocratie libérale". La même coalition d'intellectuels, de médias d'entreprise et de dirigeants politiques responsables des révolutions progressistes du vingtième siècle.

Toute valeur rhétorique qui provenait autrefois de l'appel à la façade de la "démocratie libérale" devrait maintenant être morte. **La classe technocratique n'est qu'un autre groupe d'imposteurs** - et ceux qui rejettent leur récit deviennent les imposés.

Tho Bishop est rédacteur adjoint pour le Mises Wire et peut répondre aux questions de la presse. Avant de travailler pour l'Institut Mises, il a été directeur adjoint de la communication de la Commission des

services financiers de la Chambre des représentants. Ses articles ont été publiés dans *The Federalist*, le *Daily Caller* et *Business Insider*.

▲ RETOUR ▲

.Cartographié : Comment le changement climatique affecte les phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde

<https://www.carbonbrief.org/mapped-how-climate-change-affects-extreme-weather-around-the-world>

Sur le site Facebook de Jean-Marc Jancovici

350 études d'attribution compilées par Carbon Brief sur le lien entre changement climatique d'origine anthropique et événements météorologiques extrêmes.



Commentaire de Cyrus Farhangi :

"Voici un travail de titan de Carbon Brief qui devrait émouvoir ceux qui s'intéressent à la climatologie. Œuvre de très grande qualité avec une consolidation exhaustive, méta-analyse et cartographie interactive de 350 études d'attribution (lien entre changement climatique d'origine anthropique et événements météorologiques extrêmes). Carbon Brief a compilé et examiné 350 études scientifiques déclenchées à la suite d'un ou plusieurs événements extrêmes (ex. canicule, sécheresse, inondation, feu de forêt, tempête, blanchiment de coraux, gel...) afin d'essayer de déterminer si l'événement est :

- * rendu plus grave ou fréquent par l'influence humaine (voire quasi-impossible sans influence humaine, comme ce fut le cas par exemple l'an dernier avec les canicules en Sibérie... et il est de plus en plus possible d'attribuer sans équivoque certains événements extrêmes au changement climatique, car nous allons vers de l'inédit)
- * rendu moins grave ou fréquent par l'influence humaine
- * sans rapport avec l'influence humaine
- * ou si les données sont insuffisantes pour conclure

Bien sûr, le travail n'inclut pas la totalité des événements extrêmes survenus depuis 20 ans, puisque beaucoup ne font pas l'objet d'études d'attribution.

Cet article est aussi un superbe hommage aux chercheurs en science de l'attribution, un champ de la climatologie apparu au début des années 2000, qui s'est significativement accéléré depuis 10 ans (bah oui forcément... soit dit en passant, le Giec dès les années 90 avait prévenu que le changement climatique serait

"visible à l'oeil nu" au cours de la décennie 2010-2020, sauf bien sûr l'oeil nu des climato-négationnistes, qui seront capables de dire en 2040 "meuuuh c'euh bon arrêtez d'en faire tout un pataquès, ça fait 40 ans qu'on voit ce genre de phénomène s'aggraver, y a rien de nouveau"... ces gens imperturbables sont des surhommes, leur cerveau aussi mériterait d'être étudié par la science). Et un champ qui recueille de plus en plus de données, d'enseignements clés, et d'intérêt de la part de la communauté scientifique.

Quand j'observe un travail d'une telle qualité, je n'ose plus m'exprimer sur les réseaux sociaux sur le rapport entre tel ou tel événement et le changement climatique. Je m'incline devant les mecs qui ont produit ce boulot. Impressionnant Carbon Brief pour ce qui n'est "que" un site Internet. Mais c'est probablement, et de loin, le meilleur site pour s'informer du changement climatique, sous toutes ses facettes.

Lisez l'article, baladez-vous sur la carte interactive et faites-vous plaisir. Vous y trouverez notamment des études d'attribution sur des événements tels que :

- les mega-feux de forêts 2019-2020 en Australie
- l'ouragan Harvey de 2017
- la canicule 2003 en Europe
- les inondations au Bangladesh en 2017
- etc (plus de 400 événements étudiés)

Et ça ne va que jusqu'à 2020... Sachant que 2021 devrait être pour le moins prolifique en matière de production scientifique sur le sujet."

<https://www.carbonbrief.org/mapped-how-climate-change...>

(publié par C Farhangi)

▲ RETOUR ▲

Thomas Malthus, la question démographique

5 août 2021 Par biosphere



Si l'on cherchait à prévoir quels seront les progrès futurs de la société, il s'offrirait naturellement deux questions à examiner :

1. Quelles sont les causes qui ont arrêté jusqu'ici les progrès des hommes, ou l'accroissement de leur bonheur ?
2. Quelle est la probabilité d'écarter ces causes qui font obstacle à nos progrès ?

La cause que j'ai en vue est la tendance constante qui se manifeste dans tous les êtres vivants à accroître leur espèce, plus que ne le comporte la quantité de nourriture qui est à leur portée. Cela est incontestable. La nature a répandu d'une main libérale les germes de vie dans les deux règnes, mais elle a été économe de place et d'aliments. Pour les plantes et les animaux, le défaut de place et de nourriture détruit ce qui naît au-delà des limites assignées à chaque espèce. Les effets de cet obstacle sont, pour l'homme, bien plus compliqué. Il se sent arrêté par la voix de la raison, qui lui inspire la crainte d'avoir

des enfants aux besoins desquels il ne pourra point pourvoir. Si au contraire l'instinct l'emporte, la population croît plus que les moyens de subsistance. Nous pouvons tenir pour certain que, lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doubler tous les vingt-cinq ans, et croît de période en période selon une progression géométrique.

Il est moins aisé de déterminer la mesure de l'accroissement des productions de la terre. Mais du moins nous sommes sûrs que cette mesure est tout à fait différente de celle qui est applicable à l'accroissement de la

population. Un nombre de mille millions d'hommes doit doubler en vingt ans par le seul principe de population, tout comme un nombre de mille hommes. Mais on n'obtiendra pas avec la même facilité la nourriture nécessaire pour alimenter l'accroissement du plus grand nombre. L'homme est assujéti à une place limitée. Lorsqu'un arpent a été ajouté à un autre arpent, jusqu'à ce qu'enfin toute la terre fertile soit occupée, l'accroissement de nourriture dépend de l'amélioration des terres déjà mises en valeur. Cette amélioration, par la nature de toute espèce de sol, ne peut faire des progrès toujours croissants ; mais ceux qu'elle fera seront de moins en moins considérables. Nous sommes donc en état de prononcer, en partant de l'état actuel de la terre habitée, que les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à l'industrie, ne peuvent jamais augmenter plus rapidement que selon une progression arithmétique.

La conséquence inévitable de ces deux lois d'accroissement, comparées, est assez frappante. Substituons à la Grande Bretagne la surface entière de la Terre ; et d'abord on remarquera qu'il ne sera plus possible, pour éviter la famine, d'avoir recours à l'émigration. Portons à mille millions d'homme le nombre des habitants actuels de la Terre : la race humaine croîtrait selon les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256 ; tandis que les subsistances croîtraient comme ceux-ci : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. Au bout de deux siècles, la population serait aux moyens de subsistance comme 256 est à 9 ; au bout de trois siècles, comme 4 096 est à 13, et après deux mille ans, la différence serait immense et comme incalculable.

Le principe de population, de période en période, l'emporte tellement sur le principe productif des subsistances que, pour que la population existante trouve des aliments qui lui soient proportionnés, il faut qu'à chaque instant une loi supérieure fasse obstacle à ses progrès.

[Essai sur le principe de population](#) (Malthus, 1798) <Voici le contenu de ce lien :>

1798 Essai sur le principe de population de Robert Malthus

Avant-propos : A part le premier chapitre qui est une actualisation du message de Malthus, la suite n'est qu'un regroupement restructuré des phrases de Malthus lui-même.

1/7) Malthus a-t-il eu raison ?

Introduction (p.54) de Jean Paul Maréchal :

Pour certains, la cause est entendue. Malthus n'a pas vu la révolution industrielle et ses extraordinaires potentialités. Avec lui, l'économie politique est irrémédiablement la « science du lugubre » comme la désignait Carlyle après avoir lu l'*Essai*.

Mais si l'on pense, au contraire, que la substance de l'*Essai* réside dans l'avertissement que la Terre constitue un espace clos et un fonds borné, alors Malthus précède d'un siècle et demi le Club de Rome et ses courbes exponentielles. La catastrophe démographique n'est pas survenue, non pas parce que la Terre pourrait nourrir n'importe quelle population, mais parce que, jusqu'à présent, le développement économique a pu suivre la croissance des besoins. Or, il apparaît depuis quelques années que cette expansion que l'on croyait indéfiniment perpétuable butte sur la double limite de l'épuisement des ressources naturelles et des capacités de régénération du milieu. Et l'on découvre, surexploitation pétrolière, micropollutions, pollutions globales et déforestation à l'appui, que la sphère des activités économiques est dépendante de la reproduction de la biosphère.

Le principe de population resurgit là où on l'attendait le moins : dans l'air, dans l'eau et dans les sols. Malthus l'*empiriste* contre Ricardo le *théorique* prend une revanche qu'il n'aurait sans doute jamais imaginée. Au moment où l'homme met en péril les conditions de sa propre survie, Malthus rappelle la nécessité d'une pensée des limites, d'une interrogation de la finitude face à l'extension du royaume de la marchandise et à l'*hybris* techno-scientifique de cette fin de millénaire.

2/7) présentation générale de la loi de Malthus

Si l'on cherchait à prévoir quels seront les progrès futurs de la société, il s'offrirait naturellement deux questions à examiner :

1. Quelles sont les causes qui ont arrêté jusqu'ici les progrès des hommes, ou l'accroissement de leur bonheur ?
2. Quelle est la probabilité d'écarter ces causes qui font obstacle à nos progrès ?

La cause que j'ai en vue est la tendance constante qui se manifeste dans tous les êtres vivants à accroître leur espèce, plus que ne le comporte la quantité de nourriture qui est à leur portée. Cela est incontestable. La nature a répandu d'une main libérale les germes de vie dans les deux règnes, mais elle a été économe de place et d'aliments. Pour les plantes et les animaux, le défaut de place et de nourriture détruit ce qui naît au-delà des limites assignées à chaque espèce. Les effets de cet obstacle sont, pour l'homme, bien plus compliqué. Il se sent arrêté par la voix de la raison, qui lui inspire la crainte d'avoir des enfants aux besoins desquels il ne pourra point pourvoir. Si au contraire l'instinct l'emporte, la population croît plus que les moyens de subsistance. Nous pouvons tenir pour certain que, lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle, elle va doubler tous les vingt-cinq ans, et croît de période en période selon une progression géométrique.

Il est moins aisé de déterminer la mesure de l'accroissement des productions de la terre. Mais du moins nous sommes sûrs que cette mesure est tout à fait différente de celle qui est applicable à l'accroissement de la population. Un nombre de mille millions d'hommes doit doubler en vingt ans par le seul principe de population, tout comme un nombre de mille hommes. Mais on n'obtiendra pas avec la même facilité la nourriture nécessaire pour alimenter l'accroissement du plus grand nombre. L'homme est assujéti à une place limitée. Lorsqu'un arpent a été ajouté à un autre arpent, jusqu'à ce qu'enfin toute la terre fertile soit occupée, l'accroissement de nourriture dépend de l'amélioration des terres déjà mises en valeur. Cette amélioration, par la nature de toute espèce de sol, ne peut faire des progrès toujours croissants ; mais ceux qu'elle fera seront de moins en moins considérables. Nous sommes donc en état de prononcer, en partant de l'état actuel de la terre habitée, que les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à l'industrie, ne peuvent jamais augmenter plus rapidement que selon une progression arithmétique.

La conséquence inévitable de ces deux lois d'accroissement, comparées, est assez frappante. Substituons à la Grande Bretagne la surface entière de la Terre ; et d'abord on remarquera qu'il ne sera plus possible, pour éviter la famine, d'avoir recours à l'émigration. Portons à mille millions d'homme le nombre des habitants actuels de la Terre : la race humaine croîtrait selon les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256 ; tandis que les subsistances croîtraient comme ceux-ci : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. Au bout de deux siècles, la population serait aux moyens de subsistance comme 256 est à 9 ; au bout de trois siècles, comme 4 096 et à 13, et après deux mille ans, la différence serait immense et comme incalculable.

Le principe de population, de période en période, l'emporte tellement sur le principe productif des subsistances que, pour que la population existante trouve des aliments qui lui soient proportionnés, il faut qu'à chaque instant une loi supérieure fasse obstacle à ses progrès.

3/7) les solutions malthusiennes

Les obstacles à la population qui maintiennent le nombre des individus au niveau de leurs moyens de subsistance, peuvent être rangés sous deux chefs. Les uns agissent en prévenant l'accroissement de la population, et les autres en la détruisant. La somme des premiers compose ce qu'on peut appeler l'obstacle privatif ; celle des seconds, l'obstacle destructif. L'obstacle privatif, en tant qu'il est volontaire, est propre à l'espèce humaine et résulte d'une faculté qui le distingue des animaux ; à savoir, de la capacité de prévoir et d'apprécier des conséquences éloignées.

Les obstacles qui s'opposent à l'accroissement indéfini des plantes et des animaux privés de raison sont tous d'une nature destructive. Mais l'homme, en regardant autour de lui, ne peut manquer d'être frappé du spectacle que lui offrent souvent les familles nombreuses ; il éprouve une juste crainte de ne pouvoir faire subsister les enfants qu'il aura à faire naître. Tel doit être l'objet de son inquiétude dans une société fondée sur un système d'égalité, s'il peut en exister de pareilles. De telles réflexions sont faites pour prévenir, et préviennent en effet dans toute société civilisée. Elles empêchent un grand nombre de mariages précoces, et s'opposent à cet égard au penchant de la nature. Pour les obstacles privés, l'abstinence du mariage, jointe à la chasteté, est ce que j'appelle contrainte morale.

Les obstacles destructifs qui s'opposent à la population sont d'une nature très variée. Ils renferment toutes les causes qui tendent de quelque manière à abrégier la durée naturelle de la vie humaine par le vice ou par le malheur. Ainsi on peut ranger sous ce chef toutes les occupations malsaines, les travaux rudes ou excessifs et qui exposent à l'inclémence des saisons, l'extrême pauvreté, la mauvaise nourriture des enfants, l'insalubrité des grandes villes, toutes les espèces de maladies et d'épidémies, la guerre, la peste, la famine.

Dans un pays où la population ne peut pas croître indéfiniment, l'obstacle privé et l'obstacle destructif doivent être en raison inverse l'un de l'autre : par exemple, dans les pays qui jouissent d'une grande salubrité, et où l'obstacle privé agit avec force, l'obstacle destructif agira faiblement et la mortalité sera très petite. Mais il y a très peu de pays où l'on n'observe pas un constant effort de la population pour croître au-delà des moyens de subsistance. Cet effort tend constamment à plonger dans la détresse les classes inférieures de la société, et s'oppose à toute espèce d'amélioration dans leur état.

4/7) les lois sur les pauvres

Le peuple doit s'envisager comme étant lui-même la cause principale de ses souffrances. Je suis persuadé qu'une connaissance pleine de la principale cause de la pauvreté est le moyen le plus sûr d'établir sur de solides fondements une liberté sage et raisonnable. Si nous négligeons de donner attention à nos premiers intérêts, c'est le comble de la folie et de la déraison d'attendre que le gouvernement en prendra soin. La multitude qui fait les émeutes est le produit d'une population excédante. Cette multitude égarée est un ennemi redoutable de la liberté, qui foment la tyrannie ou la fait naître. Si les mécontentements politiques se trouvaient mêlés aux cris de la faim, il faudrait s'attendre à de perpétuels changements, à des scènes de sang sans cesse renouvelées, à des excès de tout genre qui ne pourraient être contenus que par le despotisme absolu.

Avec le prétendu droit d'être nourri lorsque son travail ne peut pas lui en procurer les moyens, les lois anglaises s'élèvent contre les lois de la nature. Le nombre des ouvriers étant accru dans une proportion plus forte que la quantité d'ouvrage à faire, le prix du travail ne peut manquer de tomber ; et le prix des subsistances haussera en même temps. Pendant cette période de détresse, les embarras que cause une famille sont tellement accrus, que la population s'arrête et devient stationnaire. En même temps le bas prix du travail encourage les cultivateurs à employer sur la terre une quantité de travail plus grande qu'auparavant ; à défricher des terres incultes ; à fumer et améliorer avec plus de soin celles qui sont en culture ; jusqu'enfin les moyens de subsistance arrivent à une situation où l'obstacle mis à la population vient à cesser nouveau. Les mêmes marches rétrogrades et progressives ne manqueront pas de se répéter. Une des raisons pour lesquelles on n'a pas beaucoup remarqué ces oscillations, c'est que les historiens ne s'occupent guère que des classes les plus élevées de la société. On peut dire que la science statistique est encore dans l'enfance.

En Angleterre, les lois sur les pauvres tendent manifestement à accroître la population sans rien ajouter aux moyens de subsistance. Un homme peut se marier avec peu ou point de moyens de soutenir une famille, parce qu'il compte sur les secours de sa paroisse. Ainsi les lois y créent les pauvres qu'elles assistent. Il faut donc que les subsistances se répartissent en portions moindres. D'où il arrive que le travail de ceux qui ne sont point assistés achète une moindre quantité d'aliments qu'auparavant. Et, par une conséquence inévitable, le nombre de ceux qui ont recours à l'assistance doit augmenter sans cesse. Les lois sur les pauvres, telles qu'elles existent

en Angleterre, ont contribué à élever le prix des subsistances, et à abaisser le prix réel du travail. Elles ont donc contribué à appauvrir la classe du peuple qui ne vit que de son travail. Il est bien probable d'ailleurs qu'elles ont contribué à faire perdre aux pauvres les vertus de l'ordre et de la frugalité. Les lois sur les pauvres ont été incontestablement établies dans des vues pleines de bienveillance. Mais il est évident qu'elles n'ont point atteint leur but. Je suis persuadé que si ces lois n'avaient jamais existé en Angleterre, la somme totale du bonheur eût été plus grande chez le peuple qu'elle ne l'est à présent.

Ce que je propose, c'est l'abolition graduelle des lois sur les pauvres, assez graduelle pour n'affecter aucun individu qui soit actuellement vivant, ou qui doivent naître dans les deux années prochaines. Ces raisonnements ne s'appliquent pas aux cas d'une urgente détresse, produite par quelques accidents que n'a point occasionné l'indolence ou l'imprudence de celui qui en est la victime. En aucun cas, nous ne devons perdre l'occasion de faire du bien.

5/7) le sens des limites

Il n'est pas vrai que si parmi les animaux, il se trouve quelques individus qui possèdent les qualités que l'on recherche, à un plus haut degré que leurs pères ou leurs mères, ces animaux soient indéfiniment perfectibles. Le progrès d'une plante, qui passe de l'état sauvage à celui d'une fleur de jardin, est frappant. L'un des traits les plus marqués de ce progrès est l'augmentation de grandeur. Mais nous pouvons nous tenir pour assurés de l'existence d'une limite à l'amélioration des plantes comme à celle des animaux, quoique nous ne puissions pas l'indiquer avec précision. Quant à la vie humaine, il est permis de douter que, depuis que le monde existe, il se soit opéré aucune amélioration organique dans la constitution de notre corps. Il ne paraît pas y avoir eu le moindre signe d'un accroissement de la durée de la vie humaine.

Si nous laissons la population s'accroître trop rapidement, nous mourons misérablement, en proie à la pauvreté et aux maladies contagieuses. Les lois de la nature sont semblables et uniformes. Chacune d'elles nous indique le point où, en cédant à ses impulsions, nous passons la limite prescrite par quelque autre loi collatérale et non moins importante. Si manger et boire sont une loi de la nature, c'en est une aussi que l'excès en ce genre nous devient nuisible ; et il en est de même à l'égard de la population. Une cause de la famine est la grande consommation de grain qu'entraîne la fabrication des eaux-de-vie. La consommation des grains, pour d'autres usages que la nourriture, empêche la population d'atteindre la dernière limite des subsistances. La nourriture végétale, mêlée de temps en temps d'une ration convenable de viande, suffirait pleinement aux désirs d'un peuple frugal, et maintiendrait chez tous les individus qui le composent la santé, la vigueur et la gaieté.

Si un homme ne peut nourrir ses enfants, il faut donc qu'ils meurent de faim. Et s'il se marie malgré la perspective de ne pas pouvoir nourrir les fruits de son union, il est coupable des maux que sa conduite attire sur lui, sur sa femme et sur ses enfants. Il est évidemment de son intérêt (et il importe à son bonheur) de retarder son mariage jusqu'à ce qu'à force de travail et d'économie, il soit en état de pourvoir aux besoins de sa famille. Ainsi des considérations tirées de son propre intérêt et de son propre bonheur lui imposent l'obligation stricte de la contrainte morale.

Y a-t-il un homme qui, ayant été élevé par ses parents, ne jouisse pas sous certains rapports de leurs vertus et ne souffre pas de leurs vices ; dont le caractère ne se ressente pas des utiles impressions qu'il a reçues de leur prudence, de leur justice, de leur tempérance ; ou n'ait été flétri par l'effet de leurs mauvaises dispositions à ces divers égards.

6/7) Malthus répond aux critiques

La plupart des attaques contre cet ouvrage sont moins de réfutations que des déclamations ou des injures qui ne méritent aucune réponse. Je suis donc appelé à relever des objections qui ont été faites en simple conversation.

La première grande objection est que mes principes contredisent le commandement du Créateur, ordre de croître, de multiplier et de peupler la terre. Je suis pleinement persuadé que c'est le devoir de l'homme d'obéir à son Créateur, mais ce commandement est subordonné aux lois de la nature. Si, par une opération miraculeuse, l'homme pouvait vivre sans nourriture, nul doute que la terre ne fût très rapidement peuplée. Mais comme nous n'avons aucune raison de compter sur un tel miracle, nous devons, en qualité de créatures raisonnables, examiner quelles sont les lois que notre Créateur a établies relativement à la multiplication de l'espèce. Il n'y a aucun chiffre absolu : garnir une ferme de bestiaux, c'est agir selon la grandeur de la ferme et selon la richesse du sol qui comportent chacune un certain nombre de bêtes. Le fermier doit désirer que ce nombre absolu croisse. Mais c'est une entreprise vaine de prétendre augmenter le nombre avant d'avoir mis les terres en état de les nourrir. Je suis prêt à reconnaître que la puissance d'un Etat ne doit pas se mesurer par l'étendue d'un territoire, mais par l'étendue de la population. C'est méconnaître mes principes que de m'envisager comme un ennemi de la population, les ennemis que je combats sont le vice et la misère.

La seconde objection est tirée de ce que je nie que les pauvres aient *droit* d'être entretenus par le public. Ceux qui font cette objection sont tenus de prouver que le rapport de la population et des subsistances est faux ; car s'il est vrai, l'assertion qu'ils attaquent est incontestable. Il s'ensuit que si chacun se marie dès que son goût l'y porte, tout le travail de l'homme ne peut nourrir tout ce qui naît. D'où il suit inévitablement que le *droit* d'être nourri ne peut appartenir à tous. Ceux qui soutiennent que ce droit existe, et qui cependant vont en voiture, vivent dans l'abondance, nourrissent même des chevaux sur un sol qui pourrait nourrir des hommes, me semblent mal d'accord avec leurs propres principes. Si je suis fermement convaincu que les lois de la nature, c'est-à-dire, les lois de Dieu, ne me donnent aucun droit à l'assistance, je me sentirai d'abord fortement tenu de mener une vie frugale et laborieuse. Mais si, malgré toute ma prudence, j'étais en proie au besoin, j'envisagerais ce malheur du même œil dont on envisage la maladie, comme une épreuve qu'il est de mon devoir de supporter avec courage et résignation. Tous mes raisonnements et tous les faits que j'ai recueillis prouvent que, pour améliorer le sort des pauvres, il faut que le nombre proportionnel des naissances diminue. Il suffit d'améliorer les principes de l'administration civile et de répandre sur tous les individus les bienfaits de l'éducation. A la suite de ces opérations, on peut se tenir pour assuré qu'on verra une diminution des naissances. Si on pouvait dans les écoles joindre aux divers objets d'enseignement quelques-uns des principes les plus simples de l'économie politique, il en résulterait pour la société un avantage infini ; ainsi de mettre à la portée du peuple les principes sur lesquels se règlent les prix d'achat et de vente.

7/7) remarques remarquables de Malthus

La petitesse de certains Etats fait bientôt connaître à tout homme capable de réfléchir la tendance qu'a la population à s'accroître au-delà des moyens de subsistance. Législateurs et philosophes ne perdirent pas de vue, comme font trop souvent les politiques modernes, un objet si immédiatement lié à la paix et au bonheur social.

Un marché surchargé d'ouvriers, et de forts salaires à chacun d'eux, sont deux choses parfaitement incompatibles.

Un pays qui se nourrit lui-même ne peut point être réduit tout à coup à voir sa population éprouver une décadence inévitable. Si les exportations d'un pays purement commercial éprouvent une diminution importante, ce pays peut perdre le pouvoir d'entretenir tous ses habitants.

Nous savons tous combien les manufactures sont sujettes à tomber par le caprice de la mode, ou par les accidents de la guerre.

On a remarqué constamment, que toutes les colonies nouvelles établies dans des pays salubres, où la place et la nourriture ne manquent point, ont fait des progrès rapides dans leur population.

Si l'Amérique continue à croître en population, les indigènes seront toujours plus repoussés dans l'intérieur des terres, jusqu'à ce qu'enfin leur race vienne à s'éteindre.

On ne peut lire le récit de la conquête du Mexique et du Pérou sans être frappé de cette triste pensée, que la race des peuples détruits était supérieure, en vertu aussi bien qu'en nombre, à celle du peuple destructeur.

Aussi longtemps que l'Europe continuera d'être assez barbare pour acheter des esclaves en Afrique, nous pouvons être sûrs que l'Afrique continuera d'être assez barbare pour lui en vendre.

L'émigration, en supposant qu'on en pût faire un libre usage, est une ressource qui ne peut être de longue durée.

Quoique Aristote ait fixé l'âge au mariage à 37 ans pour les hommes, il craint encore qu'il n'y ait trop d'enfants, et il propose d'en régler le nombre dans chaque famille. A cet effet, si une femme devient enceinte après avoir atteint ce nombre limité, il faudra que son fruit soit détruit avant d'avoir vu le jour.

L'esprit de bienveillance, que l'abondance fait éclore et alimente, est comprimé par le sentiment du besoin. Les passions basses reparaissent. L'instinct, qui dans chaque individu veille à sa propre conservation, étouffe les émotions plus nobles et plus douces. Le blé est cueilli avant sa maturité ; on en amasse secrètement au-delà de la portion légitime. En vain la bienveillance jette encore quelques étincelles mourantes ; l'amour de soi, l'intérêt personnel, étouffe tout autre principe.

Tout lecteur équitable doit reconnaître que l'*objet pratique* que l'auteur a eu en vue par-dessus tout est d'*améliorer le sort et d'augmenter le bonheur des classes inférieures de la société*.

(Flammarion, 1992)

Jean Dorst et la question démographique



Le Seigneur a dit : « croissez et multipliez... » – Oui, mais il n'a pas dit par combien !

L'humanité a réussi à se débarrasser de la plupart des freins à sa prolifération. La poussée démographique, tempête qui modifie entièrement l'équilibre des forces et qui menace nos moyens même de subsistance, dépasse tous les autres problèmes qui paraissent de ce fait mineur. Comme le souligne un rapport des Nations unies (1958), si le rythme actuel d'accroissement se poursuivait encore pendant 600 ans « le nombre des êtres humains serait tel que chacun n'aurait plus qu'un mètre carré à sa disposition. » Il faut reconnaître qu'en dépit de quelques erreurs, provenant notamment du développement du machinisme qu'il n'avait pas prévu, Malthus (Essay on the Principle of Population, 1798) avait raison. Pour le naturaliste, l'accroissement actuel des populations humaines a les caractères d'une véritable pullulation. Êtres humains doués de raison, proportionnant leur expansion aux moyens de subsistance, ou créatures proliférantes, dégradant leur propre habitat, il nous appartient de choisir ce que nous voulons être.

Nous sommes parfaitement conscients du fait que les rendements agricoles ont été considérablement augmentés depuis les premières ères de l'humanité. Mais il faut tenir compte du fait que les difficultés de répartition des

denrées entre les différentes fractions de population ne disparaîtront pas facilement, sans doute même jamais. S'il n'y a qu'un monde à beaucoup de points de vue, notamment celui du biologiste, il y en a plusieurs sur le plan économique. Aussi est-il sage que chacune des fractions de l'humanité proportionne son expansion démographique à ses ressources propres.

L'extension des villes se fait souvent au détriment d'excellentes terres agricoles. Aucune des grandes agglomérations ne peut, et ne pourra jamais plus constituer une communauté humaine. La vie des citadins est devenue une vie en commun, puis une existence concentrationnaire. Les hommes ont dorénavant à choisir entre un en-casernement dans des « boîtes à loger » ou l'hébergement dans de petites maisons individuelles implantées de plus en plus loin de leur lieu de travail. L'énergie dilapidée en pure perte dépasse toute évaluation. Même si l'homme arrive à se sustenter, les problèmes psychologiques posés par son grouillement demeureront entiers. Le bien-être matériel de l'humanité, mais aussi sa dignité et sa culture, sont compromis dans leurs fondements.

Un premier moyen de régulation est l'émigration. Or cela n'est plus guère possible à l'heure actuelle car toute la planète est strictement compartimentée et coupée de barrière. Un deuxième procédé est l'augmentation du taux de mortalité. Certaines sociétés primitives éliminent les vieillards, tandis que d'autres préconisent l'infanticide. C'est impossible à envisager dans le cas de l'humanité évoluée. Le troisième procédé consiste à une diminution du taux de natalité. Aucune religion, aucune morale et aucun préjugé ne doivent nous en empêcher. Le jour où les peuples se jetteront les uns contre les autres, poussés par des motifs en définitive écologiques, cela serait-il plus hautement moral que d'avoir maintenu les populations humaines en harmonie avec leur milieu ?

[Avant que nature meure](#) de Jean Dorst (1965)

▲ RETOUR ▲

.ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE EN CHINE...

3 Août 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

... [En baisse](#). Avec, bizarrement, une épidémie qui rebondit. A mettre en parallèle avec les problèmes de coupures d'électricité.

On sera pas dans une grosse galéjade, genre rascasse qui bloque le port de Marseille ???

On peut se demander, aussi, pourquoi les producteurs de **pétrole** ont tant de mal à s'accorder sur une mince augmentation de production (400 000 barils jour), alors que certains nous disent qu'il existe une reprise économique foudroyante, et qu'on est toujours très en deça de la consommation de 2019 -102 millions de barils /jour- pour seulement 93 millions aujourd'hui...

Nouveau confinement, donc, en Chine, c'est un nouveau prétexte à une réduction de consommation.

Rajoutons, en Europe, une Russie qui n'augmente pas [ses quantités de gaz fournies](#), mais ses prix. De bien mauvaises langues diraient qu'il y a peut être un épuisement et/ou un choix politique de vendre plus cher, parce qu'ailleurs ne pourra pas servir plus.

[Toujours dans le même registre](#), "pour sauver la planèteuuuhh" l'UE promet de baisser de 55 % les émissions de gaz. Promis, je pète plus. Là aussi, en vérité, ce sera plutôt du SUBI que du VOLONTAIRE, le volontaire n'étant que l'habillage du subi. Le renouvelable est la seule possibilité d'une [production locale](#), les importations devenant incertaines, du fait, la aussi, des pics de production et des pics des exportations.

[Si les investissements pétroliers](#) et gaziers deviennent indésirables pour l'agence internationale de l'énergie, il ne faut pas croire, non plus, que c'est pour "sauver la planète", mais c'est parce qu'ils sont DEJA en chute libre depuis 2014, faute de champs rentables et faute d'importance des nouvelles découvertes. Pourquoi s'emm...iéler à aller exploiter des champs qui produiraient de quoi remplir un briquet et qui produirait une fraction ridicule des "besoins".

Je rappellerais ici ma pensée profonde : *"Dis moi quels sont tes besoins, je te dirais comment t'en passer !"*

.LE VACCIN GRIPPAL ...

... Apparemment est efficace, au moins en partie, contre le covid. En tous cas, avec beaucoup moins de risques.

[Il éviterait les formes graves.](#)

"Le vaccin contre la grippe protège contre certains des effets sévères du COVID-19, notamment la septicémie, la thrombose veineuse profonde (TVP) et l'accident vasculaire cérébral (AVC), et donc indirectement contre la nécessité de soins intensifs, suggère cette étude de l'Université de Miami présentée au Congrès 2021 de la Société européenne de microbiologie clinique et des maladies infectieuses (European Congress of Clinical Microbiology & Infectious Diseases-ECCMID)".

Et un bémol :

En revanche le vaccin contre la grippe ne semble pas réduire le risque de décès.

Bémol qu'il faut relativiser. Vu que l'âge médian des décédés, c'est 85 ans (né avant 1936) et moyen, 81 ans. A ce niveau là, **c'est un vaccin contre la mort qui est nécessaire.** Perso, je serais pas contre, mais profondément sceptique.

Un des personnages célèbres qui cherchait à ne pas mourir, c'est Ponce de Léon. Mais, même au XVI^e siècle, avec sa recherche de la source de jouvence, il passait pour "el Loco".

Visiblement, [les vaccins US](#) sont loin d'avoir la même efficacité, vu ce qui arrive en [Israël et en Islande](#).

"On n'en est pas encore à reconnaître que le vaccin ne protège pas efficacement contre le virus, et donc que la mise du pays à feu et à sang pour imposer la vaccination est une erreur stratégique majeure, mais on approche lentement d'une prise de conscience de la situation... et de ses dangers juridiques pour les décideurs. Imposer un vaccin inefficace pourrait en effet donner lieu à de lourdes sanctions pénales contre les responsables de cette décision absurde, surtout s'il s'avère que les effets secondaires causés par les vaccins sont importants, et douloureux".

▲ RETOUR ▲

ÉCHEC MISÉRABLE

6 Août 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

[le pentagone](#) a "misérablement échoué" dans une guerre simulée contre la Chine, sans doute parce qu'une parité technologique a été atteinte.

L'armée zoulou, c'est celle qui n'a pas d'industrie derrière elle, et reposant sur l'héroïsme seul de ses combattants. Courage éclatant chez les zoulous, beaucoup moins dans l'armée US.

Or, l'armée US n'a plus d'industrie derrière elle. La plupart est délocalisée, l'autre partie qui risque, ne fabrique que des nanards, vendus en corrompant, tordant les bras, mais nanards quand même. L'avantage technologique est donc chinois, désormais, et loin devant, russe.

L'USAF reconnaît qu'il lui faut autre chose que la merde appelée F35, incapable de combattre (le seul essai de la mitrailleuse en vol a fait que l'appareil s'est abattu lui-même, c'est très fort ça), juste capable de tirer des missiles à très longue distance), et comme la maintenance y est démesurée, le plus souvent incapable de voler. Cher, il est de plus truffé des défauts importants : 900, qui, de plus sont irréformables.

Boeing lui aussi, ne sait plus faire des avions qui ne se crashent pas (c'est fort ennuyeux, surtout pour ses passagers et équipages), et globalement, les USA ne produisent plus rien, sauf du PQ de piètre qualité, appelé "dollar".

Donc, cela me permet d'avoir un avis sur ce que certains appellent "l'extermination par la vaccination", pour réduire, d'ici 2030, la population de 90 %.

Si sur mon blog, je vais chercher la petite bête, je pense que là, c'est faux.

D'abord, le piège, ça peut être de décrédibiliser la blogosphère alternative. Une fausse nouvelle de ce genre, c'est l'idéal.

En plus, il faudrait que les vaccins, certes qui feront des dégâts, et qui en font, soient bien torchés. A mon humble avis, vu le niveau d'intelligence, d'efficacité et de qualité, c'est loin d'être le cas. Le dernier cas de guerre bactériologique, comme la guerre de Corée a littéralement fait mourir Mao de rire. Les containers américains ont sans doute plus tué par la chute directe que par les épidémies qu'ils étaient sensés propager ("Ce n'est guère efficace" disait Mao).

Ensuite, il faudrait que la planète entière soit submergée de ces produits. ce n'est pas le cas, par exemple de 3 pays, Chine, Russie, Inde, qui n'ont pas du tout la même optique pour leur population. là, on est déjà dans les choux, 50 % survivront. ça serait leur laisser la place...

Pour le reste, si la demande d'énergie a besoin d'être réduite de manière symétrique et systématique, il ne faut pas aller trop loin, trop vite, et il faut rester dans le tempo.

On voit que la manipulation fonctionne encore bien, et les anti-vax seraient les seuls à survivre ? Sans compter la colère des vaccinés ? Les épidémies des siècles passés ont démontrées que les gens persuadés de mourir sous peu faisaient voler en éclat les cadres sociaux, et qu'il y avait de fort sanglants soulèvements.



La "grande commocion" appelée désormais grande jacquerie a suivie de peu la grande peste noire et a imprimé sa marque dans les mentalités. Quitte à mourir, tuons avant.

D'autant que la manipulation vaccinale, la manipulation réchauffiste est encore prégnante, et fournit des dissidents bouc émissaires, crédibles.

En plus, si on veut organiser une décroissance rapide de la population, on tue les marchés, on tue la demande, alors qu'on arrive très bien, aux USA, à mettre 40% de la population au chômage sans remise en question. A la limite, on retrouve une dualité, des zones rurales quasi indépendante, et des élites réfugiées dans des villes qu'ils contrôlent encore et qui en sont la représentation officielle.

Ce qu'essaie, à mon avis, de faire la classe dirigeante, c'est de tenter la décroissance. Cette décroissance doit s'ajuster dans le tempo, ni trop lente, ni trop rapide. On peut très bien plonger des tranches de plus en plus grandes de la population dans la misère sans trop de mal, mais même le macronisme a besoin d'une adhésion minimale des "cadres" de la société, massivement vaccinés.

Il serait cocasse qu'ils aient tué leurs suppôts, les passifs et qu'ils aient épargné les adversaires les plus résolus...

Faire péter de trouille la population avec un variant à tire-larigo, c'est bien plus efficace...

.RESTONS RATIONNELS

Comme je le disais précédemment, il faut rester rationnel.

Les industries pharmaceutiques ont livrés des produits frelatés, certes, meurtriers, et il y aura retour de bâton, même si elles ont truffé leurs contrats de clause de non-responsabilités. Les responsables politiques aussi, même si le plus gros peut éventuellement y réchapper.
Le vent tournera un jour ou l'autre.

Il faut rester rationnel, et par exemple, je ne boude pas mon plaisir pour [le charbon chinois](#). La réouverture des [mines chinoises](#) (15) pour un an, et pour produire 44 millions de tonnes supplémentaires prouve que [mon](#)

[analyse](#) était bonne. [Ils manquent](#) tout bonnement de charbon, la montée des prix permet d'en rendre certaines rentables (ça sera provisoire), et devant le manque, on se fout de la rentabilité pour une petite période, ce qui ne change rien au problème de fond. Ce sera provisoire aussi.

On peut même dire que j'étais peut être un peu optimiste. Parce qu'en plus, à la différence de début juin, et des ruptures d'approvisionnements, **on apprend la dépression de la production manufacturière. Or, toute production industrielle utilise non plus le muscle du chinois, comme ce fut le cas 4950 années, mais de l'électricité.**

Les stocks chinois brillaient surtout par leur modestie. On parlait de 100 millions de tonnes, et on les voyait descendre à 40. Pour un pays qui en consomme 4000, c'est à peine 4 jours. Insuffisant. Surtout si les mines plus lointaines désormais, doivent expédier leur charbon, avec les temps de roulages, de chargements et de déchargements accrus.

Restons rationnels aussi dans l'appréciation de certaines situations. Si cela [flambe dans certains pays](#), il n'y a pas besoin, ni de complots, ni d'incendiaires (même s'ils sont là), simplement un changement d'habitudes humaines. Explications. Il y a encore 50 ou 60 ans, la biomasse, le bois tombé ou pas, était ramassé par qui le voulait, avec des chariottes à bras. Habitudes millénaires abandonnées parce que c'est plus facile de faire livrer fioul, électricité et gaz, et que les lois ont changés. Un usage que personne, nulle part ne pouvait remettre en cause a été gommé sous des prétextes écologiques. Pas besoin de complot, le mécanisme normal. Tous ces lotissements que j'avais baptisé il y a longtemps des "forêts-lotissements". La forêt a quand même un potentiel important pour brûler. Et ça arrive quelquefois.

La biomasse s'entasse, et comme en Australie, flambe dans des incendies gigantesques. Pas besoin de réchauffement climatique. Simplement un stock qui n'est plus exploité, une population urbaine à 75 % et le reste qui n'est plus rural, c'est à dire qui ne tire pas sa subsistance en bois ou autres, du voisinage.

Comme l'a dit un internaute, le GJ n'est pas un révolutionnaire. Il réclame d'avoir SA part de pétrole, de voyages et de croisières. Alors qu'on lui a demandé de se rationner. **Plus efficace a été le coronavirus pour priver les bougistes de kérosène.**

Quant à l'objectif de baisse de 55 % de la consommation, je n'ai aucun doute, ça sera réalisé facilement. Par pénurie, bien sûr.

▲ RETOUR ▲

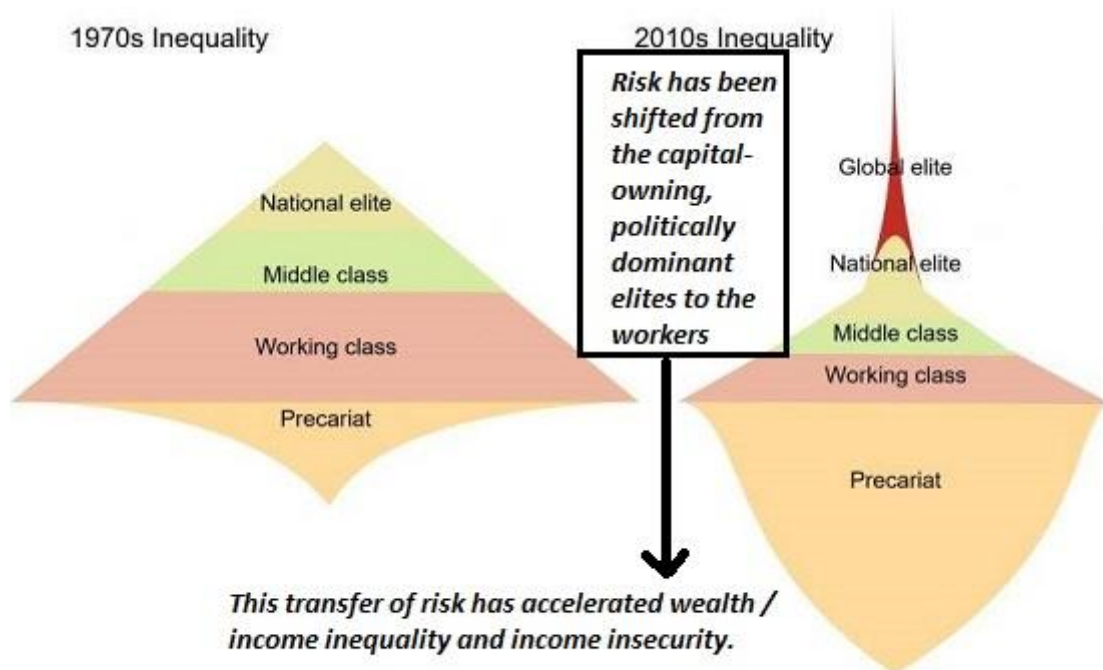


Le décor est planté pour une guerre entre Israël et l'Iran qui pourrait commencer avant la fin de l'année 2021. Le 5 août 2021 par Michael Snyder



.Pendant que le troupeau somnole, le risque monte en flèche

Charles Hugh Smith Mercredi, 04 Août, 2021



Notes by charles hugh smith www.oftwominds.com August 2021

Ce transfert massif du risque des élites vers les travailleurs devient finalement conséquent, car les inégalités de richesse, de revenu et de sécurité atteignent des niveaux extrêmes qui déstabilisent la société et l'économie.

L'une des tendances financières les plus importantes de ces 50 dernières années a été ignorée au point d'être invisible. Je veux parler du transfert des risques des classes supérieures vers les classes moyennes et populaires. Ce transfert de risque a été généralisé, couvrant l'ensemble du spectre économique :

1. L'emploi est passé de la sécurité (faible risque de revenus inégaux/imprévisibles pour les travailleurs) à l'insécurité/précarité (risque élevé de revenus inégaux/imprévisibles). Les gig workers sont classés comme des travailleurs contractuels et ne bénéficient donc d'aucun avantage.

2. Les soins de santé ont été transférés vers les travailleurs / le gouvernement, les entreprises jouant sur les heures de travail des employés pour éviter de payer les soins de santé ; pour ceux qui ont une couverture, les co-paiements mensuels payés par les travailleurs montent en flèche, les employeurs transférant les coûts vers les employés. Les régimes de soins de santé ont également transféré les coûts et les risques aux travailleurs avec des régimes à franchise élevée, c'est-à-dire un simulacre d'assurance maladie.

3. Les pensions du secteur privé sont passées des pensions à prestations définies (coûts et risques supportés par les employeurs) aux contributions équivalentes aux plans 401K (coûts et risques supportés par les employés).

4. Les politiques de la Réserve fédérale ont détruit les rendements sûrs des comptes d'épargne et des comptes du marché monétaire, obligeant les travailleurs à assumer les risques énormes du casino boursier truqué (qui est truqué au profit des traders à haute fréquence, des maisons de courtage en amont et de ceux qui disposent d'informations distribuées de manière asymétrique, c'est-à-dire les initiés).

5. La charge fiscale s'est déplacée vers les travailleurs pauvres (impôts élevés sur la sécurité sociale et l'assurance maladie), les travailleurs à haut revenu (impôts élevés sur le revenu), les propriétaires (impôts fonciers élevés) et les petites entreprises, tandis que les sociétés et les milliardaires échappent à l'impôt grâce à des échappatoires et des subventions sans fin.

6. Les entreprises mondiales ont transféré les risques aux petites entreprises par le biais de l'arbitrage mondial en matière d'environnement, de réglementation, de travail et de devises. Les gouvernements locaux s'empressent d'accorder aux multinationales des allégements fiscaux et de généreuses subventions, tout en imposant des taxes et des impôts de plus en plus lourds aux petites entreprises appartenant à des citoyens ordinaires.

Ce transfert massif de risques des élites vers les travailleurs devient finalement conséquent, car les inégalités de richesse, de revenu et de sécurité atteignent des niveaux extrêmes qui déstabilisent la société et l'économie. Comme Gordon Long et moi-même l'expliquons dans notre nouvelle vidéo, *The World Just Got a Lot Riskier*, le capitalisme de connivence s'est transformé en capitalisme prédateur, le gouvernement, la finance et la corporatocratie s'étant alliés pour former une classe d'élite homogène (et parfaitement corrompue) qui s'est déchargée du risque systémique sur la classe non protégée.

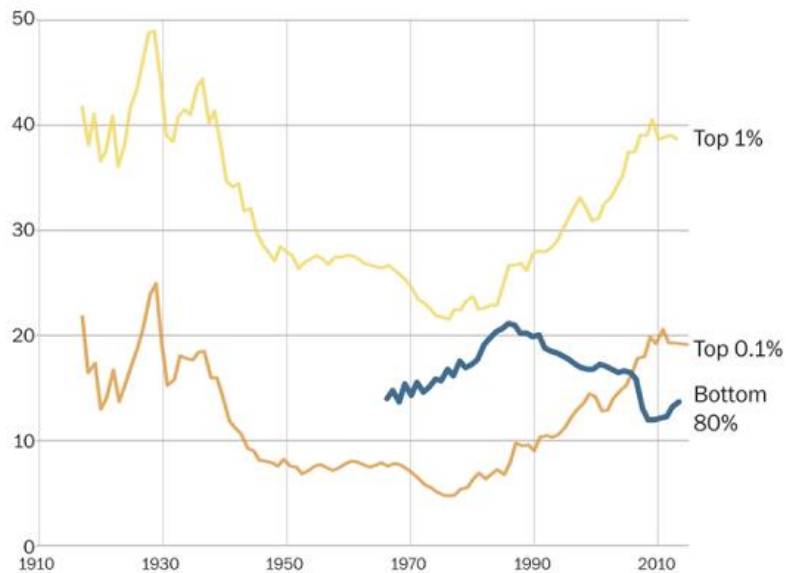
Comme je le fais souvent remarquer, le risque ne peut être supprimé, il ne peut être que transféré. Transférer le risque vers ceux qui sont le moins à même d'en supporter les conséquences revient en fait à transférer le risque vers le système financier lui-même, ce qui amplifie les risques d'un effondrement systémique.

Le troupeau est endormi, anesthésié par le narcotique de l'aléa moral infini de la Réserve fédérale. Une fois que le risque ne pourra plus être supprimé, le troupeau se réveillera et se transformera en une ruée dans laquelle chaque individu se précipitera vers des pertes catastrophiques en étant absolument sûr que la Fed protège ses intérêts. Désolé, mais la Fed ne protège que les copains des banques, les capitalistes prédateurs, les milliardaires, les financiers en première ligne et les entreprises mondiales.

Gordon et moi discutons de ces risques accrus dans *The World Just Got a Lot Riskier* (36 minutes).

The top 0.1% now own more than the bottom 80%

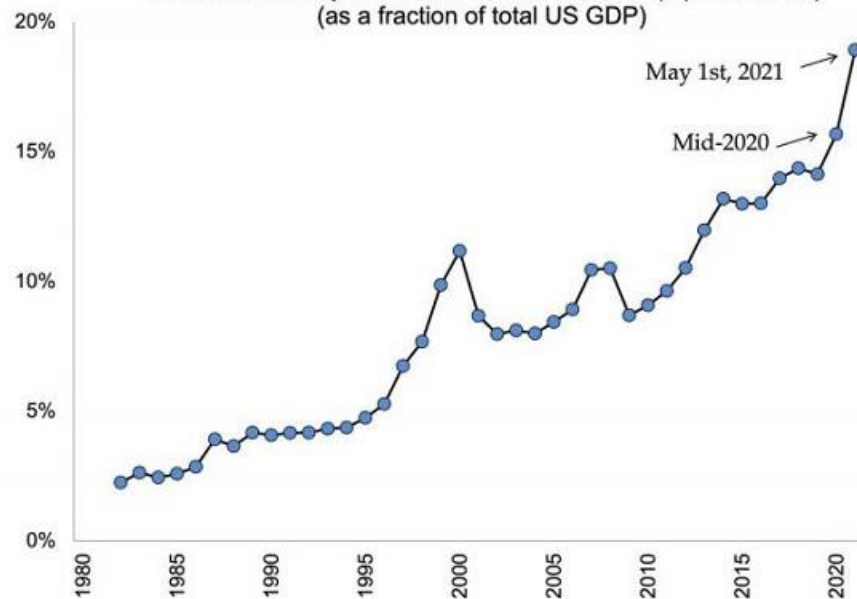
Share of American wealth owned by the top 1%, the top 0.1%, and the bottom 80% of American adults



Sources: Gabriel Zucman, World Inequality Database

THE WASHINGTON POST

Wealth of the top 400 wealthiest Americans (top 0.00025%) (as a fraction of total US GDP)



▲ RETOUR ▲

.La vérité sur les infrastructures

Brian Maher 30 juillet 2021



Rapports CNBC :

Le Sénat a voté vendredi pour aller de l'avant avec un projet de loi bipartisan sur l'infrastructure, alors que le chef de la majorité Chuck Schumer fait pression pour qu'il soit adopté dès la semaine prochaine... La mesure injecterait 550 milliards de dollars de nouveaux fonds dans les transports, l'électricité, l'eau et le haut débit. Bien que les négociateurs aient indiqué les montants qui seraient consacrés aux routes, aux chemins de fer et aux stations de recharge des véhicules électriques, les sénateurs n'ont pas encore publié la législation finale.

Nous ne pouvons que spéculer sur les jolies prunes que les "négociateurs" coinceront dans les crevasses. Mais nous sommes sûrs de ceci :

Les panais seront beurrés, les paumes seront graissées, les dos seront égratignés, les bras seront tordus... et les contribuables seront roulés.

Il n'est pas nécessaire de le mentionner - nous le mentionnerons quand même - le gouvernement des États-Unis n'a pas les moyens d'améliorer l'infrastructure du pays.

Les comptes sont à découvert.

Le département du Trésor des États-Unis déverse plus d'argent par la porte arrière qu'il n'en ramène par la porte avant.

Le gouvernement doit donc tendre un chapeau vide... emprunter... et plonger la nation de plus en plus profondément dans la mer rouge de la dette.

Quand les dépenses passent pour des investissements

L'infrastructure de l'Amérique nécessite-t-elle une chirurgie d'urgence ? Alors laissez-la subir une chirurgie d'urgence.

Le pont qui grince est un désastre en devenir. Le nid de poule est une menace. La rupture d'une conduite d'eau est une migraine.

Les exemples se multiplient et se multiplient. Et pourtant :

En période d'abondance, ces besoins criants sont pris pour ce qu'ils sont. Ils sont vus sous leur vrai jour - comme des dépenses.

Ce sont peut-être des dépenses nécessaires. Ce sont néanmoins des dépenses. À quelques exceptions près, ce ne sont pas des investissements.

Les voies ferrées ont été posées depuis longtemps, les autoroutes ont été pavées depuis longtemps, les conduites d'eau ont été enterrées depuis longtemps.

Ils ont déjà payé leurs dividendes.

Vous pouvez les réparer. Mais vous ne pouvez pas les recréer.

Imaginez une période d'excédent budgétaire - si vous pouvez la concevoir. Que diraient nos dirigeants ?

Ils diraient ceci :

La nation peut se permettre l'entretien. Il proviendra du Trésor débordant.

C'est seulement quand nous ne pouvons pas nous permettre l'entretien... quand le coffre-fort national est vide... que cela passe sous la bannière des "investissements".

Devenir japonais ?

Dans les années 1990, le Japon a entrepris de nombreux "investissements" similaires pour sortir de son marasme économique.

Les projets d'infrastructure se sont multipliés dans tout le pays. Du nord au sud, en passant par tous les points intermédiaires, ils ont recouvert les îles japonaises de béton.

Quels ont été les résultats ? Une "décennie perdue" - des décennies perdues, plutôt.

L'économie japonaise n'a pratiquement pas bougé d'un pouce. La Banque du Japon s'emploie toujours à "stimuler" l'économie.

Comme l'a noté l'économiste Edward Glaeser : "Le Japon est moins, et non plus, dynamique après sa manne d'infrastructures".

Pourquoi les États-Unis devraient-ils se distinguer du Japon ?

Quel multiplicateur ?

Les promoteurs crient beaucoup sur l'effet "multiplicateur" que les dépenses d'infrastructure feraient naître.

Dépensez 1 dollar et vous récolterez 1,50 dollar, chantent-ils. Ils prennent pour exemple le New Deal et ses travaux publics.

Mais nous les invitons à s'asseoir avec les preuves...

Le légendaire multiplicateur s'est avéré être un multiple de un. En d'autres termes, chaque dollar de travaux publics du New Deal a généré un dollar de revenu.

Selon certaines estimations, le multiplicateur pratiquait la soustraction. Chaque dollar a peut-être rapporté 80 cents.

Pour être juste - pour être juste - d'autres calculs ont transformé le 1 \$ en 1 \$ et plus.

Le miracle de l'eau en vin.

Pourtant, le poids lourd de la preuve indique un multiplicateur de un - l'eau en eau.

Maintenant, avancez. Les États-Unis d'aujourd'hui peuvent-ils réparer leurs infrastructures à un coût équitable ? Une fois encore, les preuves vont dans le sens contraire. Prenons, par exemple, la construction de routes...

La montée en flèche des coûts de construction des routes

Une économiste de l'université George Washington, une certaine Leah Brooks, a épluché les données. Elle est arrivée à cette conclusion :

Du début des années 1960 aux années 1980, le coût de construction d'un kilomètre d'autoroute a été multiplié par trois.

Un kilomètre coûtant hypothétiquement 1 000 dollars au début des années 1960, le même kilomètre aurait coûté 3 000 dollars dans les années 1980. Les coûts ont-ils baissé depuis ?

Non.

Une recherche conjointe de la Federal Reserve Bank of New York et de la Brown University a révélé ce fait capital :

Les coûts de construction d'un kilomètre d'autoroute interétatique ont été multipliés par cinq entre 1990 et 2008 - cinq fois !

Nous en déduisons donc que les coûts ont été multipliés par huit entre le début des années 1960 et 2008.

Nos larbins n'ont pas réussi à produire les données 2008-2021. Mais nous risquons que les coûts aient fait un nouveau tour dans les tables de multiplication.

"Des différences de coût massives"

Qu'en est-il du transport ferroviaire ? Les gains d'efficacité sont-ils plus importants ? Non, répond Vox, du moins pas selon les mesures étrangères :

Si l'on considère le nombre de kilomètres parcourus, les projets de transit ferroviaire américains sont parmi les plus coûteux au monde. À New York, le métro de la deuxième avenue a coûté 2,6 milliards de dollars par kilomètre, à San Francisco, le métro central a coûté 920 millions de dollars par kilomètre, à Los Angeles, la Purple Line a coûté 800 millions de dollars par kilomètre.

En revanche, Copenhague a construit un projet pour seulement 323 millions de dollars par kilomètre, et Paris et Madrid ont réalisé leurs projets pour 160 millions et 320 millions de dollars par kilomètre, respectivement. Il s'agit de différences de coûts considérables.

Pendant ce temps, M. Biden infesterait la nation de bornes de recharge pour véhicules électriques - environ 500 000.

Pourtant, comme le note le Competitive Enterprise Institute :

Lorsque la recherche sur les batteries des entrepreneurs rendra l'anxiété liée à l'autonomie moins problématique, la disposition de ces stations deviendra obsolète (tout comme le canal C&O).

Que deviendra l'excédent ? Quelles entreprises valables ne seront pas financées parce que ces ressources ont été jetées dans les égouts ?

Étrange logique

Mais une infrastructure adéquate sera une bénédiction pour l'environnement, affirment de nombreuses personnes. L'énergie solaire, par exemple, réduira l'empreinte carbone.

Pourtant, la Chine est quasiment à l'écart de la production de panneaux solaires. Elle les fabrique en grande partie dans des usines qui brûlent du charbon.

Le monde crache-t-il moins de carbone... en crachant plus de carbone ?

Nous l'avouons d'emblée - la logique nous échappe dans une très large mesure.

Mais de nombreux intérêts commerciaux se mettent au vert...

Beaucoup de museaux sont dans l'auge, beaucoup de seaux sont dans le ruisseau, beaucoup de mains sont dans les poches de beaucoup de contribuables.

Il existe un terme pour cela : **L'aide sociale aux entreprises**. Il existe un second terme pour cela : Capitalisme de connivence. Et ne négligeons pas de mentionner le secteur public.

"Une gigantesque aumône aux entreprises

L'économiste Véronique de Rugy :

Le plan de Biden est surtout une main tendue géante aux entreprises qui investissent déjà massivement dans les infrastructures. C'est également un cadeau aux syndicats, dont la plupart ne feront rien pour encourager le type d'activités que le président prétend soutenir, et ils rendront le coût de production des infrastructures plus élevé, de sorte que nous en verrons probablement moins.

Plus d'argent, moins d'agitation. Plus de coûts, c'est-à-dire - et moins d'infrastructures.

C'est ce que vous pouvez attendre de la loi sur l'investissement dans les infrastructures et les emplois... hélas... et des énormités qui suivront.

C'est une sacrée facture - et une sacrée facture qu'ils vont nous remettre.

▲ RETOUR ▲

.Un désastre

Jim Rickards 2 août 2021



La semaine dernière, le département du commerce américain a annoncé que le PIB des États-Unis au deuxième trimestre avait augmenté à un taux annualisé de 6,5 %.

De 2009 à 2019 (la reprise après la crise financière mondiale de 2008), la croissance annuelle moyenne du PIB des États-Unis était de 2,2 %. Donc, en comparaison avec la reprise précédente, 6,5 % semble être une croissance exceptionnellement forte.

Bien sûr, les bouchons de champagne ont volé au New York Times et dans d'autres médias grand public parce que la production du deuxième trimestre a retrouvé les niveaux de 2019. Mais la récession a pris fin en avril 2020. Nous sommes maintenant en août 2021, et ils célèbrent le fait que nous sommes revenus aux niveaux de 2019 ? C'est un rebond pathétique et vraiment rien à célébrer.

Examinons de plus près les chiffres...

Moins que ce qu'il n'y paraît

Premièrement, la plupart des analystes et des médias ont prévu que le chiffre du T2 serait de 7,5 % ou 8,0 %, il est donc tombé en dessous des attentes. Deuxièmement, l'indicateur GDPNow de la Federal Reserve Bank of Atlanta pour le PIB du deuxième trimestre est passé de 13 % en avril à 10 % en mai, puis à 7,5 % en juin.

En tenant compte du bruit, cela signifie que la croissance s'est considérablement affaiblie au cours du trimestre. Cela signifie également que si la croissance était plus forte en avril et en mai, et si la croissance pour l'ensemble du trimestre était de 6,5 %, alors le mois de juin a dû être bien inférieur à 6,5 %. C'est un calcul simple.

Cela signifie que le troisième trimestre démarre mal. Avec la variante Delta du virus, la situation est encore pire. Enfin, il y avait des données très troublantes dans les petits caractères qui accompagnent le chiffre principal.

Les importations sont en bonne santé parce que les Américains ont été un peu en train d'acheter à tour de bras, en utilisant les chèques d'aide du gouvernement. Mais les exportations ont été terribles, ce qui reflète le fait que le reste du monde est loin de se porter aussi bien que les États-Unis. En d'autres termes, les étrangers n'achètent pas nos produits parce qu'ils sont eux-mêmes en mauvaise posture.

Plus dramatiquement, le revenu personnel a chuté de 30 % sur une base annuelle. Il s'agit d'une mesure du revenu privé qui n'inclut pas les aides gouvernementales. La majeure partie de cette baisse de 30 % est due à des révisions de données antérieures, qui avaient été mises à jour par le département du commerce à l'aide d'enquêtes plus fiables.

Les ajustements statistiques mis à part, l'essentiel est que le revenu privé (tant les salaires que les allocations aux propriétaires) est resté stable pendant huit mois, depuis octobre 2020.

Pas de reprise, mais un désastre

Il ne s'agit pas d'une reprise, mais d'un désastre. Les prévisions sont d'autant plus sombres que les subventions gouvernementales s'épuisent les unes après les autres.

L'économie américaine a chuté d'environ 35 % (en rythme annuel) au cours du premier semestre de 2020, puis a effectué un retour en force, avec une hausse de 33,4 % au troisième trimestre de 2020 et un gain plus modeste de 4,3 % au quatrième trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2020, l'économie a connu la plus forte baisse depuis 1946, mais la reprise du second semestre a permis d'éviter que la situation ne soit bien pire.

Pourquoi l'économie de 2020 n'a-t-elle pas été bien pire ? La réponse est qu'un grand nombre de programmes de sauvetage financier ont été mis en place, soutenus par des dizaines de milliers de milliards de dollars d'impression monétaire ou de dépenses déficitaires.

La Fed a augmenté son bilan de plus de 4 000 milliards de dollars dans la foulée immédiate de l'effondrement. Le Congrès a approuvé des milliers de milliards de dollars de chèques envoyés directement au peuple américain. Les allocations chômage ont été prolongées et augmentées. Les remboursements des prêts étudiants ont été reportés. Des prêts du Plan de protection salariale ont été accordés aux petites entreprises (et la plupart ont été annulés par la suite).

Le train de la richesse s'est arrêté

Mais l'extension des allocations de chômage est en grande partie terminée. Les prêts du plan de protection salariale sont terminés. Aucun chèque supplémentaire ne sera envoyé en masse, comme ce fut le cas en février et décembre derniers.

Avec la fin des aides gouvernementales, la stagnation des revenus privés et la chute des exportations, on ne voit pas bien ce qui va stimuler la croissance du PIB au cours du second semestre de 2021. Pour couronner le tout, le moratoire sur les expulsions locatives est terminé.

Le moratoire sur les expulsions locatives était l'un des programmes les plus efficaces et les moins rapportés. Il s'agissait d'un programme fédéral, bien qu'il existe de nombreux équivalents locaux.

Lorsque les locataires savaient qu'ils ne pouvaient pas être expulsés, ils cessaient de payer leur loyer. Ce programme était si répandu que 14,7 % de tous les locataires américains doivent aujourd'hui des arriérés de loyer. Ce moratoire a expiré samedi dernier. Que se passera-t-il ensuite ?

Ce serait une chose si les locataires avaient mis l'argent du loyer mensuel en dépôt afin qu'il soit disponible à l'expiration du moratoire. Mais il est peu probable que cela se soit produit pour quelques-unes des six millions de familles couvertes par le programme.

Un moratoire de trois ou quatre mois sur les expulsions à partir d'avril 2020 aurait pu avoir un certain sens. Mais la mise en œuvre du programme pendant 15 mois sans plan de sortie en douceur a entraîné une nouvelle crise pour une économie qui n'est pas encore au point.

Les propriétaires ont aussi des factures à payer

Les gens compatissent naturellement avec les locataires qui ont été touchés par le COVID. Cependant, les propriétaires ne sont guère pris en considération. De nombreux propriétaires ont des hypothèques et ont dû

payer le principal et les intérêts aux banques, ainsi que l'entretien et les impôts fonciers, alors que leurs locataires ne payaient pas de loyer.

Aujourd'hui, ces propriétaires veulent percevoir les arriérés de loyer afin de se mettre en règle avec leurs propres obligations. De nombreux locataires n'ont tout simplement pas d'argent. Ce qui va suivre, c'est une vague d'expulsions.

Cela mettra un nombre énorme d'Américains à la rue, à la recherche d'un nouvel endroit où vivre, sans beaucoup d'argent dans leurs poches. Cela pourrait également conduire à un marché du logement déprimé dans certaines villes, car un grand nombre de biens locatifs seront mis sur le marché alors que les gens fuient les villes pour s'installer dans les banlieues ou dans des États plus attrayants comme la Floride.

Il s'agira d'un vent contraire de plus pour l'économie, car les locataires doivent faire face aux coûts du logement et les propriétaires à un surplus de biens à louer. C'est un exemple de plus des conséquences involontaires de l'intervention du gouvernement.

Bien sûr, le marché boursier est toujours au pays des bulles et dans le déni de toutes ces données techniques. Cela ne durera pas. Le marché boursier peut continuer à flotter pendant encore un mois ou deux, mais d'ici octobre, une correction sévère pourrait être dans les cartes, car les nouvelles données rendent impossible d'ignorer la réalité.

▲ RETOUR ▲

.Le gouvernement fédéral américain a prolongé son moratoire sur les expulsions

Bill Bonner | 4 août 2021 | Le journal de Bill Bonner



POITOU, FRANCE - La semaine dernière, les journaux commençaient à s'inquiéter ; les mains commençaient à se tordre. Des larmes coulaient sur les feuilles de papier.

Un titre mettait en garde contre un immeuble d'habitation à loyer modéré à Des Moines, dans l'Iowa, qui allait être vidé pour être rénové. Un autre à Cleveland, dans l'Ohio. Dans tout le pays... quelque **40 millions de personnes** qui avaient été protégées par un "moratoire sur les expulsions", étaient maintenant confrontées à l'imminence de devenir sans-abri.

"Mis dehors" dans la rue. Leurs biens dans des sacs en plastique. Leurs vies en lambeaux. Pas d'endroit où aller.

Pire, les méchants propriétaires - du moins à Cincinnati, par exemple - s'attendaient à ce qu'ils remboursent non seulement le loyer... mais aussi les dégâts qu'ils avaient causés à leurs appartements. Il les a poursuivis pour 10 000 dollars chacun.

Notre message aujourd'hui : Les fédéraux n'ont pas rendu service aux locataires.

Au contraire, ils ont été piégés.

En retard sur le loyer

Grâce à Donald Trump et Joe Biden, des millions de personnes sont en retard sur leur loyer. Et grâce au moratoire de dernière minute de Biden sur la réalité hier... ils vont être encore plus en retard. Le LA Times :

L'administration Biden annonce un nouveau moratoire de deux mois sur les expulsions.

Le nouveau moratoire prendrait effet dans les zones où le COVID-19 est en augmentation et durerait jusqu'au 3 octobre, ont déclaré les Centers for Disease Control and Prevention. Le moratoire s'applique aux comtés confrontés à des niveaux élevés ou substantiels de coronavirus et devrait couvrir environ 90 % de la population américaine.

En l'absence d'un moratoire fédéral, des millions d'Américains en retard dans le paiement de leur loyer pendant la pandémie ont dû faire face à l'expulsion, en fonction de la mosaïque de politiques des États.

Il y a un an, la suspension des expulsions était censée aider les gens à traverser les moments difficiles causés par les fermetures de COVID-19. Mais c'était le genre de geste stupide que les politiciens font pour s'attirer les faveurs et gagner le vote des plus démunis.

Dans la panique du verrouillage, les gens se sont retrouvés sans travail. Les entreprises ont été fermées. Le PIB a baissé. Mais les temps difficiles se sont avérés bien moins difficiles que ne l'imaginaient les gros titres. Les dépenses de consommation et les revenus personnels ont augmenté !

"Les revenus des locataires atteignent un niveau record", titre le site Real Estate Investing Today.

Miracle moderne

Grâce à la générosité complice de l'élite dirigeante, financée par une monnaie d'imprimerie de la Mountebank, les paiements de transfert ont explosé. Au milieu de la plus forte récession depuis la Grande Dépression, la plupart des gens avaient plus d'argent que jamais auparavant.

Mais qu'est-ce que... ?

Oui... vous pouvez vous demander. Comment cela est-il possible ? Mais nous vivons à l'ère des miracles... et dans cet empire tardif et dégénéré... celui-ci est au même niveau que les pains et les poissons.

Dans la Bible, le miracle s'est produit à Bethsaïda. Jésus prêchait à une grande foule, que l'on disait être de 4 000 hommes, plus des femmes et des enfants. Et lorsqu'il fut temps de manger, il dit à ses disciples de distribuer de la nourriture.

"Mais nous n'avons que sept pains et quelques poissons", dirent-ils.

La nourriture fut distribuée. Puis, il demanda à ses disciples de ramasser les miettes. Celles-ci remplirent sept paniers ! Et c'est ainsi que la multitude fut nourrie, en ramassant chaque fois plus de miettes que la portion initiale.

Maintenant, 2000 ans plus tard, les fédéraux semblent avoir fait une merveille similaire. Mais ce n'était pas un

miracle. Au lieu de cela, c'était un piège diabolique. Le "pain" - des billions de dollars - était faux, comme de la sciure de bois... sans valeur nutritive.

Un sursis de loyer... et plus encore

Les fédéraux ont travaillé leur flimflam des deux côtés. D'un côté, ils ont distribué des stimuli et augmenté les allocations de chômage (certaines personnes gagnent deux fois plus en ne travaillant pas qu'en étant au travail).

De l'autre, ils ont réduit les dépenses. Plus besoin de payer de loyer ; oubliez ces prêts étudiants. Inutile de conduire pour se rendre au travail... ou d'aller au restaurant ; ils sont fermés.

Les prêts étudiants en cours concernent désormais autant de personnes que le moratoire sur les loyers - 45 millions. Et ils totalisent un montant record de 1,7 trillion de dollars.

Lorsque le processus de défaut a été arrêté, l'année dernière, environ 11 % des prêts étaient en retard de 90 jours ou plus. Nous ne le savons pas... mais on peut supposer que 20 % de l'ensemble des 1 700 milliards de dollars sont désormais en souffrance, soit 340 milliards de dollars.

Quant aux loyers, Bloomberg estimait, en novembre dernier, qu'ils accusaient déjà un retard de quelque 70 milliards de dollars. Aujourd'hui, le chiffre est probablement plus proche de 150 milliards de dollars.

Beaucoup de ces emprunteurs et locataires, jeunes et vieux, vivent "de salaire en salaire". S'ils ne paient pas leur loyer ou leurs prêts étudiants tous les mois, il y a de fortes chances qu'ils n'aient pas l'argent nécessaire pour rattraper le retard lorsqu'il sera finalement dû.

Suspendre les paiements - sans les effacer - c'était comme offrir des hamburgers gratuits sur une ferme de graisse. Les gens ont mordu à l'hameçon, mais ils ne s'en porteront pas mieux pour autant.

Au lieu de cela, des millions de locataires seront expulsés ou en défaut de paiement. Et les propriétaires, privés de 15 mois de revenus, hésiteront avant d'investir dans des logements plus "abordables". Les loyers vont augmenter.

Le sursis de loyer devait se terminer ce mois-ci. Vous pouvez imaginer comment cela se serait passé. Si le loyer n'était que de 600 \$ par mois... après un an de sursis, la facture serait de 7 200 \$.

Maintenant, avec la dernière prolongation de Biden, nous pouvons ajouter 1 800 \$ de plus, pour trois mois supplémentaires. Ce qui porte le total à 9000 \$. Lequel de ces locataires à faible revenu disposera de cette somme au moment de payer la facture ?

Nous le saurons en octobre.

▲ RETOUR ▲

.Tout est "transitoire" dans la nouvelle économie des fédéraux

Bill Bonner | 5 août 2021 | Le journal de Bill Bonner



POITOU, FRANCE - Le terme "transitoire" fait son chemin.

D'abord, c'était l'inflation qui était transitoire, comme l'a dit le chef de la Réserve fédérale, Jerome Powell.

Maintenant, c'est le logement, le transport, et même l'amour.

Des statistiques étonnantes

Une statistique surprenante :

Alors que la population américaine a augmenté de près d'un tiers depuis les années 1970, le nombre de couples mariés avec enfants à la maison a diminué d'un tiers.

En revanche, le nombre de ménages avec un seul parent a plus que doublé. Le père et la mère ne semblent pas se serrer les coudes.

Un jeune collègue a récemment annoncé qu'il était devenu père.

"Je ne savais même pas que tu étais marié", lui ai-je répondu.

"Je ne le suis pas... Mon partenaire et moi n'allons pas nous marier. Nous resterons ensemble seulement tant que cela fonctionnera pour nous deux."

"Hmmm..." avons-nous répondu, comme si nous savions quelque chose qu'il ignorait.

Les gens ne ressentent pas beaucoup de loyauté envers leur voiture ou leur maison, non plus.

Même lorsque les maisons et les voitures sont "achetées", elles ne sont souvent jamais entièrement possédées.

Les hypothèques sont refinancées. Pourquoi rembourser quand on peut refinancer à un taux inférieur à zéro (ajusté à l'inflation) ?

Les paiements de voiture s'allongent. Souvent, le silencieux tombe avant que le dernier paiement ne soit effectué.

L'économie d'abonnement

C'est une "économie d'abonnement", disent les faiseurs de buzz.

Le PDG d'une société appelée Zuora prétend avoir inventé ce terme. Voici un extrait de son site Web :

Les clients ont changé. Ils cherchent de nouvelles façons de s'engager avec les entreprises. Les consommateurs d'aujourd'hui ont de nouvelles attentes. Ils veulent des résultats, pas de la propriété. La personnalisation, et non la généralisation. Une amélioration constante, et non une obsolescence

planifiée.

Le résultat ? Les entreprises changent la façon dont elles vendent leurs produits et services. Au cours des neuf dernières années, nous avons assisté à une explosion de nouveaux types de modèles commerciaux, tous conçus pour maintenir les clients dans des relations à long terme - pensez à Netflix, Amazon Prime, Uber, Spotify, Salesforce, Zendesk et Box.

L'économie de l'abonnement est une expression (inventée par notre PDG, Tien Tzuo) qui décrit cette nouvelle ère d'entreprises et de modèles économiques.

Dans l'ancien monde (appelons-le l'économie du produit), tout tournait autour des objets. Acquérir de nouveaux clients, expédier des marchandises, facturer des transactions ponctuelles. Mais dans cette nouvelle ère, tout est question de relations. De plus en plus de clients deviennent des abonnés parce que les expériences d'abonnement construites autour de services répondent mieux aux besoins des consommateurs que les offres statiques ou un seul produit.

Les grandes entreprises abandonnent même complètement leurs bureaux. Les employés sont censés travailler à domicile... et faire des apparitions épisodiques dans des espaces de travail partagés.

Louer. Bail. Emprunter. Squatter. Ne rien posséder.

Prisonniers du cash-flow

L'économie de l'abonnement permet peut-être de gagner quelque chose : de la spontanéité ? La flexibilité ? L'optionnalité ?

Mais on y perd aussi quelque chose. Au lieu d'être enchaînés à des immobilisations, les gens sont désormais prisonniers des flux de trésorerie. Et que se passe-t-il si leurs abonnements sont annulés ?

Une chère lectrice se souvient de ce qu'elle a ressenti lorsque l'économie s'est soudainement arrêtée l'année dernière. Blanca H. écrit :

Avant la pandémie, nous travaillions à la rénovation de notre maison pour créer une chambre d'hôtes. J'ai été contrainte de prendre ma retraite et mon mari a fini par avoir des problèmes médicaux qui limitaient sa capacité à travailler. Mais le mieux, c'est qu'il n'y avait pas de paiements hypothécaires...

Oui, il y a des moments où vous n'avez pas à payer d'hypothèque ou de loyer. Mais dans le Brave New World à venir, seuls quelques-uns y échapperont.

Quelques personnes - l'élite - s'enrichiront. Elles posséderont les biens d'équipement.

La plupart des autres deviendront des "esclaves d'abonnement"... capables seulement de profiter de leur maison, de leur voiture, de leur vie... tant que leurs revenus mensuels se maintiennent.

L'arrivée des financiers

Après l'explosion du financement hypothécaire en 2008, les maisons étaient bon marché. Et le financement était bon marché aussi.

C'est alors qu'entrent en scène les financiers, richement financés par les crédits à très bas prix de la Fed. Ils ont

racheté des milliers de maisons. L'accession à la propriété a commencé à décliner.

Si le taux précédent s'était maintenu, il y aurait aujourd'hui 3,3 millions de propriétaires de plus (et moins de locataires). En 2004, le taux d'accession à la propriété atteignait 69 %. Aujourd'hui, il n'est plus que de 65 %, ce qui représente une énorme variation.

Il n'y a aucune raison particulière de penser que la propriété est meilleure que la location. Chacun a sa place.

Mais comme tout dans le monde financier, ce qui compte, c'est que les chiffres soient vrais et honnêtes, et qu'ils ne soient pas influencés par les pouvoirs publics.

Mais à force de manipuler et de déformer, les fédéraux donnent inévitablement une claque au marché de l'immobilier, comme à tout le reste.

Steve Schwarzman, le patron de Blackstone, peut emprunter beaucoup moins cher que le propriétaire typique. (Blackstone a été l'une des grandes sociétés d'investissement à acheter en masse des maisons saisies dans le sillage de la crise de 2008).

Et quand la Fed met des taux si bas, cela met Schwarzman en compétition avec les propriétaires.

Le propriétaire veut un endroit où vivre. Schwartzman vise le rendement. Et lorsque les rendements sont inférieurs à zéro en termes réels, il ne faut pas beaucoup de rendement pour faire un bon investissement.

C'est pourquoi Blackstone peut payer plus pour une maison qu'une famille. Et c'est pourquoi les prix des maisons augmentent... jusqu'au point où la famille moyenne ne peut plus se permettre d'acheter la maison moyenne.

Manipulation de routine

Voici donc une autre brique dans le mur dont nous parlons depuis 10 ans.

Lorsque le prix des actifs augmente, Wall Street gagne de l'argent. Mais le propriétaire, qui travaille dans l'économie de la rue principale, ne gagne pas plus d'argent. Il est coincé, essayant de payer une maison plus chère avec le même ancien revenu.

La même chose, plus ou moins, s'est produite sur le marché boursier.

En 1980, avant que la manipulation de la Fed ne devienne une routine, il fallait à un travailleur moyen 160 heures de travail pour acheter les 30 actions qui composent l'indice Dow Industrial.

Aujourd'hui, il lui faut 1 400 heures, soit plus de huit fois plus.

En 1980, il a également été grandement aidé par un rendement décent de son épargne. Il pouvait obtenir 10% sur ses dépôts, plus un grille-pain gratuit pour l'ouverture d'un compte.

Aujourd'hui, le taux courant est inférieur à 1 %.

Les esclaves de l'abonnement

Oh mon dieu... pitié pour la jeunesse sans âme ! Un esclave des abonnements.

Croulant sous les dettes d'études... plongé dans une économie où les emplois manufacturiers bien rémunérés ont

été exportés en Chine... incapable d'épargner de l'argent (sur lequel il ne gagnerait rien de toute façon)...

... sans capital et avec peu de chance d'en obtenir un jour... Pas de maison. Pas de voiture. Pas d'entreprise. Pas de famille.

Il reste assis dans le sous-sol de maman et papa...

...jouant son argent sur des actions de mèmes et des cryptos... et attendant que la vraie vie commence.

(Plus à venir...)

▲ RETOUR ▲